



Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (2021-2022)



Publié en 2022 par la
Commission de l'Union africaine
P.O. Box 3243, Roosevelt Street W21K19
Addis-Abeba (Éthiopie)

Citation recommandée :

Union africaine. 2022. *Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (2021-2022)*. Union africaine, Addis-Abeba, Éthiopie.

La présente publication a été conçue par le personnel de l'Union africaine avec l'apport de contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union africaine, de ses organes, de ses États membres ou de ses partenaires.

La mention d'entreprises ou de produits spécifiques dans la présente publication n'implique pas qu'ils ont été approuvés ou recommandés par l'Union africaine.

Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans la présente publication, y compris dans les cartes, n'impliquent aucune prise de position de la part de l'Union africaine concernant le statut juridique ou de développement d'un État membre ou de ses autorités. La mention de sociétés, de produits ou de fabricants spécifiques ne signifie pas qu'ils ont été approuvés ou recommandés par l'Union africaine.

L'Union africaine a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le document publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du document incombe au lecteur. En aucun cas, l'Union africaine ne pourra être tenue responsable de préjudices résultant de son utilisation.

© Union africaine 2022. Tous droits réservés.

Le matériel contenu dans ce document d'information peut être reproduit ou diffusé à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans autorisation écrite. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au Département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation de la Commission de l'Union africaine.

African Union



Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (2021-2022)



Sommaire

Remerciements	8
Avant-propos	10
Messages clés	12
Synthèse	18
Principales conclusions	19
Principales recommandations	22
Introduction	25
Rapport sur la situation de l'alimentation scolaire en Afrique	27
Origines de la présente publication	27
Structure de la présente publication	28
Chapitre 1 : Programmes d'alimentation scolaire en Afrique en 2021-2022 : échelle, couverture et tendances	29
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	32
1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire	35
1.3 Financement de l'alimentation scolaire	39
1.4 Coût par enfant	40
1.5 Cadres politiques et conception de programmes : interventions complémentaires en matière de santé et de nutrition scolaires	41
1.6 L'alimentation scolaire issue de la production locale et l'emploi	44
1.7 La voie à suivre	45
Chapitre 2 : Coalition pour l'alimentation scolaire : engagements et opportunités sur le continent africain	47
2.1 Introduction	48
2.2 La Coalition pour l'alimentation scolaire : buts et objectifs	49
2.3 La Coalition : ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas	50
2.4 Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire : structure	50
2.5 Comment la Coalition pour l'alimentation scolaire prend vie	52
2.6 La voie à suivre	58
Chapitre 3 : Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique	61
3.1 Introduction	62
3.2 Thème de l'année 2022 et réalisations de l'Union africaine : Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain	63
3.3 Impact de l'alimentation scolaire locale sur l'amélioration de la nutrition, de la santé, du BIEN-ÊTRE et des résultats d'apprentissage chez les écoliers	66
3.4 Impact de l'alimentation scolaire locale sur l'agriculture et les systèmes alimentaires	70

3.5 La voie à suivre	80
Chapitre 4 : L'alimentation scolaire en temps de crise : l'impact et la réponse à la COVID-19 et aux crises alimentaires et énergétiques sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique	82
4.1 Introduction	83
4.2 Effet de la COVID-19 et des crises alimentaires et énergétiques sur les enfants	84
4.3 Réponses des pays à la crise de la COVID-19	92
4.4 La voie à suivre	101
Conclusions	104
Opportunités et défis	105
Recommandations et voie à suivre	107
Références	109
Glossaire	113
Acronymes	115
Annexe I : Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	116
Annexe II : Budgets alloués à l'alimentation scolaire	119

ÉTUDES DE CAS

Étude de cas 2.1	Bénin	51
Étude de cas 2.2	Rwanda	52
Étude de cas 3.1	Améliorer l'accès à des aliments nutritifs pour les élèves grâce à la technique agricole innovante de l'hydroponie en Zambie par les petits exploitants	70
Étude de cas 3.2	Adapter l'alimentation scolaire issue de la production locale aux défis et aux opportunités locaux tout en conservant ses éléments constitutifs : enseignements tirés du Nigéria	72
Étude de cas 4.1	La réponse de la Gambie à la crise de la COVID-19	90
Étude de cas 4.2	La réponse de la Côte d'Ivoire à la crise de la COVID-19	92
Étude de cas 4.3	La réponse du Malawi à la crise de la COVID-19	96

FIGURES

Figure 1.1	Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	31
Figure 1.2	Variation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire entre 2020 et 2022 par région	31
Figure 1.3	Variation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par niveau de revenu entre 2020 et 2022	32
Figure 1.4	Enfants inscrits dans les écoles primaires en Afrique entre 2020 et 2022, par niveau de revenu	34
Figure 1.5	Enfants inscrits dans les écoles primaires en Afrique entre 2020 et 2022, par région	36
Figure 1.6	Couverture des programmes d'alimentation scolaire par pays	35
Figure 1.7	Couverture en 2022 par niveau de revenu et par région	36
Figure 1.8	Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2021 et en 2022, par niveau de revenu	37
Figure 1.9	Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2020 et 2022, par région	40
Figure 1.10	Coût médian de l'alimentation scolaire par enfant	39
Figure 1.11	État des cadres politiques d'alimentation scolaire en 2020 et 2022 par niveau de revenu	40
Figure 1.12	Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre dans le cadre de l'alimentation scolaire par niveau de revenu	41
Figure 1.13	Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	42
Figure 2.1	Structure de la Coalition pour l'alimentation scolaire	48
Figure 3.1	Bénéficiaires et avantages potentiels de l'alimentation scolaire et de l'alimentation scolaire issue de la production locale	69
Figure 3.2	Voies reliant l'alimentation scolaire issue de la production locale et l'agrobiodiversité	75

Figure 4.1	Prévalence et nombre d'enfants vivant dans des ménages pauvres, 2019–2021	83
Figure 4.2	Les perturbations liées au COVID-19 et le paysage de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	84

REMERCIEMENTS

Le rapport continental 2021-2022 sur les progrès de l'alimentation scolaire issue de la production locale en Afrique a été préparé avec l'engagement, l'assistance, la coordination et l'expertise de plusieurs personnes et agences.

Le rapport a été préparé par un groupe de travail technique composé du Groupe sectoriel de l'alimentation scolaire de l'Union africaine, codirigé par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies et l'Union africaine. L'Union africaine tient à exprimer sa profonde gratitude aux personnes qui ont participé à l'élaboration de cet important rapport biennal.

L'Union africaine remercie les membres du groupe sectoriel, notamment l'ESTI de la CUA, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), l'Agence de Développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Centre Régional d'Excellence du PAM contre la Faim et la Malnutrition (PAM-CERFAM) et le Réseau Africain pour la Petite Enfance (AFECN), d'avoir affecté du personnel technique compétent au groupe de travail technique inter-institutions.

Le groupe éditorial a réalisé un travail remarquable en rédigeant le rapport, en organisant plusieurs réunions d'équipe, en communiquant avec les États membres et en facilitant les processus de validation et d'autorisation de leurs agences respectives.

Le rapport a été dirigé par Edward Lloyd-Evans (chef de la recherche et des politiques, Service des programmes scolaires, PAM) ; l'équipe de rédaction comprenait les membres suivants :

- Abraham Asha (PhD) (spécialiste des partenariats externes, ESTI de la CUA/PAM) : avant-propos, remerciements et sous-chapitre 3 ;
- Azinwi Ngum Nkwah (Programmes scolaires du PAM) : introduction, sous-chapitre 3 sur l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur l'agriculture et les systèmes alimentaires locaux, références, glossaire et acronymes, visualisation des données pour le chapitre 1, examen et coordination de la consolidation du rapport ;
- Zewdie Adane (économiste, Bureau mondial du PAM pour Union africaine) : responsable du chapitre 4, des messages clés, de la conclusion, du sous-chapitre 3 et de la révision du rapport ;
- Sophie Jenter (Programmes scolaires du PAM) : chapitre 2 avec le soutien de Sandra Hittmeyer ;
- Miriam Karinja (Programmes scolaires du PAM) : analyse des données du chapitre 1 et cartographie ;
- Christiani Buani, (chef des opérations, PAM-CERFAM) : sous-chapitre 4 ;
- Kefilwe Rhoba Moalosi (chef de projet de nutrition, AUDA-NEPAD) : sous-chapitre 3 ;
- Edwin Kimani (PhD) (consultant, FAO) : responsable du chapitre 3 ;
- Kankou Kaba (nutritionniste, Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est, Bureau de liaison avec l'Union africaine et la CEA) : résumé et sous-chapitre 3 ;
- Alleluia Delphine Dusabimana (chargée du programmes de nutrition, AFECN) : sous-chapitre 3.

L'Union africaine remercie également les experts techniques qui ont fourni des études de cas, des contributions et des examens pour les différents chapitres du rapport. Il s'agit, notamment, de Sandra

Camargo (Programmes scolaires du PAM), Nail Lazrak (PAM, Performance et planification), Neill Holland (PAM, Programmes scolaires), Sapna Gorajia (chargée de partenariat, CERFAM), Odia Cisse (chargée de partenariat, CERFAM), Pierre Tahe (chargé de programme, CERFAM), Patrik Opono (chargé de la chaîne d'approvisionnement, CERFAM), Severine Giraud (directrice de pays adjointe, PAM-Côte d'Ivoire) et Tamsir Cham (responsable des programmes, PAM-Gambie). Le rapport a été édité par Catherine Simes.

L'Union africaine tient également à exprimer sa gratitude à toutes les agences pour la volonté et la patience dont elles ont fait preuve afin de fournir les informations et les données nécessaires à l'élaboration du présent rapport.

L'Union africaine exprime également sa reconnaissance au professeur Donald Bundy, professeur d'épidémiologie et de développement et directeur du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, et au Dr Robert Akparibo, professeur agrégé de santé publique à la School of Health and Related Research de l'Université de Sheffield et coprésident du Global School Health, et du Nutrition Special Interest Group de la Nutrition Society, pour l'examen par les pairs du présent rapport.

Enfin, l'équipe dirigeante qui a soutenu et accompagné la préparation du rapport tout au long de l'élaboration de cet outil important mérite une grande reconnaissance. À cet égard, la Commission de l'Union africaine tient à exprimer sa profonde gratitude aux personnes suivantes :

- S.E. Prof. M. Mohamed Belhocine, Commissaire au Département éducation, science, technologie et innovation, Commission de l'Union africaine, Union africaine ;
- M. Hambani Masheleni, directeur au Département éducation, science, technologie et innovation, Commission de l'Union africaine, Union africaine ;
- Dr Hameed Nuru, directeur du bureau mondial du PAM pour l'Union africaine et représentant du PAM auprès de l'Union africaine et de la CEA ;
- Mme Lydie Kouame, directrice adjointe du Bureau mondial du PAM de l'Union africaine ;
- Dr Christopher Toe, conseiller principal, Partenariats stratégiques, PAM ;
- Mme Carmen Burbano, directrice des programmes scolaires, PAM ;
- Mme Bibi Giyose, conseillère spéciale du directeur général, AUDA-NEPAD ;
- David Phiri, directeur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est, (Bureau de liaison avec l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique) ;
- Dr Patrick Teixeira, directeur du Centre d'excellence régional du PAM contre la faim et la malnutrition (PAM-CERFAM) ;
- Dre Lynette Okengo, directrice de l'AFECN.

AVANT-PROPOS

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine Assembly/AU/Dec.589 (XXVI), article 17, qui recommande que la Commission de l'Union africaine fasse régulièrement un rapport sur la mise en œuvre de la décision à la Conférence par l'intermédiaire du Conseil exécutif. En outre, le présent rapport est d'autant plus important qu'il a été préparé l'année où l'Union africaine a fait de la « nutrition » le thème de l'année 2022, avec pour mot d'ordre : « **Renforcer la résilience nutritionnelle et la sécurité alimentaire sur le continent africain : renforcer les systèmes agroalimentaires, de santé et de protection sociale pour l'accélération du développement du capital humain, du développement social et économique** ».

Je tiens à exprimer notre profonde gratitude au PAM pour avoir mené ce projet tant sur le plan technique que financier, sans jamais perdre de vue ces lignes directrices. Je remercie également les autres membres du groupe sectoriel pour l'alimentation scolaire et les principaux acteurs clés, tels que l'AUDA-NEPAD, la FAO, le CERFAM, le Réseau africain pour la petite enfance et d'autres, pour leur collaboration et leur soutien technique continus qui ont permis de mener à bien le présent rapport. Nous sommes aussi reconnaissants, bien entendu, à tous les États membres pour leur collaboration et leur soutien continus. Le présent rapport est le troisième de ce type depuis la Décision 589 XXVI de l'Assemblée de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale en Afrique en 2016.

Non seulement il montre la contribution de l'alimentation scolaire issue de la production locale à une éducation inclusive de qualité en Afrique, mais il décrit également les résultats d'autres secteurs clés de la nutrition, de la santé, de l'agriculture et du développement local. Il a pour objet de faciliter les discussions politiques de haut niveau entre les autorités nationales et les organismes régionaux et continentaux sur d'éventuelles interventions stratégiques et à valeur ajoutée afin de stimuler les résultats multisectoriels. En outre, le rapport fournit une analyse fondée sur des données probantes dans la perspective des objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs de la stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier en ce qui concerne la pauvreté (ODD 1), la faim (ODD 2), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10) et le renforcement des partenariats (ODD 17) ; et de contribuer directement ou indirectement à la réalisation des aspirations 1, 3 et 7 de l'Agenda 2063.

Sur la base des résultats de l'étude, quelques orientations claires se dégagent, telles que la nécessité d'allouer un budget plus important à l'alimentation scolaire afin que les États membres renforcent l'appropriation et le contrôle au niveau national, le renforcement des approches multisectorielles et la nécessité de revitaliser le rôle des groupes sectoriels d'alimentation scolaire issue de la production locale.

La Commission de l'Union africaine et les membres du Groupe sectoriel continental de l'alimentation scolaire issue de la production locale, principalement le Programme alimentaire mondial (PAM) en tant que co-président du Groupe sectoriel continental de l'alimentation scolaire issue de la production locale,

espèrent que tous les gouvernements africains pourront agir dès maintenant afin d'améliorer leurs systèmes d'éducation, de nutrition, de santé et d'agriculture en renforçant davantage leurs opérations d'alimentation scolaire issue de la production locale, malgré la pression fiscale supplémentaire créée par la pandémie COVID-19 et d'autres chocs, notamment le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

En ma qualité de Commissaire de l'Union africaine pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, j'ai le plaisir de présenter le rapport biennal 2021-2022 sur l'opérationnalisation de l'alimentation scolaire issue de la production locale dans les États membres.

S.E. Prof. Mohammed Belhocine,
Commissaire de l'Union africaine pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation



PAM/Martin Karimi

MESSAGES CLES

Chapitre 1 : Les programmes d'alimentation scolaire en Afrique : portée, couverture et tendances

- Si la couverture et l'ampleur des programmes d'alimentation scolaire en Afrique ont augmenté et sont désormais principalement financés par des sources nationales, ces progrès ont été remis en cause par une combinaison complexe de crises et de pressions émergentes qui ont menacé la nutrition et la capacité d'apprentissage de millions d'enfants.
- Malgré la fermeture des écoles sur l'ensemble du continent en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, et la perte quasi-totale de l'alimentation scolaire qui en a résulté partout, les enquêtes montrent aujourd'hui que 65,9 millions d'enfants reçoivent à nouveau des repas scolaires quotidiens en Afrique, ce qui représente une augmentation marginale par rapport aux 65,4 millions d'enfants qui en bénéficiaient en 2020. Cela reflète le succès de la réouverture et de la reconstruction des systèmes scolaires sur tout le continent après la pandémie de la COVID-19. En ce qui concerne la couverture, 31 % des enfants en âge scolaire ont reçu des repas scolaires en 2022, soit une légère baisse par rapport aux 33 % de 2020, ce qui, une fois encore, reflète l'impact de la crise de la COVID-19 sur la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.
- Il existe des différences significatives de couverture entre les catégories socioéconomiques et les lieux géographiques, la couverture de l'alimentation scolaire restant la plus faible dans les pays où les besoins sont les plus importants. Les programmes d'alimentation scolaire concernent 55 % des élèves dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, mais seulement 15 % des enfants dans les pays à faible revenu.
- Dans l'ensemble, 84 % des programmes d'alimentation scolaire sont financés par les budgets nationaux, mais il existe des disparités entre les niveaux de revenus et les zones géographiques. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes d'alimentation scolaire sont financés exclusivement par les budgets nationaux. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 90 % des repas scolaires sont financés par les budgets nationaux.
- Malgré des pressions concurrentes et de sérieuses contraintes économiques à la suite de la pandémie, la part du financement public de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu a augmenté, passant d'environ 34 % en 2020 à 45 % en 2022, tandis que le soutien des donateurs internationaux a diminué, passant de 65 % en 2020 à 55 % en 2022.
- Le coût moyen de l'alimentation scolaire est demeuré abordable pour les gouvernements, avec un coût moyen de 35 dollars par enfant et par an pour 36 pays africains en 2022. Il existe un écart significatif entre les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (coût médian de 54 dollars par enfant) et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (coût médian de 33 dollars et 34 dollars par enfant dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, respectivement).
- En 2022, 89 % des pays africains avaient adopté une politique d'alimentation scolaire, contre 68 % en 2020. La part des pays à faible revenu disposant d'un cadre politique établi pour l'alimentation

scolaire a augmenté, passant de 78 % en 2020 à 83 % en 2022 ; dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, elle a également augmenté, passant de 69 % à 77 %. En ce qui concerne l'adoption de cadres de politique en matière d'alimentation scolaire, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont devancé les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

- En 2022, environ 95 % des pays africains ont fourni des repas scolaires en conjonction avec au moins une intervention complémentaire en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire. Seuls 10 % d'entre eux proposent un ensemble totalement intégré de 7 à 10 interventions complémentaires en liaison avec les repas scolaires (19 % d'entre eux proposent quatre interventions complémentaires ou plus en 2022).

Chapitre 2 : Coalition pour l'alimentation scolaire : engagements et opportunités sur le continent africain

- L'Union africaine et ses États membres ont non seulement joué un rôle important dans la mise en place de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, mais ils ont également fait preuve d'un engagement fort pour mettre en œuvre des programmes complets d'alimentation scolaire et pour établir et renforcer des partenariats multisectoriels et multipartites en faveur de l'éducation à différents niveaux.
- À la suite de la crise pandémique dévastatrice de la COVID-19 et de ses conséquences sur l'éducation et l'alimentation scolaire, qui a empêché 370 millions d'écoliers de bénéficier de repas scolaires dans le monde, l'Union africaine a contribué à mobiliser un groupe de 33 pays africains du groupe de 76 pays, et 83 partenaires (à la date de la publication), pour former la Coalition pour l'alimentation scolaire lors de la Conférence des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021. L'Union africaine, l'un des principaux initiateurs de la Coalition, et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) font progresser l'objectif principal de la Coalition, qui est de s'assurer que, d'ici 2030, chaque enfant bénéficie d'un repas quotidien sain et nutritif à l'école. L'Union africaine a joué un rôle fondamental non seulement en faisant campagne pour l'inclusion des repas scolaires locaux dans le programme de développement mondial, mais aussi en convainquant les États membres de l'Union africaine de rejoindre la Coalition par le biais de multiples déclarations et communiqués officiels.
- Lors d'un événement parallèle de haut niveau organisé à l'occasion du Sommet mondial sur la transformation de l'éducation lors de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2022, l'Union africaine a publié une déclaration sur la transformation de l'éducation en Afrique qui alignait davantage les efforts de l'Union africaine sur les objectifs de la Coalition en s'engageant à renforcer la mise en œuvre de programmes complets d'alimentation scolaire et à établir et renforcer des partenariats multisectoriels et multipartites pour l'éducation aux niveaux national, régional et continental.

- La formation de la Coalition a contribué à façonner les perspectives et à renforcer la volonté politique dans le cadre de l'alimentation scolaire. De nombreux pays africains ont figuré à l'avant-garde du changement, notamment le Bénin, le Rwanda et le Sénégal. Entre autres actions, ces pays ont considérablement augmenté les budgets alloués à l'alimentation scolaire afin d'en faire bénéficier davantage d'enfants et ont ainsi élargi l'accès à l'éducation.
- La première réunion ministérielle de la Coalition et la célébration de sa création à Helsinki (Finlande) en octobre 2022 se sont conclues par un Appel à l'action approuvé par tous les partenaires ainsi qu'une déclaration des dirigeants approuvée par les 12 membres du Groupe de travail de la Coalition – comprenant l'Union africaine, le Kenya, le Rwanda et le Sénégal.
- La prochaine réunion ministérielle de la Coalition, qui se tiendra à Paris, en France, en octobre 2023, procure aux pays africains l'occasion d'évaluer et de célébrer les progrès nationaux et d'annoncer les engagements nationaux qui contribueront à l'élargissement des programmes en Afrique – et d'assurer ainsi que, d'ici 2030, chaque enfant bénéficie d'un repas sain et nutritif à l'école.

Chapitre 3 : Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

- L'alimentation scolaire, en particulier l'alimentation scolaire issue de la production locale, est un instrument clé pour réduire le triple fardeau que constituent la malnutrition, la stimulation des économies locales et des chaînes de valeur des petites exploitations agricoles et la promotion du développement du capital humain.
- Les États membres de l'Union africaine ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs nutritionnels fixés dans la Déclaration de Malabo visant à [mettre fin à la faim d'ici 2025](#). Pour atteindre ce résultat souhaité en matière d'éducation et de développement du capital humain, investir dans l'apprentissage des enfants en âge scolaire ne suffit pas. L'alimentation scolaire favorise l'investissement au niveau des élèves et contribue à contrer les facteurs limitant considérablement les opportunités des enfants de participer à l'école et réduisant leur capacité à progresser et à réussir.
- L'alimentation scolaire issue de la production locale conduit à augmenter et à diversifier la production alimentaire et améliore ainsi la sécurité alimentaire et la nutrition des écoliers et de leurs communautés. L'adoption accrue de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale et d'autres interventions en milieu scolaire entraîne une augmentation de la demande d'intrants alimentaires scolaires et permet de lier cette demande aux petits exploitants agricoles locaux, y compris les femmes et les jeunes agriculteurs.

- L'alimentation scolaire a des conséquences positives bien documentées sur l'éducation, la santé et la nutrition des enfants issus de ménages à faibles revenus. L'intégration des petits exploitants agricoles dans l'alimentation scolaire par le biais de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale protège les moyens de subsistance des agriculteurs et leur garantit de rester compétitifs. En reliant les petits exploitants agricoles aux marchés de l'alimentation scolaire issue de la production locale, ces programmes ont contribué à accroître la productivité agricole et les revenus des petits exploitants, ce qui est bénéfique à la fois pour les agriculteurs et pour les enfants.
- Grâce à l'intégration des produits de petits exploitants dans les achats des programmes d'alimentation scolaire, les agriculteurs peuvent briser les cycles intergénérationnels de la faim et de la pauvreté dans leurs familles, car l'alimentation scolaire génère une demande supplémentaire de produits alimentaires. Par exemple, 9,2 millions d'écoliers nigériens consomment chaque semaine 6 millions d'œufs d'origine locale et 80 tonnes de poisson dans le cadre de l'alimentation scolaire issue de la production locale. L'alimentation scolaire issue de la production locale constitue donc un marché stable et prévisible pour les agriculteurs locaux.
- L'alimentation scolaire issue de la production locale permet d'améliorer les systèmes alimentaires locaux grâce à sa chaîne d'approvisionnement courte et durable. Elle réduit les coûts de transport et le gaspillage alimentaire, car les aliments scolaires proviennent de sources locales et elle raccourcit leur processus de traitement, ce qui garantit que les écoliers consomment des aliments frais. L'appel croissant à incorporer des aliments acceptables sur les plans écologique et culturel dans les menus scolaires souligne le potentiel de l'alimentation scolaire issue de la production locale à améliorer l'agrobiodiversité.

Chapitre 4 : L'alimentation scolaire en temps de crise : l'impact de la COVID-19 et des crises alimentaires et énergétiques sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique et la réponse apportée

- L'impact combiné des crises imbriquées et interconnectées, liées aux conflits et à l'instabilité, au changement climatique, à la pandémie de COVID-19 et à d'autres formes d'instabilité mondiale croissante, a augmenté le coût de la vie, a eu un impact négatif sur les programmes d'alimentation scolaire et a nui davantage au potentiel de l'Afrique en matière de santé, de nutrition et de capital humain. Les mesures de confinement liées à la COVID-19, les retards au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales et la flambée des prix des denrées alimentaires ont gravement perturbé les services d'alimentation scolaire dans le monde entier, ce qui a réduit à néant les bénéfices obtenus grâce à l'introduction de l'alimentation scolaire. L'impact de la COVID-19 s'étant prolongé, en partie à cause de nouveaux variants et de la résurgence du virus dans de nombreux pays, la réouverture des écoles en Afrique a été retardée et s'est déroulée de manière irrégulière. Le monde de l'après COVID-19 a connu une augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages, l'émergence d'autres crises toujours en

cours, un accès limité à des repas abordables et nutritifs, que les écoles avaient l'habitude de fournir, ce qui a eu des répercussions sur la nutrition et le développement du capital humain en Afrique.

- Dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et en Afrique australe, l'aggravation des sécheresses, la désertification et d'autres chocs induits par le climat ont entraîné des conséquences néfastes telles que la dégradation des sols, l'échec de la production agricole et la mort du bétail. Ce contexte a entraîné une diminution importante des moyens de subsistance.
- L'incidence croissante des conflits internes et des changements inconstitutionnels de pouvoir a également alimenté l'instabilité et la polarisation politique, ce qui a affecté la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population, en particulier des groupes les plus vulnérables. En outre, la crise ukrainienne a aggravé la situation déjà désastreuse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en Afrique ; en effet, elle a provoqué une hausse des prix des carburants, des denrées alimentaires et des coûts logistiques, en particulier au niveau du transport.
- Ces défis sapent la capacité des gouvernements à garantir la mise en place et le plein fonctionnement de programmes sociaux efficaces visant à prévenir et atténuer les effets négatifs des chocs sur les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Par conséquent, les programmes d'alimentation scolaire constituent un filet de sécurité sociale essentiel pour contrer les menaces pesant sur la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants, mais également pour soutenir l'investissement du continent dans le capital humain et les aspirations de développement à long terme.



PAM/Arete/Arlette Bashizi

SYNTHESE

En 2016, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont reconnu la contribution de l'alimentation scolaire au développement du capital humain en Afrique, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063 et aux objectifs du CESA 16-25. La 26^e Assemblée a adopté la décision sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (Assembly/AU/Dec.589 (XXVI)). L'Initiative pour une alimentation et une nutrition scolaires durables a été adoptée par la 31^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine en juillet 2017 (EX.CL/1025(XXXI)) en tant que programme stratégique pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine en matière de nutrition (2015-2025), et la réalisation de la Déclaration de Malabo [Assembly/AU/Dec.490-516 (XXII)] 2014.

La décision de l'Assemblée de l'Union africaine relative à l'alimentation scolaire issue de la production locale demande à la Commission de l'Union africaine, et plus particulièrement au Groupe sectoriel pour l'alimentation scolaire issue de la production locale, de rendre compte régulièrement de la mise en œuvre de la décision à l'Assemblée de l'Union africaine par l'intermédiaire du Conseil exécutif. Compte tenu de ces cadres continentaux, la Commission de l'Union africaine a mené une étude sur la pertinence et l'impact de l'alimentation scolaire en Afrique et a publié et lancé un livre intitulé *Sustainable School Feeding across the African Union* en 2018. Cette étude a été reconnue comme une base de référence pour d'autres rapports, notamment l'effet multiplicateur des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale. En conséquence, la première édition du rapport biennal sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (African Union, 2018b) a pris l'étude précédente comme référence. En outre, elle a produit certaines variables importantes à partir de données collectées auprès des États membres.

Dans la deuxième édition, 2019-2020,¹ au milieu de la pandémie de la COVID-19 et des défis et perturbations qu'elle a causés, les données rapportées ont été comparées aux données du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, une référence recueillie en 2020 pour la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*.

Cette troisième édition du rapport biennal couvrira la période 2021-2022. La méthodologie utilisée pour réaliser le rapport biennal a été approuvée par le Département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Union africaine et ses partenaires. Basé sur la méthodologie développée par le PAM pour publier les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2013* (WFP, 2013) et *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020* (WFP, 2020d), le présent rapport fournit un aperçu de la situation actuelle et explore les tendances historiques.

Le présent rapport biennal 2021-2022 s'appuie sur les données et les contributions collectées par l'Union africaine et ses partenaires du Groupe sectoriel de l'alimentation scolaire issue de la production locale, notamment le PAM, l'UNICEF, le CERFAM et la FAO. Il s'appuie également sur la base de données relative à l'alimentation scolaire développée par le PAM pour sa publication phare *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022*,² contenant des données officielles et à jour sur les programmes d'alimentation scolaire au niveau des pays.

¹ <https://au.int/en/documents/20210301/african-union-biennial-report-home-grown-school-feeding-2019-2020>.

² À paraître en mars 2023.

L'objectif du rapport biennal 2021-2022 est de rendre compte de la situation de l'alimentation scolaire sur le continent africain et de fournir un mécanisme de reddition de comptes à l'Union africaine. Le rapport est structuré en quatre chapitres fondés sur plusieurs études de cas réalisées sur l'ensemble du continent africain et mettant en lumière des pratiques prometteuses afin de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes. Enfin, le rapport vise à identifier les priorités clés et les actions nécessaires pour faire progresser les objectifs en matière d'alimentation scolaire et de la CESA.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Environ 65,9 millions d'enfants ont bénéficié de l'alimentation scolaire en Afrique en 2022, contre 65,4 millions d'enfants en 2020

En 2022, 65,9 millions d'enfants ont bénéficié de l'alimentation scolaire en Afrique, ce qui représente une légère augmentation par rapport aux 65,4 millions de 2020. Il convient de noter que le chiffre de 65,4 millions en 2020 se rapporte aux enfants ayant bénéficié de l'alimentation scolaire avant le début de la pandémie de la COVID-19 et la fermeture des écoles sur tout le continent qui ont empêché presque tous les enfants de bénéficier de l'alimentation scolaire. Par conséquent, le chiffre de 65,9 millions indique que dans tout le continent, les écoles ont rouvert et fournissent à nouveau des repas scolaires à un niveau de couverture similaire aux niveaux avant la pandémie. Actuellement, 31 % des enfants inscrits dans les écoles primaires bénéficient de l'alimentation scolaire, contre 33 % en 2020. Même s'il convient de suivre cette baisse marginale plus en profondeur, elle pourrait être due à la croissance parallèle de la population d'âge scolaire au cours de la même période.

Malgré l'augmentation du nombre d'élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire, ce qui indique que les pays ont retrouvé les niveaux d'alimentation scolaire d'avant la pandémie, d'importantes disparités de couverture subsistent entre les régions et les catégories de revenus. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire couvrent 55 % des enfants dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, mais seulement 15 % des enfants dans les pays à faible revenu. Ceci révèle que la reprise a été moins efficace dans les pays à faible revenu, où elle est la plus nécessaire.

Malgré un sérieux resserrement de l'espace budgétaire, la part du financement public de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu a augmenté, passant de 34 % en 2020 à 45 % en 2022

Tandis que le soutien des donateurs aux programmes de l'alimentation scolaire a diminué au cours de la même période, passant de 65 % à 55 %, les pays à faible revenu se sont engagés à renforcer leur part de financement public de l'alimentation scolaire en augmentant leurs engagements de financement de 34 % en 2020 à 45 % en 2022.

89 % des pays africains disposent maintenant d'une politique d'alimentation scolaire

En 2022, 89 % des pays avaient adopté une politique d'alimentation scolaire, contre 68 % en 2020. En outre, en ce qui concerne l'adoption de cadres de politique en matière d'alimentation scolaire, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont devancé les pays à revenu

intermédiaire de la tranche supérieure. Il s'agit d'un changement important et d'un indicateur fort de l'engagement croissant des gouvernements à tous les niveaux de revenu.

Le coût moyen de l'alimentation scolaire est estimé à 35 dollars par enfant et par an, ce qui constitue une baisse de 17 dollars par rapport au coût moyen en 2020. En moyenne, pour 100 000 écoliers bénéficiaires, 757 emplois directs ont été créés dans 33 pays. La plupart sont des postes de cuisiniers et de traiteurs ; cependant, certains sont des emplois plus qualifiés, tels que la gestion de programmes.

On estime que 95 % de l'ensemble des gouvernements africains fournissent une alimentation scolaire avec au moins une intervention complémentaire en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire. Néanmoins, seuls 10 % des pays africains offrent un ensemble entièrement intégré de 7 à 10 interventions complémentaires en conjonction avec les repas scolaires (en 2022, 19 % proposent quatre interventions complémentaires ou plus). Les études démontrent que le système scolaire constitue une plateforme exceptionnellement rentable pour la fourniture d'un ensemble intégré de services essentiels de santé et de nutrition, parmi lesquels les repas scolaires, le déparasitage, la supplémentation en fer et en acide folique, le dépistage des problèmes de vision et la santé bucco-dentaire. Ceci vient renforcer l'importance des programmes d'alimentation scolaire en tant que catalyseurs d'interventions cruciales pour la promotion du bien-être des écoliers et des adolescents.

La pandémie de la COVID-19 a temporairement privé de repas scolaires environ 50 millions d'écoliers sur le continent ; toutefois, les gouvernements ont été en mesure de mieux reconstruire sous l'impulsion d'un leadership politique au plus haut niveau et par l'intermédiaire de la Coalition pour l'alimentation scolaire

À l'échelle mondiale, des dirigeants politiques de 76 pays, dont 33 pays d'Afrique, ont co-créé la Coalition pour l'alimentation scolaire lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021 ; son objectif principal est de s'assurer que chaque enfant bénéficie d'un repas quotidien sain et nutritif à l'école d'ici à 2030.

Cette Coalition d'États est soutenue par 83 parties prenantes, parmi lesquelles les principaux partenaires de développement et cinq agences des Nations Unies (FAO, UNICEF, UNESCO, PAM et OMS), et constitue un modèle pour une nouvelle approche multilatérale du développement. Les actions et activités menées par la Coalition s'appuient sur des études indépendantes, créées par les initiatives de la Coalition pour la recherche, pour le financement durable ainsi que pour les données et le suivi.

Depuis la création de la Coalition, un changement radical dans le niveau d'engagement politique autour de l'alimentation scolaire a été constaté. Au Rwanda, par exemple, l'administration du président Paul Kagame a déjà respecté l'engagement annoncé en 2021 d'atteindre la couverture alimentaire scolaire universelle. Le pays est passé de 660 000 enfants bénéficiaires du programme en 2020 à 3,8 millions en 2022. Au Bénin, le président Talon a annoncé un engagement budgétaire national de 270 millions de dollars sur les cinq prochaines années afin d'élargir le programme national du Bénin.

L'alimentation scolaire, par le biais de l'alimentation scolaire issue de la production locale, crée une opportunité gagnant-gagnant pour les enfants et les petits agriculteurs. Il s'agit d'un

instrument clé pour réduire le triple fardeau de la malnutrition, améliorer la scolarisation et la fréquentation scolaire, accroître les performances cognitives et académiques et contribuer à l'équité entre les sexes dans l'accès à l'éducation. En outre, elle permet de stimuler les économies locales

L'alimentation scolaire issue de la production locale offre un marché énorme et prévisible pour les petits exploitants agricoles et d'autres acteurs de la chaîne de valeur de l'alimentation scolaire. Par exemple, 9,2 millions d'écoliers nigériens consomment chaque semaine 6 millions d'œufs d'origine locale et 80 tonnes de poisson par le biais de l'alimentation scolaire issue de la production locale.

Les programmes d'alimentation scolaire, y compris l'alimentation scolaire issue de la production locale, offrent une occasion unique de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition ; en effet, un repas scolaire représente une part importante de l'apport quotidien en micronutriments requis pour les enfants d'âge scolaire.

L'intégration des petits exploitants agricoles dans l'alimentation scolaire par le biais de l'alimentation scolaire issue de la production locale peut générer des multiplicateurs de revenus pour les petits exploitants agricoles et l'économie locale ; réduire les risques ; et garantir que les agriculteurs restent compétitifs sur le plan commercial. En outre, ces programmes contribuent à stabiliser les moyens de subsistance, ce qui entraîne la création d'actifs et des investissements et la réduction de l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives.

L'alimentation scolaire issue de la production locale permet d'améliorer les systèmes alimentaires locaux grâce à sa chaîne d'approvisionnement courte et durable ; de réduire les coûts de transport et le gaspillage alimentaire ; et de réduire le processus de traitement, ce qui garantit que les écoliers bénéficient d'aliments frais. L'appel croissant à incorporer des aliments acceptables sur les plans écologique et culturel dans les menus scolaires souligne le potentiel de l'alimentation scolaire issue de la production locale à améliorer l'agrobiodiversité.

Les effets cumulés des crises imbriquées et interdépendantes, dues aux conflits et à l'instabilité, au changement climatique, à la pandémie de COVID-19 et à d'autres incertitudes croissantes, ont conduit à la crise de l'augmentation du coût de la vie. Ces crises ont eu un impact négatif sur les programmes d'alimentation scolaire et sur le potentiel de l'Afrique en matière de santé, de nutrition et de capital humain

Les mesures de confinement liées à la COVID-19, les retards au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales et la flambée des prix des denrées alimentaires ont gravement perturbé les services d'alimentation scolaire dans le monde entier, ce qui a réduit à néant les bénéfices obtenus grâce à l'introduction de l'alimentation scolaire.

Dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et en Afrique australe, l'aggravation des sécheresses, la désertification et d'autres chocs induits par le climat ont entraîné des conséquences néfastes telles que la dégradation des sols, l'échec de la production agricole et la mort du bétail. Ce contexte a entraîné une diminution importante des moyens de subsistance.

L'incidence croissante des conflits internes et des changements inconstitutionnels de pouvoir a également alimenté l'instabilité et la polarisation politique, ce qui a affecté la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population.

Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante essentielle d'un système éducatif véritablement intégré, sain et propice à la santé, qui contribue au bien-être des adolescents. Le développement du capital humain dépend d'une éducation de qualité ainsi que d'une bonne santé et d'une bonne nutrition. Les enfants et les adolescents d'âge scolaire – âgés de 5 à 19 ans – doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des secteurs de l'éducation et de la santé. C'est au cours de ces années de formation que les enfants et les adolescents vivent des changements physiques, émotionnels et cognitifs qui façonneront le reste de leur vie.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ❶ L'Union africaine, les gouvernements, la Coalition pour l'alimentation scolaire et les partenaires peuvent collaborer afin de réduire ces différences dans la fourniture et la couverture des programmes d'alimentation scolaire entre les régions et donner la priorité aux zones où la couverture est encore faible dans le développement des programmes d'alimentation scolaire.
- ❶ L'Union africaine et les gouvernements doivent continuer à travailler avec la Coalition pour l'alimentation scolaire afin d'élaborer, d'adopter et de mettre en œuvre des cadres politiques visant à accroître le financement national ainsi que le soutien des donateurs en faveur de l'alimentation scolaire en Afrique.
- ❶ L'Union africaine et les gouvernements doivent s'appuyer sur la plateforme de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses initiatives, en particulier le Consortium de recherche, l'Initiative de financement et de données durables et de suivi, pour combler les lacunes en matière de connaissances et élaborer un ensemble d'indicateurs et de données de base convenus afin d'éclairer une meilleure prise de décision pour le suivi en temps réel des progrès.
- ❶ Pour faire face aux différents chocs et crises décrits dans ce rapport, y compris la pandémie de la COVID-19, les États membres sont encouragés à élaborer des programmes nationaux d'alimentation scolaire basés sur des aliments d'origine locale et intégrés aux systèmes agricoles locaux, afin d'atténuer les impacts de ces différents chocs sur la santé et la nutrition scolaires.
- ❶ Il est conseillé aux gouvernements africains d'examiner leurs stratégies d'investissement dans l'éducation, la santé, l'agriculture et la protection sociale afin de promouvoir le développement de leur capital humain – la somme de la santé, des compétences, des connaissances et de l'éducation d'une population, ainsi que des services qui lui sont fournis en matière de nutrition et de protection – en tant que principal moteur d'une croissance économique durable et inclusive à long terme, à l'école et tout au long de la scolarité.
- ❶ Améliorer l'accès des petits exploitants aux intrants et aux services améliorant le rendement. Les gouvernements et les parties prenantes doivent mettre en œuvre des programmes améliorant

l'accès aux semences améliorées et au matériel de plantation, aux engrais et aux services de vulgarisation.

- ❶ Les États membres sont encouragés à soutenir l'inclusion et la sécurité financières des petits exploitants en améliorant l'accès aux services financiers tels que le crédit et l'assurance. Cela permettra aux petits exploitants d'investir dans l'expansion et la protection de leurs entreprises et d'accroître leur contribution aux menus de l'alimentation scolaire issue de la production locale, en quantité et en diversité.
- ❶ Les gouvernements doivent aider les petits exploitants à mieux résister aux différents chocs (climatiques, guerres, etc.) en investissant dans des programmes d'agriculture intelligente face au climat et en les promouvant.
- ❶ Les États membres sont encouragés à élaborer et à mettre en œuvre des programmes nationaux intégrés d'alimentation scolaire issue de la production locale favorisant la santé, la croissance et le développement des enfants et augmentant les taux de rétention dans les écoles dans le but de soutenir les enfants, en reconnaissant le rôle d'une alimentation saine et nutritive tout au long de leur vie.
- ❶ Les États membres doivent renforcer les cadres de collaboration et de coopération régionaux et mondiaux, tels que la Coalition pour l'alimentation scolaire, afin d'unir leurs efforts pour rendre les programmes d'alimentation scolaire plus durables et plus résistants aux chocs.
- ❶ Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des capacités institutionnelles, des procédures et des systèmes, et continuer à garantir la qualité de la saisie des données et la mise en place effective de systèmes de suivi et d'évaluation solides pour les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, afin que les données générées puissent éclairer au mieux les politiques et améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes sur l'ensemble du continent.



PAM/Badre Bahaji

Introduction

Introduction

Dans le cadre de son Agenda 2063, l'Union africaine a élaboré et adopté la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25), alignée sur l'ODD 4 « Éducation de qualité » et le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Ces stratégies reconnaissent que les programmes d'alimentation scolaire constituent une priorité continentale commune. L'alimentation scolaire contribue à obtenir des résultats multisectoriels dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, de l'agriculture, du développement local et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle contribue à la réalisation des ODD 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro), 3 (Bonne santé et bien-être), 4 (Éducation de qualité), 5 (Égalité entre les hommes et les femmes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Réduction des inégalités), 12 (Consommation et production responsables) et 17 (Partenariats). L'alimentation scolaire contribue également à la réalisation des aspirations 1, 3 et 7 de l'Agenda 2063.

Programme d'alimentation scolaire de l'Union africaine

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté la Décision Assembly/AU/Dec.589(XXVI) en janvier 2016, reconnaissant la contribution de l'alimentation scolaire au développement du capital humain en Afrique, et ajoutant ainsi de la valeur à la réalisation de l'Agenda 2063, CESA 16-25 et aux efforts visant à récolter le dividende démographique prévu pour la population en âge de travailler sur le continent. Reconnaisant la valeur de l'alimentation scolaire issue de la production locale, la décision prévoit :

1. La création d'une Journée africaine de l'alimentation scolaire le 1^{er} mars de chaque année, à partir de 2016 ;
2. La création d'un comité technique pluridisciplinaire d'experts africains, sous la présidence de la Commission de l'Union africaine et avec l'appui d'institutions telles que le PAM et son Centre d'excellence contre la faim ;
3. La réalisation d'une étude générale sur la pertinence et l'impact de l'alimentation scolaire dans les États membres de l'Union africaine ;
4. L'obligation de la Commission de l'Union africaine de « rendre compte régulièrement à l'Assemblée, par l'intermédiaire du Conseil exécutif, de l'application de la Décision 589 XXVI ».

En outre, la 31^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine a reconnu que l'alimentation scolaire était un programme stratégique pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine de nutrition (2015-2025) et la réalisation de la Déclaration de Malabo visant à améliorer l'état nutritionnel des écoliers (EX.CL/Dec.965-986(XXXI)).

Compte tenu de ces cadres continentaux, la Commission de l'Union africaine a plaidé en faveur de l'alimentation scolaire lors des sept dernières Journées africaines de l'alimentation scolaire. La Commission a mené une étude sur la pertinence et l'impact de l'alimentation scolaire en Afrique et a

lancé un livre en 2018 intitulé *Étude sur l'alimentation scolaire durable dans l'Union africaine*.³ Cette étude a été reconnue comme une base de référence pour d'autres rapports, y compris l'effet multiplicateur des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale. Par la suite, le rapport biennal 2018 de l'Union africaine a pris comme référence l'étude précédente et a produit un rapport sur certaines variables importantes collectées auprès des États membres.

La Commission de l'Union africaine et les principales parties prenantes ont également mis en place un Groupe sectoriel dédié à l'alimentation scolaire issue de la production locale afin de mettre en œuvre des objectifs spécifiques de la CESA. Lors de son lancement en 2017, le PAM a accepté d'être l'organisme de coordination du groupe sectoriel. Le groupe sectoriel vise à rassembler les acteurs travaillant sur l'alimentation scolaire et à aligner leurs initiatives respectives afin d'atteindre les résultats attendus de la CESA 16-25 et des ODD. Certains membres du Groupe sectoriel pour l'alimentation scolaire issue de la production locale ont participé activement à la préparation du présent rapport.

RAPPORT SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE EN AFRIQUE

La Commission de l'Union africaine s'est employée à obtenir un engagement institutionnel de haut niveau de la part des États membres et des organismes partenaires travaillant dans des domaines favorables à l'alimentation scolaire par le biais du groupe de l'alimentation scolaire issue de la production locale, soutenant la mise en œuvre de la CESA ainsi que la réalisation d'autres objectifs des cadres politiques continentaux afin de promouvoir le bien-être des enfants, d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire. Le Groupe sectoriel pour l'alimentation scolaire issue de la production locale est une plateforme de l'Union africaine où les parties prenantes de différents secteurs s'engagent et partagent des informations techniques sur la conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire efficaces. Il offre un espace pour organiser des actions conjointes afin de sensibiliser et de mobiliser des ressources dans ce domaine. Les membres du groupe sectoriel s'engagent à travailler ensemble à la réalisation de la vision commune de l'Union africaine ainsi qu'à déterminer des synergies et élaborer des plans de travail, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience. Le groupe sectoriel a été officiellement lancé en 2017 lors de la troisième consultation continentale de l'Union africaine et du PAM sur l'alimentation scolaire issue de la production locale.

L'une des principales priorités du Groupe sectoriel pour l'alimentation scolaire issue de la production locale est de produire des rapports biennaux de qualité pour l'Afrique, comme le stipule la Décision 589 XXVI, n° 17 de l'Assemblée de l'Union africaine, demandant à la Commission de l'Union africaine de rendre compte régulièrement de la mise en œuvre de la décision à l'Assemblée de l'Union africaine, par l'intermédiaire du Conseil exécutif.

ORIGINES DE LA PRESENTE PUBLICATION

Le rapport biennal 2021-2022 s'appuie sur les données et les contributions collectées par l'Union africaine et ses partenaires du Groupe sectoriel de l'alimentation scolaire issue de la production locale, notamment le PAM, l'UNICEF, le CERFAM et la FAO. Le rapport s'appuie également sur la base de données

³ <https://au.int/en/documents/20181008/sustainable-school-feeding-report>

relative à l'alimentation scolaire développée par le PAM pour son rapport phare *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022*,⁴ contenant des données officielles et à jour sur les programmes d'alimentation scolaire au niveau des pays.

Le présent rapport vise à atteindre de multiples objectifs : il rend compte de la situation de l'alimentation scolaire sur le continent africain et fournit un mécanisme de reddition de comptes à l'Union africaine. S'appuyant sur plusieurs études de cas réalisées sur l'ensemble du continent, il met également en évidence les bonnes pratiques permettant d'éclairer les politiques et les programmes. Enfin, il détermine les priorités et les actions essentielles pour faire progresser l'alimentation scolaire et les objectifs de la CESA.

STRUCTURE DE LA PRESENTE PUBLICATION

Le présent rapport est divisé en quatre chapitres principaux comme suit :

Chapitre 1 : Programmes d'alimentation scolaire en Afrique en 2021-2022 : échelle, couverture et tendances – fournit une mise à jour sur les indicateurs d'alimentation scolaire en 2021-2022 et présente l'échelle des efforts, les taux de couverture, le financement et les tendances politiques en matière d'alimentation scolaire, ainsi que des analyses par région et par niveau de revenu.

Chapitre 2 : Coalition pour l'alimentation scolaire : engagements et opportunités sur le continent africain – donne une vue d'ensemble du mandat et des initiatives des nouvelles communautés mondiales de pratique de l'alimentation scolaire, soulignant comment les gouvernements africains, les partenaires, les agences des Nations Unies et la société civile se sont réunis pour faire progresser la santé et la nutrition scolaires en mettant l'accent sur les opportunités de faire progresser l'alimentation scolaire sur le continent africain.

Chapitre 3 : Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique – donne un aperçu de l'année de la nutrition 2022 de l'Union africaine, présente des preuves émergentes sur les voies possibles par lesquelles les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale peuvent améliorer les systèmes alimentaires locaux et soulignent comment le continent africain tire parti de ces programmes.

Chapitre 4 : L'alimentation scolaire en temps de crise : l'impact du COVID-19 et des crises alimentaires et énergétiques sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique et la réponse apportée – met en évidence les effets de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises multiples sur l'alimentation scolaire sur le continent et les efforts entrepris par les gouvernements pour atténuer les impacts dramatiques sur l'éducation, la santé et la nutrition.

⁴ À paraître en mars 2023.

Chapter 1

Programmes d'alimentation scolaire en Afrique en 2021-2022 : échelle, couverture et tendances

Chapitre 1

Programmes d'alimentation scolaire en Afrique en 2021-2022 : échelle, couverture et tendances

Ce chapitre donne un aperçu de l'état des programmes d'alimentation scolaire dans les pays de l'Union africaine. Les chiffres présentés ici visent à faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de l'Initiative pour une alimentation et une nutrition scolaires durables adoptée par la 31^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine en juillet 2017 (EX.CL/1025 (XXXI)).

Le présent rapport fait également le point sur la mise en œuvre de la Décision 589 XXVI (Assembly/AU/Dec.589). À ce titre, ce chapitre fournit des informations sur le nombre et la proportion d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire ; l'ampleur des investissements publics ; le coût de l'alimentation scolaire ; et les principales caractéristiques des politiques et programmes.

Basée sur une méthodologie développée par le PAM pour publier les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013) et *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*,⁵ l'analyse du présent rapport fournit un aperçu de la situation actuelle et explore les tendances historiques. Ce chapitre compare les résultats des programmes d'alimentation scolaire 2022 en Afrique avec les résultats précédemment publiés en 2020 afin de fournir un rapport à jour sur des indicateurs clés tels que le nombre et la proportion d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire ; la couverture des programmes nationaux d'alimentation scolaire ; l'institutionnalisation des politiques d'alimentation scolaire ; et l'ampleur des investissements gouvernementaux. Le rapport s'appuie sur une combinaison de sources de données primaires et secondaires recueillies en 2013, 2020 et 2022.

Les indicateurs présentés dans ce chapitre sont basés sur des informations accessibles au public recueillies auprès de diverses sources, notamment l'Union africaine, la Global Child Nutrition Foundation, le PAM et la Banque mondiale. Le présent rapport constitue la source de données la plus complète actuellement disponible pour les programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre en Afrique. Toutes les données ont été validées par les gouvernements respectifs et/ou tirées de données officielles publiées par des organisations internationales.

Malgré les efforts déployés depuis le dernier rapport pour recueillir et valider les données relatives à l'alimentation scolaire, des inconnues considérables persistent en ce qui concerne le processus par lequel les données relatives à l'alimentation scolaire sont générées ; qui les surveille ; dans quelle mesure ces données peuvent être triangulées avec des données relatives à la scolarisation et la fréquentation scolaire ; et quels indicateurs sont les plus efficaces et fiables pour décrire la couverture et l'impact de ces programmes. Ces questions s'alignent sur l'agenda de l'Initiative pour les données et le suivi de la Coalition pour l'alimentation scolaire et légitiment davantage sa mise en place. L'Initiative pour les données et le suivi (dont l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD sont membres), avec le soutien de partenaires tels que Dubai Cares, s'appuiera sur les enseignements tirés et l'expérience acquise lors de ce deuxième cycle de collecte de données, afin d'améliorer la qualité des données relatives à l'alimentation scolaire et

⁵ À paraître en mars 2023.

de soutenir la création d'une base de données véritablement mondiale. Un tel référentiel constituerait un bien public mondial qui permettrait à la communauté de pratique de l'alimentation scolaire de collecter, de stocker, d'organiser et d'utiliser systématiquement des données nationales en temps réel relatives à l'alimentation scolaire, la santé scolaire et les interventions en matière de nutrition scolaire, dans le monde entier.

En ce qui concerne les conclusions, ce chapitre examine comment les gouvernements augmentent leurs engagements financiers et politiques en faveur de l'alimentation scolaire et comment cela a continué à produire des programmes d'alimentation scolaire plus étendus et de meilleure qualité pour les enfants.

Tout comme dans le rapport de 2020 (African Union, 2021), les analyses indiquent que, sauf dans les pays à faible revenu, la majorité des programmes d'alimentation scolaire en Afrique sont dirigés par des gouvernements nationaux. Environ 65,9 millions d'enfants dans 54 pays bénéficient désormais de l'alimentation scolaire en Afrique, soit une augmentation massive par rapport aux 38,4 millions de 2013 et une légère augmentation par rapport aux 65,4 millions de bénéficiaires de 2020. Cette augmentation est particulièrement notable en Afrique de l'Ouest, où le nombre de programmes d'alimentation scolaire a augmenté de 11 % (de 20,1 millions de bénéficiaires en 2020 à 22,4 millions en 2021) et a doublé entre 2013 et 2020.



PAM/Arete/Arlette Bashizi

Malgré l'augmentation soutenue du nombre d'élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire, de grandes disparités persistent, la couverture de l'alimentation scolaire restant la plus faible dans les pays où les besoins sont les plus importants.

Les données indiquent que la plupart des gouvernements ont augmenté le budget alloué aux programmes d'alimentation scolaire dans toutes les catégories de revenus. On observe également une tendance similaire concernant les cadres politiques, avec une augmentation de 68 % en 2020 à 89 % en 2022, sauf pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure où cette proportion reste inchangée par rapport à 2020. Ainsi, les données suggèrent que la plupart des gouvernements disposent maintenant d'une politique ou d'un cadre juridique en matière d'alimentation scolaire et augmentent la part de financement public de leurs programmes d'alimentation scolaire.

Ces efforts ont permis d'augmenter le nombre d'écoliers bénéficiaires : la quasi-totalité des nations africaines (51 pays) proposent une alimentation scolaire dans le cadre d'un ensemble intégré d'interventions en matière de nutrition et de santé, adaptées aux besoins de l'écolier.

1.1 NOMBRE D'ENFANTS BENEFICIAIRE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

On estime que 65,9 millions d'enfants ont bénéficié de l'alimentation scolaire en Afrique en 2021. La majorité de ces enfants vivent en Afrique de l'Ouest (22,4 millions), suivie par l'Afrique australe (20,5 millions), l'Afrique du Nord (13 millions), l'Afrique de l'Est (8,6 millions) et l'Afrique centrale (1,4 million) (voir figure 1.1).

Il convient de noter que l'estimation pour 2020 était basée sur des enquêtes menées avant la pandémie de la COVID-19, autrement dit, sur des niveaux pré-pandémiques. En 2020, la quasi-totalité des écoles du continent ont été fermées dans le but de réduire la transmission du COVID-19. Le nombre d'enfants nourris dans les écoles a diminué d'environ 50 millions, bien que des efforts aient été faits pour atténuer l'impact de cette baisse en distribuant la nourriture dans les ménages et par d'autres voies que le système scolaire. Les enquêtes présentées ici décrivent la couverture atteinte par la distribution dans les écoles en 2022 et représentent le résultat de la réouverture des écoles et de la reconstruction des systèmes de distribution de repas dans les écoles par les gouvernements. Les données disponibles indiquent que l'Afrique a aujourd'hui rétabli la couverture de l'alimentation scolaire à un niveau égal ou supérieur au niveau pré-pandémique.

Les programmes d'alimentation scolaire les plus importants sont ceux établis en Égypte (11,2 millions d'enfants), au Nigéria (9,9 millions), en Afrique du Sud (9,6 millions) et au Burkina Faso (3,7 millions). Ces chiffres représentent une augmentation considérable par rapport à 2013, où seulement 38,4 millions d'enfants bénéficiaient de l'alimentation scolaire dans toute l'Afrique (et une légère augmentation par rapport aux 65,4 millions d'enfants bénéficiaires en 2020).

Comme l'illustre la figure 1.2, les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Afrique de l'Ouest (+11 %), suivie de l'Afrique centrale (+6 %), l'Afrique australe (+4 %) et l'Afrique du Nord (+1 %). La seule région où la couverture de l'alimentation scolaire a diminué depuis 2020 est l'Afrique de l'Est, avec une baisse de 25 % ; ceci est dû à quatre pays ayant connu une baisse importante du nombre d'enfants bénéficiaires, en raison de la fermeture des écoles pendant la pandémie de la COVID-19, des conflits et d'autres chocs/sécheresses (Ouganda, Madagascar, Éthiopie et Soudan du Sud).

Figure 1.1 Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

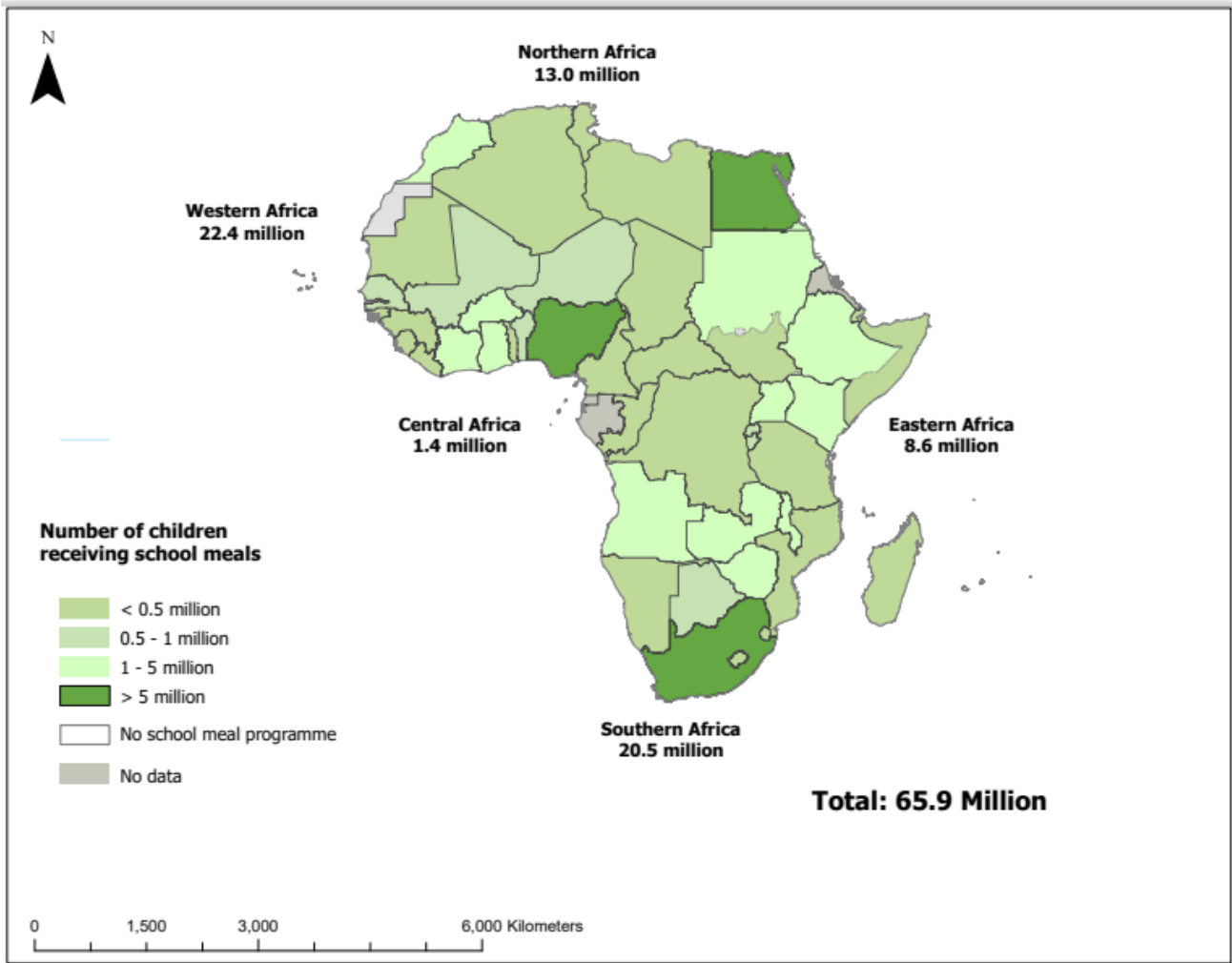


Figure 1.2 Variation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire entre 2020 et 2022 par région

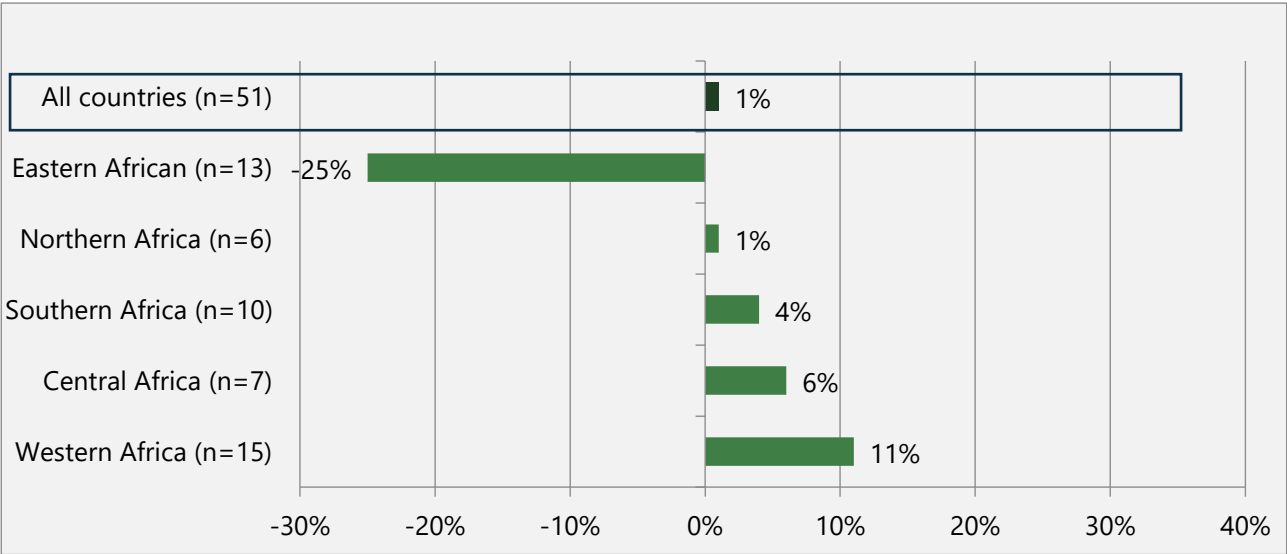
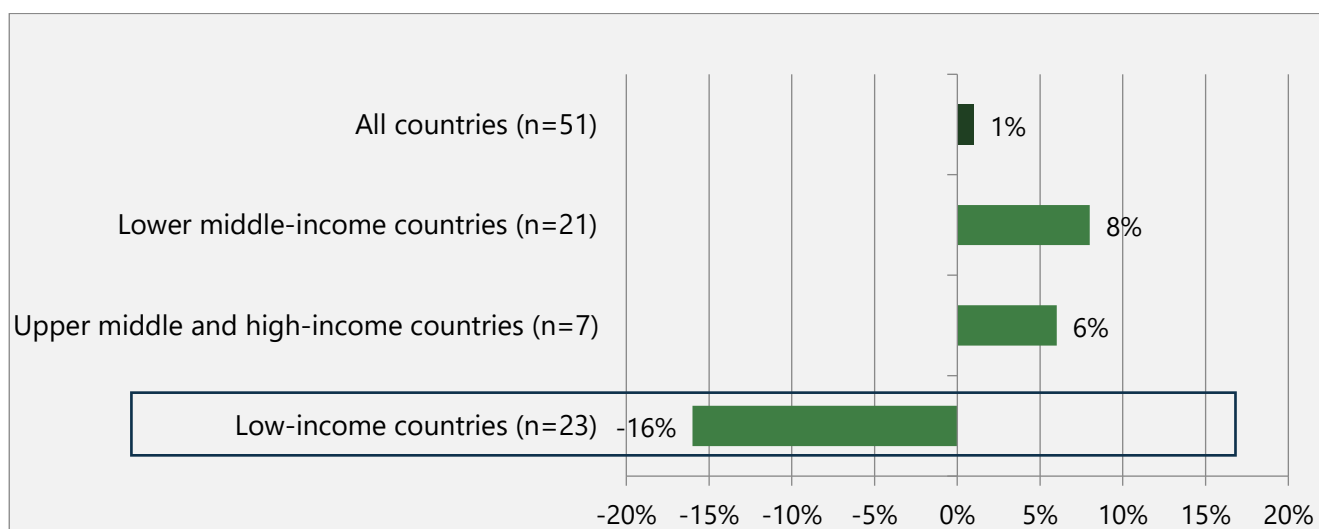


Figure 1.3 Variation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par niveau de revenu entre 2020 et 2022



Encadré 1.1 Méthodologie et sources des données

Le présent rapport s'appuie sur une méthodologie validée par le Département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation (ESTI) de l'Union africaine en novembre 2020. Tout comme pour le rapport 2020, et en raison de la crise COVID-19, il a été convenu d'utiliser les données existantes collectées par les institutions officielles et validées ou approuvées par les ministères ou les fonctionnaires des États membres respectifs, plutôt que de se lancer dans un nouvel exercice de collecte de données auprès des États membres de l'Union africaine qui aurait nécessité des ressources utilisées pour lutter contre la pandémie de la COVID-19. Conformément à la méthodologie convenue par le Département de l'éducation de l'Union africaine, dans ce rapport, les données 2021-2022 sont comparées aux données de référence collectées en 2021 pour la publication du PAM *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*. Cela était dû à la disponibilité des données, à la comparabilité des indicateurs et au fait que les gouvernements des différents pays avaient validé et autorisé leurs données respectives. Afin d'améliorer encore la qualité des données, l'Initiative pour les données et de suivi de la Coalition pour l'alimentation scolaire, dont les membres du comité directeur comprennent l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD, collabore avec d'autres partenaires de la Coalition afin d'améliorer la qualité des données relatives à l'alimentation scolaire et la création d'une base de données véritablement mondiale.

Les résultats présentés dans ce chapitre sont basés sur des sources officielles accessibles au public, notamment l'Union africaine (African Union, 2018a), la Global Child Nutrition Foundation (Global Child Nutrition Foundation, 2022), le Programme alimentaire mondial (WFP, 2020a), la Banque mondiale (World Bank, 2018) et un rapport gouvernemental (Republic of Rwanda/Ministry of Education, 2018). Basé sur la méthodologie développée par le PAM pour publier la série *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, le présent rapport s'appuie sur une combinaison de sources de données primaires et secondaires, sélectionnées sur quatre critères :

1. Pertinence : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire ;
2. Crédibilité : sources publiées par des institutions officielles et académiques ;

3. Disponibilité : sources en accès libre et public ;
4. Actualité : sources publiées récemment.

Lorsque plus d'une source de données était disponible pour le même pays, seule la source de données la plus récente a été utilisée, si tous les autres critères étaient remplis – y compris la pertinence et la crédibilité. En ce qui concerne les critères de crédibilité, une attention particulière a été accordée à l'utilisation exclusive de données fournies, validées ou approuvées par les autorités gouvernementales compétentes.

Sur la base de cette approche, ce chapitre présente des données confirmées et communiquées par 54 des 55 États membres de l'Union africaine, ce qui représente au moins 98,8 % des enfants inscrits dans les écoles primaires en Afrique et 99,4 % des enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire en Afrique. En tant que tel, cet ensemble de données peut être considéré comme très représentatif de la situation de l'alimentation scolaire en Afrique.

Dans quatre pays (Guinée équatoriale, Érythrée, Comores et Gabon), aucune source disponible ne répondait aux quatre critères énumérés. À cet effet, le tableau de données figurant à l'annexe I indique « aucune donnée » pour ces pays.

Dans deux autres pays dont on sait qu'ils disposent d'un programme d'alimentation scolaire (Guinée et Seychelles), aucune source disponible ne répondait à tous les critères ; cependant, il a été possible de calculer une estimation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire en utilisant la méthodologie standard développée par le PAM pour élaborer la série de publications *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Cette estimation a été calculée en appliquant le taux moyen de couverture, tel qu'observé dans le groupe de revenu, au nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires d'un pays donné. En Guinée, pays à faible revenu, on estime que 21 % des enfants inscrits dans les écoles primaires bénéficient de l'alimentation scolaire, ce qui correspond au taux moyen de couverture des pays à faible revenu dans le monde. Aux Seychelles, un pays à revenu élevé, on estime, en utilisant la même approche, que 85 % des enfants inscrits dans les écoles primaires bénéficient de l'alimentation scolaire.

1.2 COUVERTURE DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

La couverture est définie comme la proportion d'enfants scolarisés bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire. Bien que les données présentées dans la section 1.1 couvrent l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, l'analyse des données relatives à la couverture est limitée aux élèves du primaire, en raison du manque de données relatives aux enfants inscrits dans les niveaux d'enseignement préscolaire et secondaire.

La couverture dans chaque pays a été estimée en utilisant le nombre d'enfants déclarés avoir bénéficié de l'alimentation scolaire dans les écoles primaires, divisé par le nombre total d'enfants inscrits dans les écoles primaires tel que rapporté par l'Institut de statistique de l'UNESCO (UNESCO Institute of Statistics, 2021). La couverture a été calculée pour chaque pays par groupe de revenu et par région, et dans chaque cas, le taux de couverture a été pondéré par le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire de chaque pays.

Comme le montre la figure 1.4, 197 millions d'enfants étaient inscrits dans des écoles primaires en Afrique en 2022, contre 188 millions en 2020. En 2022, 97 millions d'enfants étaient inscrits à l'école dans

les pays à faible revenu, 87 millions dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 14 millions dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. La figure 1.5 montre la couverture par groupe régional en 2020 et 2022, tandis que la figure 1.6 montre la couverture par pays en 2022.

Figure 1.4 : Enfants inscrits dans les écoles primaires en Afrique entre 2020 et 2022, par niveau de revenu

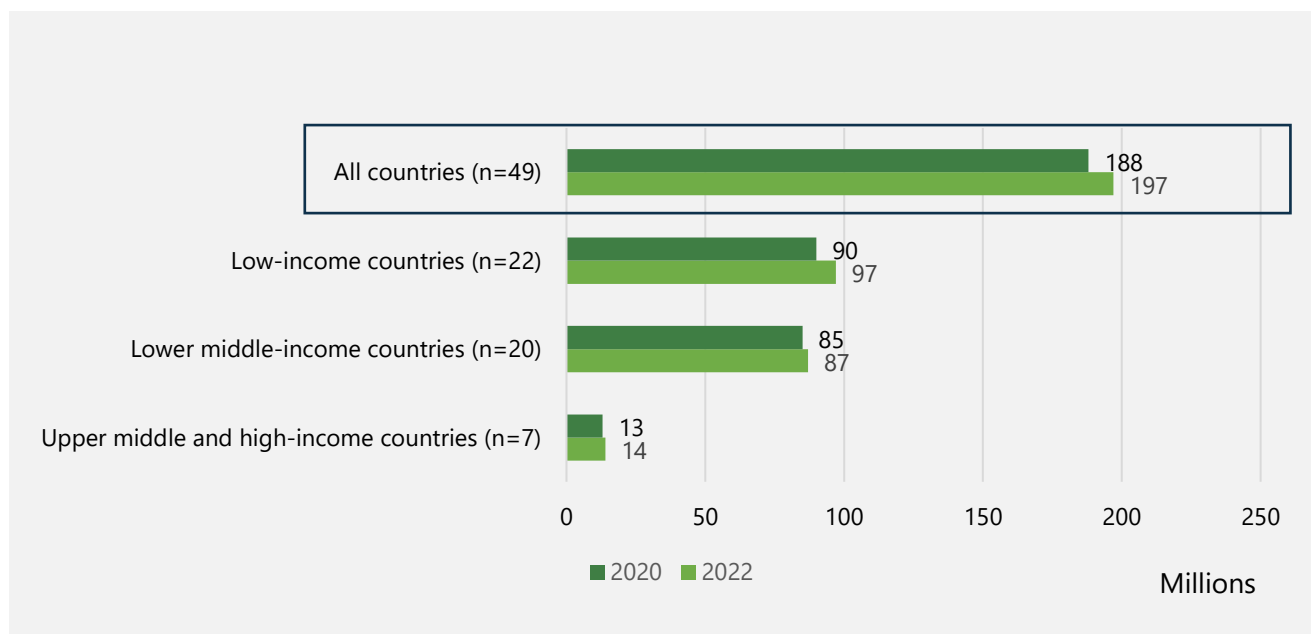


Figure 1.5 : Enfants inscrits dans les écoles primaires en Afrique entre 2020 et 2022, par région

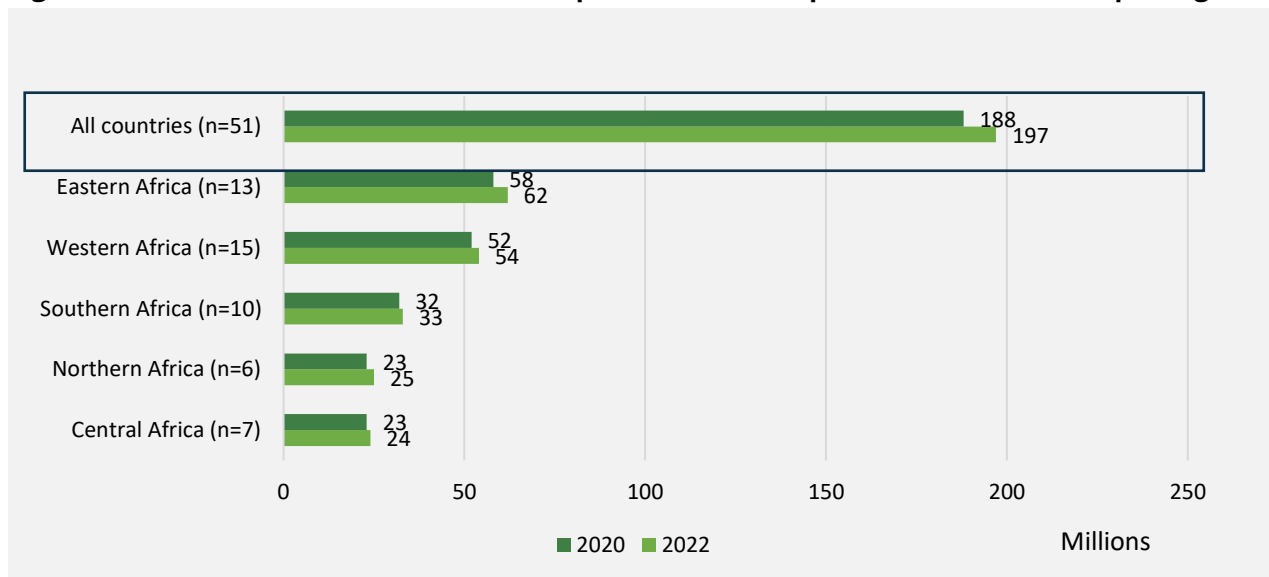
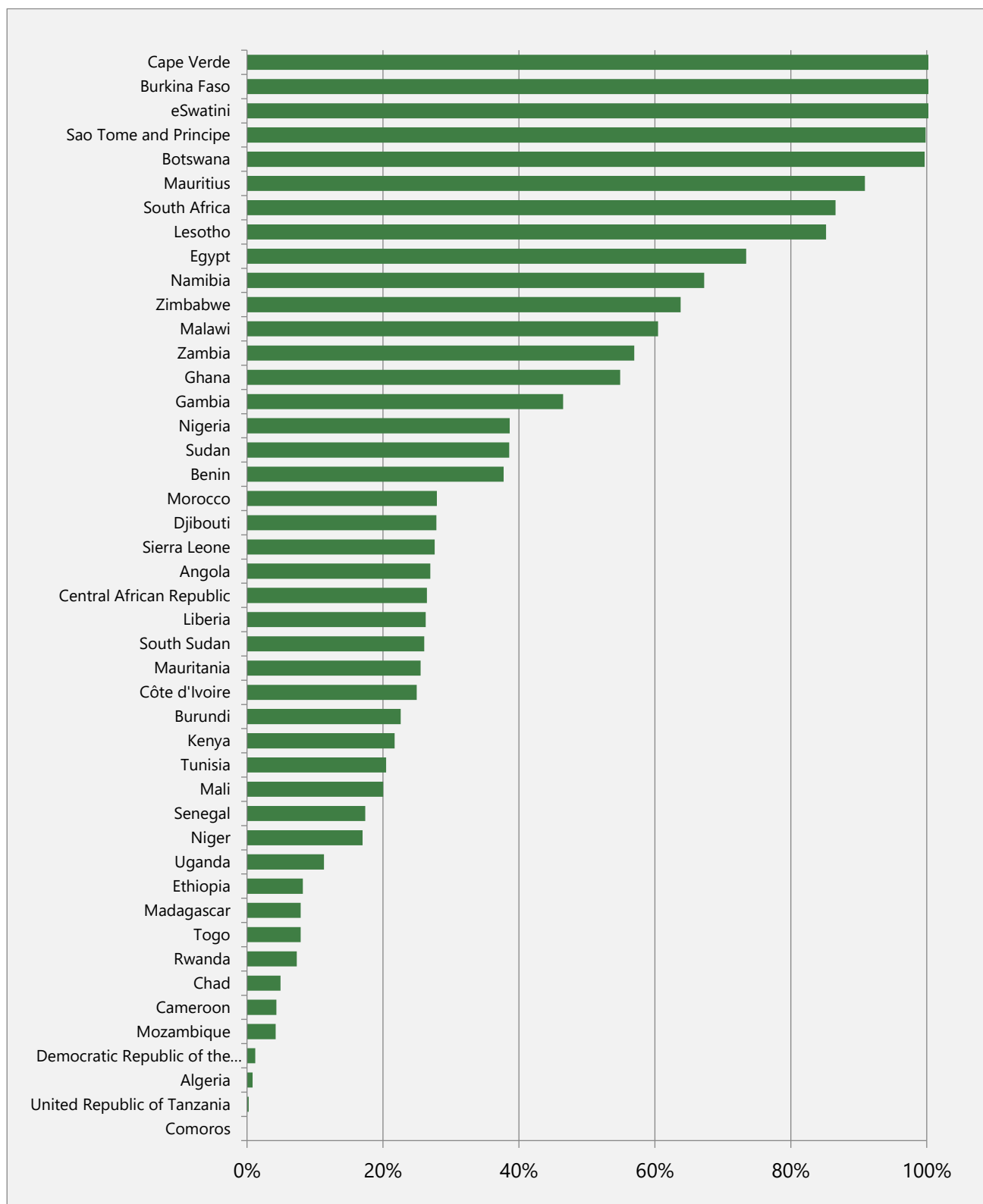


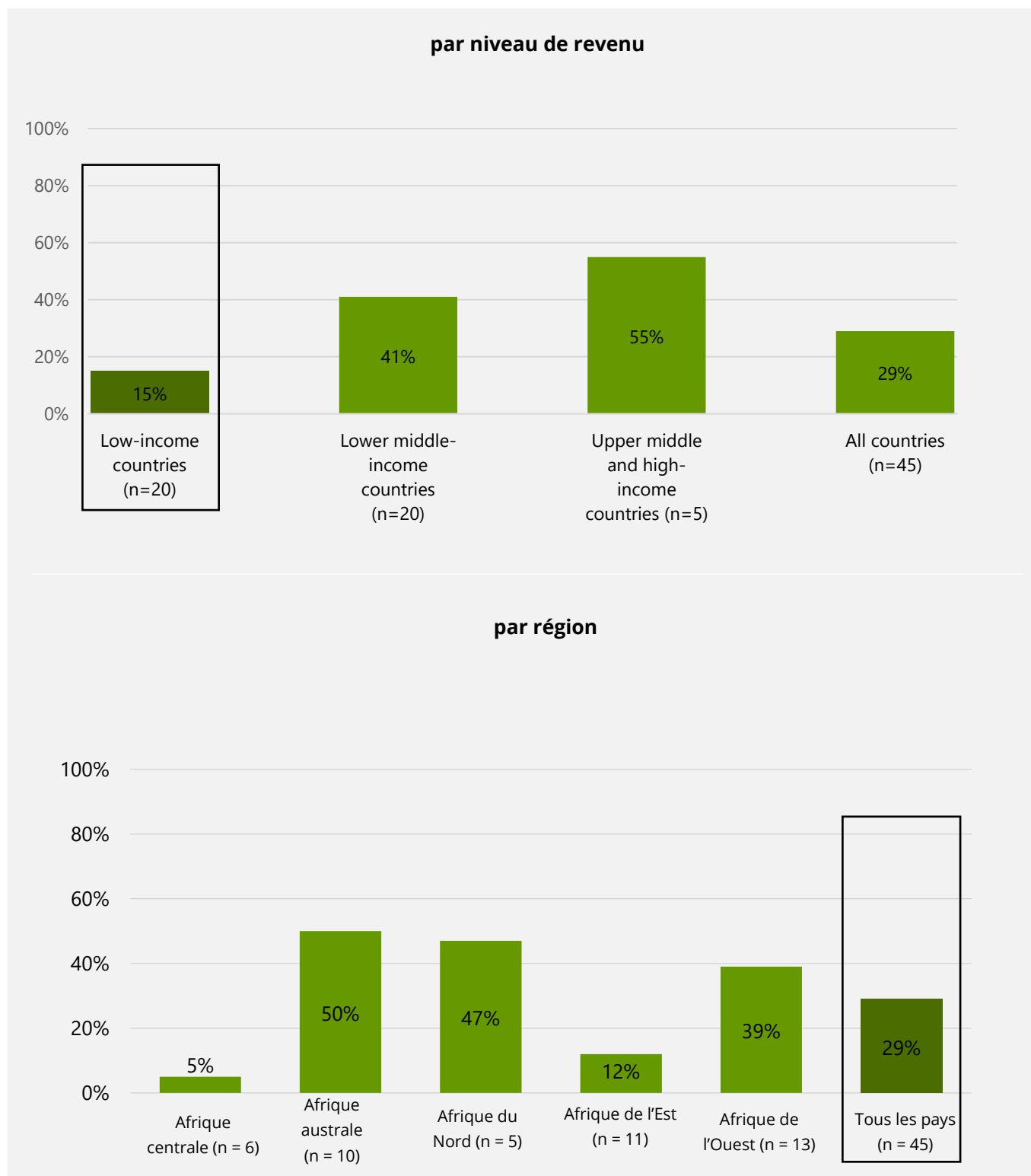
Figure 1.6 Couverture des programmes d'alimentation scolaire par pays



La figure 1.7 montre la couverture de l'alimentation scolaire en 2022 par niveau de revenu et par région pour les 45 pays pour lesquels des données sont disponibles en 2020 et 2022. Dans l'ensemble, la couverture de l'alimentation scolaire sur l'ensemble du continent a augmenté avec le niveau de revenu.

Au niveau des régions du continent, la couverture de l'alimentation scolaire était la plus élevée dans la région de l'Afrique australe (50 %), suivie de la région de l'Afrique du Nord (47 %) et la plus faible dans la région de l'Afrique centrale (5 %).

Figure 1.7 Couverture en 2022 par niveau de revenu et par région

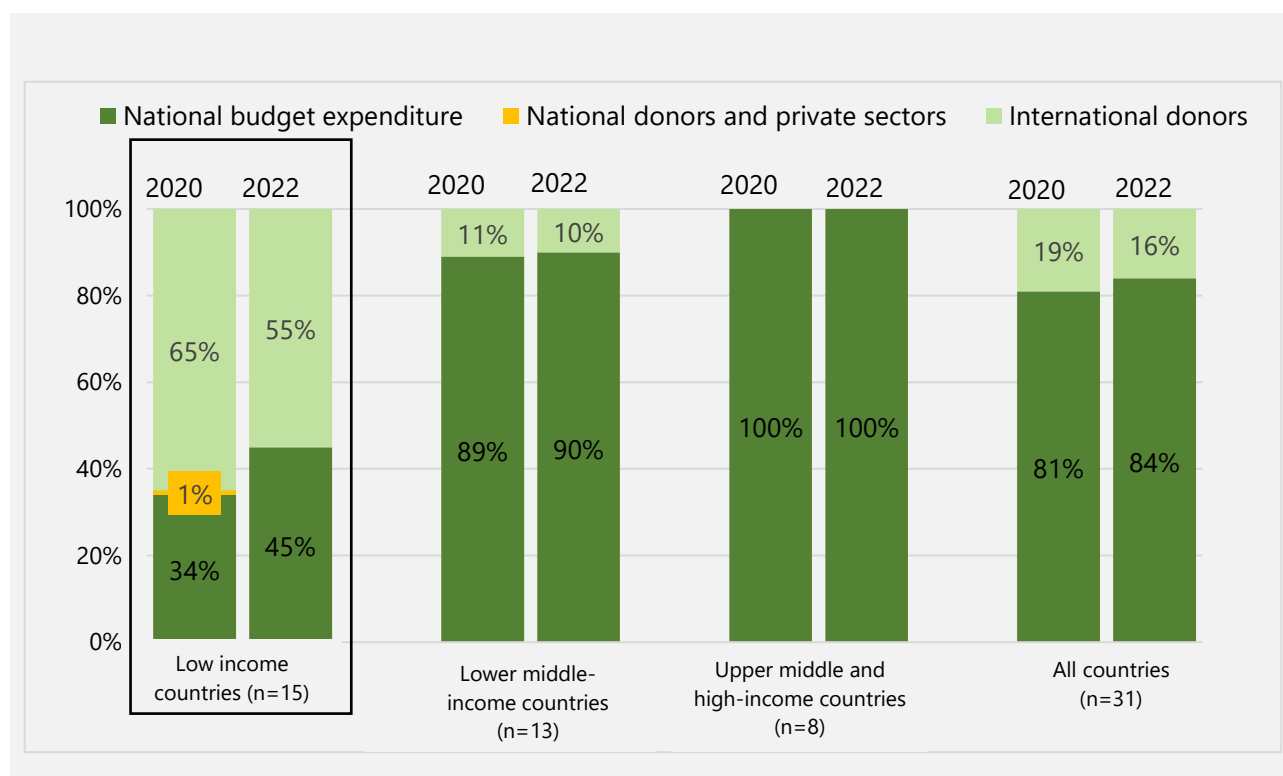


1.3 FINANCEMENT DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Trois types de sources de financement ont été déterminés concernant les programmes d'alimentation scolaire en Afrique, par ordre décroissant d'échelle : le financement national provenant des budgets nationaux ; les donateurs au niveau national et le secteur privé ; et les fonds des donateurs extérieurs acheminés par les agences des Nations Unies, y compris le PAM, et d'autres acteurs non étatiques.

Les budgets nationaux constituent la principale source de financement des programmes d'alimentation scolaire dans la plupart des pays. Comme le montre la figure 1.8, les budgets nationaux ont été la principale source de financement dans les pays à revenu intermédiaire en 2020 et 2022. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes d'alimentation scolaire sont financés exclusivement par les budgets nationaux. Malgré la baisse du financement des donateurs au niveau international pour les pays à faible revenu où les besoins sont les plus importants, ces gouvernements ont tout de même réussi à augmenter leurs engagements financiers en faveur de l'alimentation scolaire, qui sont passés de 34 % en 2020 à 45 % en 2022.

Figure 1.8 Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2021 et en 2022, par niveau de revenu



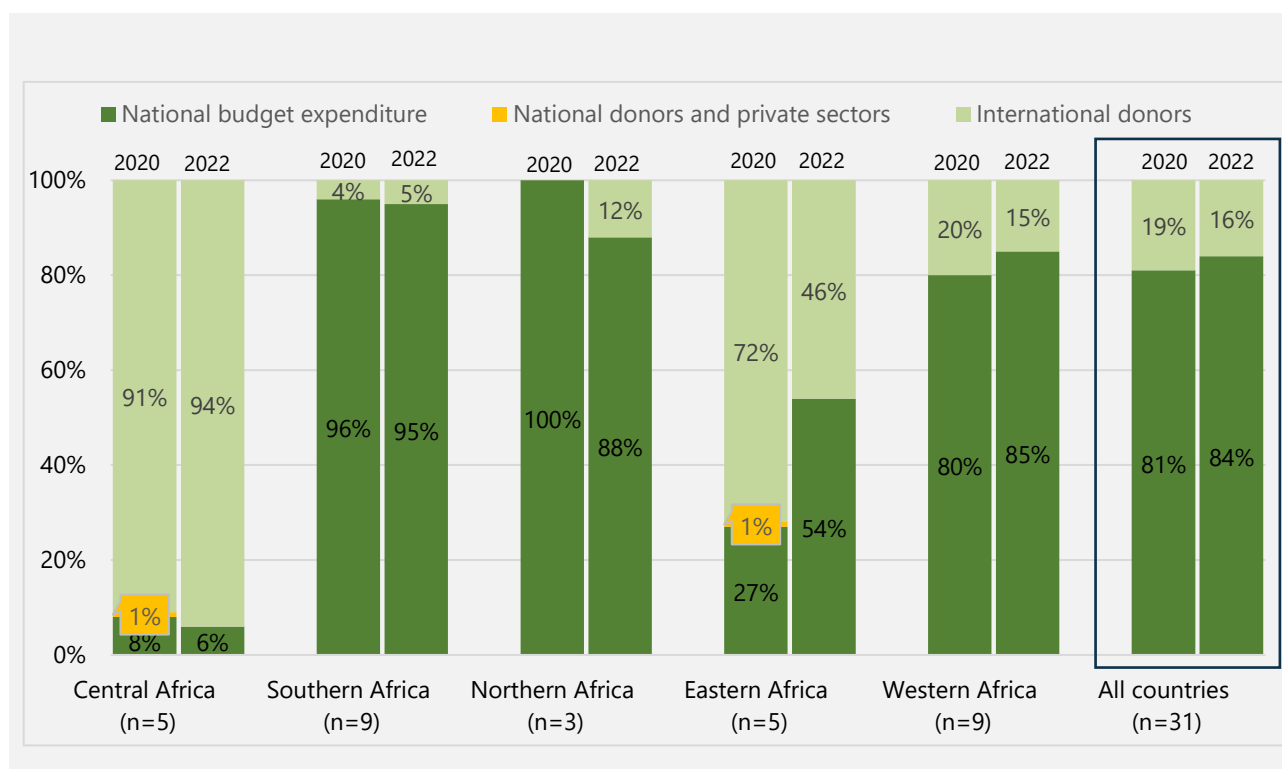
L'analyse régionale présentée à la figure 1.9 révèle de grandes disparités sur l'ensemble du continent. Par exemple, en 2020, une proportion démesurée du financement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique centrale provenait de donateurs internationaux (91 % en 2020 contre 94 % en 2022). En Afrique du Nord, les dépenses budgétaires nationales ont diminué de 12 %, l'écart étant comblé par les donateurs internationaux. À l'inverse, en Afrique de l'Est, la part du financement national a augmenté de 20 % depuis 2020, ce qui souligne les efforts considérables déployés par les gouvernements pour accroître leur engagement en faveur de l'alimentation scolaire. Bien que cela soit paradoxal étant donné que la région a également connu une diminution du nombre d'enfants bénéficiaires de l'alimentation scolaire, les données nécessaires pour approfondir les recherches ne sont pas disponibles actuellement. Toutefois, pour citer deux facteurs possibles, le phénomène pourrait être attribué au coût irrécupérable

des repas qui sont passés à des rations à emporter pendant les fermetures d'écoles ou à l'augmentation du coût des denrées alimentaires. En Afrique de l'Ouest, les gouvernements continuent de réaliser des progrès significatifs dans la prise en charge du financement des programmes, la part des budgets publics consacrée à l'alimentation scolaire étant passée de 81 % en 2020 à 85 % en 2022. Enfin, en Afrique australe, les données montrent que la majorité des dépenses consacrées à l'alimentation scolaire sont financées par des fonds nationaux.

Bien que les chiffres restent faibles par rapport aux dépenses totales, il convient de noter l'émergence des donateurs nationaux et du secteur privé comme source de financement de l'alimentation scolaire : les nouvelles sources de financement représentent 1 % des ressources financières allouées à l'alimentation scolaire en Afrique centrale et 2 % en Afrique de l'Est.

Ces résultats en matière de financement indiquent que la plupart des programmes d'alimentation scolaire à plus grande échelle ayant eu lieu entre 2020 et 2022, ainsi que les niveaux soutenus de couverture, ont été principalement soutenus par les efforts du gouvernement.

Figure 1.9 Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2020 et 2022, par région



1.4 COUT PAR ENFANT

L'échantillon de données pour cet indicateur comprend 36 pays d'Afrique, dont 20 pays à faible revenu, 13 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 3 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

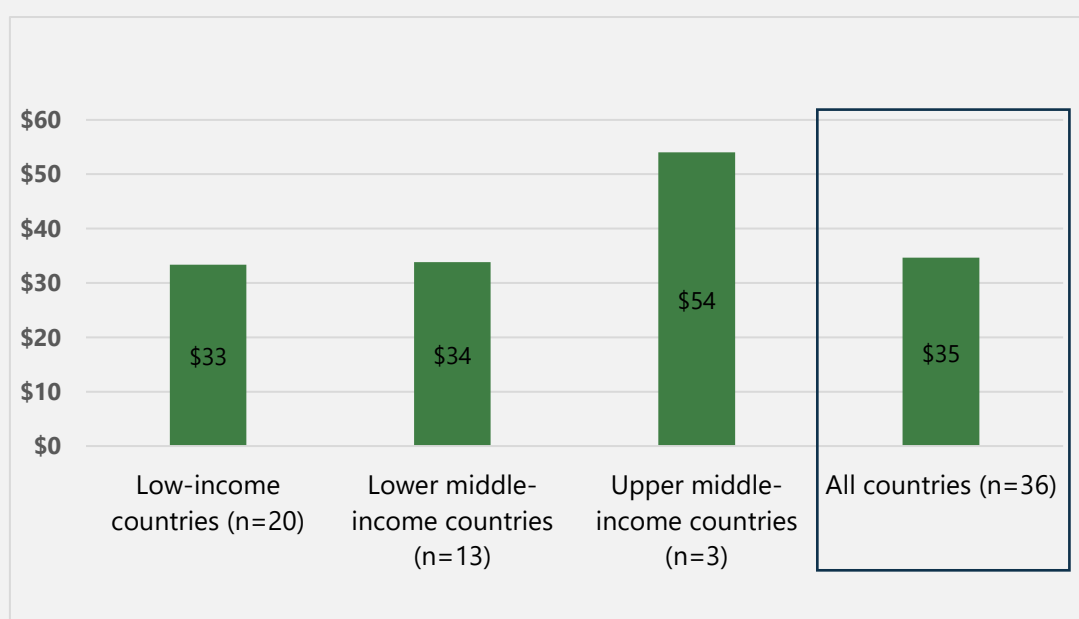
Le coût annuel de l'alimentation scolaire par enfant est calculé sur la base des dépenses totales pour l'alimentation scolaire, divisées par le nombre d'enfants bénéficiant des repas. Par conséquent, il englobe les produits de base, la chaîne d'approvisionnement et les coûts administratifs. Étant donné que les variations du calendrier scolaire entre les pays entraînent une différence du nombre de jours

d'alimentation dans chaque pays, cette mesure est standardisée afin de normaliser les variations du nombre de jours d'alimentation. Cette approche méthodologique a été élaborée par le PAM afin d'établir une référence de coût global en 2013 (WFP, 2013) ; elle est devenue l'approche standard pour calculer le coût de l'alimentation scolaire par enfant.

En raison de la grande variation entre les pays, le coût médian par enfant constitue l'instrument statistique le plus représentatif pour servir de référence. La figure 1.10 illustre le coût médian par enfant de l'alimentation scolaire en fonction du niveau de revenu.

Les données montrent une variation significative entre les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (un coût médian par enfant de 54 dollars dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure contre 33 dollars et 34 dollars dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et inférieure, respectivement). Dans toutes les catégories de revenus, le coût par enfant est de 35 dollars. Compte tenu de la taille de l'échantillon de ces niveaux de revenus, les chiffres fournissent une fourchette représentative du coût de l'alimentation scolaire en Afrique.

Figure 1.10 Coût médian de l'alimentation scolaire par enfant

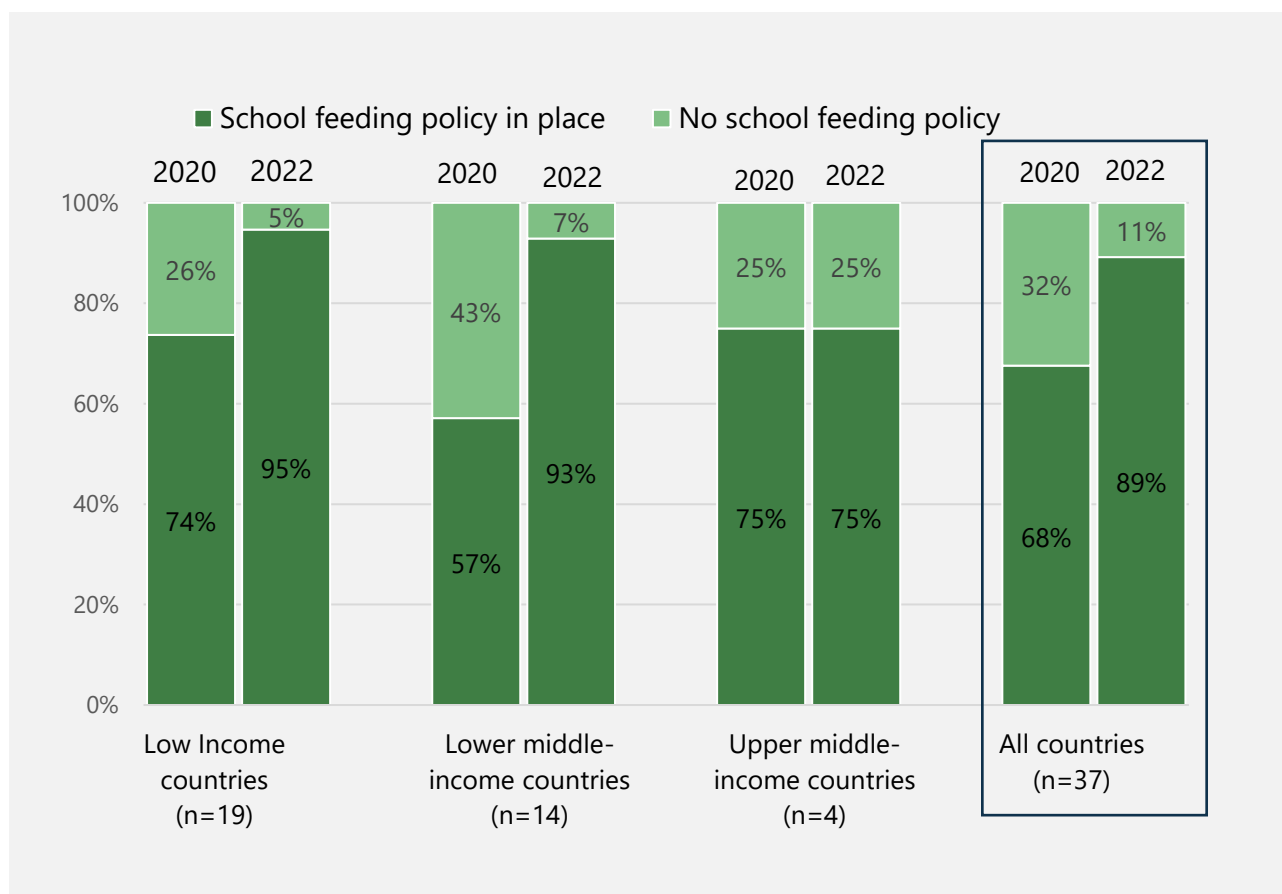


1.5 CADRES POLITIQUES ET CONCEPTION DE PROGRAMMES : INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES EN MATIERE DE SANTE ET DE NUTRITION SCOLAIRES

Entre 2020 et 2022, de nombreux pays ont renforcé et élargi les cadres politiques et juridiques régissant leurs programmes d'alimentation scolaire. Dans toutes les catégories de revenus, nous observons une augmentation du cadre politique de 68 % en 2020 à 89 % en 2022 (sauf dans la catégorie des revenus intermédiaires de la tranche supérieure, qui est restée inchangée par rapport à 2020). Les pays africains ont déclaré disposer d'un cadre politique ou juridique établi pour leurs programmes d'alimentation scolaire ; cependant, dans un nombre important de ces pays, ces cadres étaient en cours d'élaboration.

Comme le montre la figure 1.11, la part des pays à faible revenu disposant d'un cadre politique établi pour l'alimentation scolaire est passée de 74 % en 2020 à 95 % en 2022 ; tandis que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'augmentation est de 57 % en 2020 à 93 % en 2022. Maintenant, la proportion de pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure disposant d'une politique en matière d'alimentation scolaire est même plus élevée que dans les pays à revenu élevé.

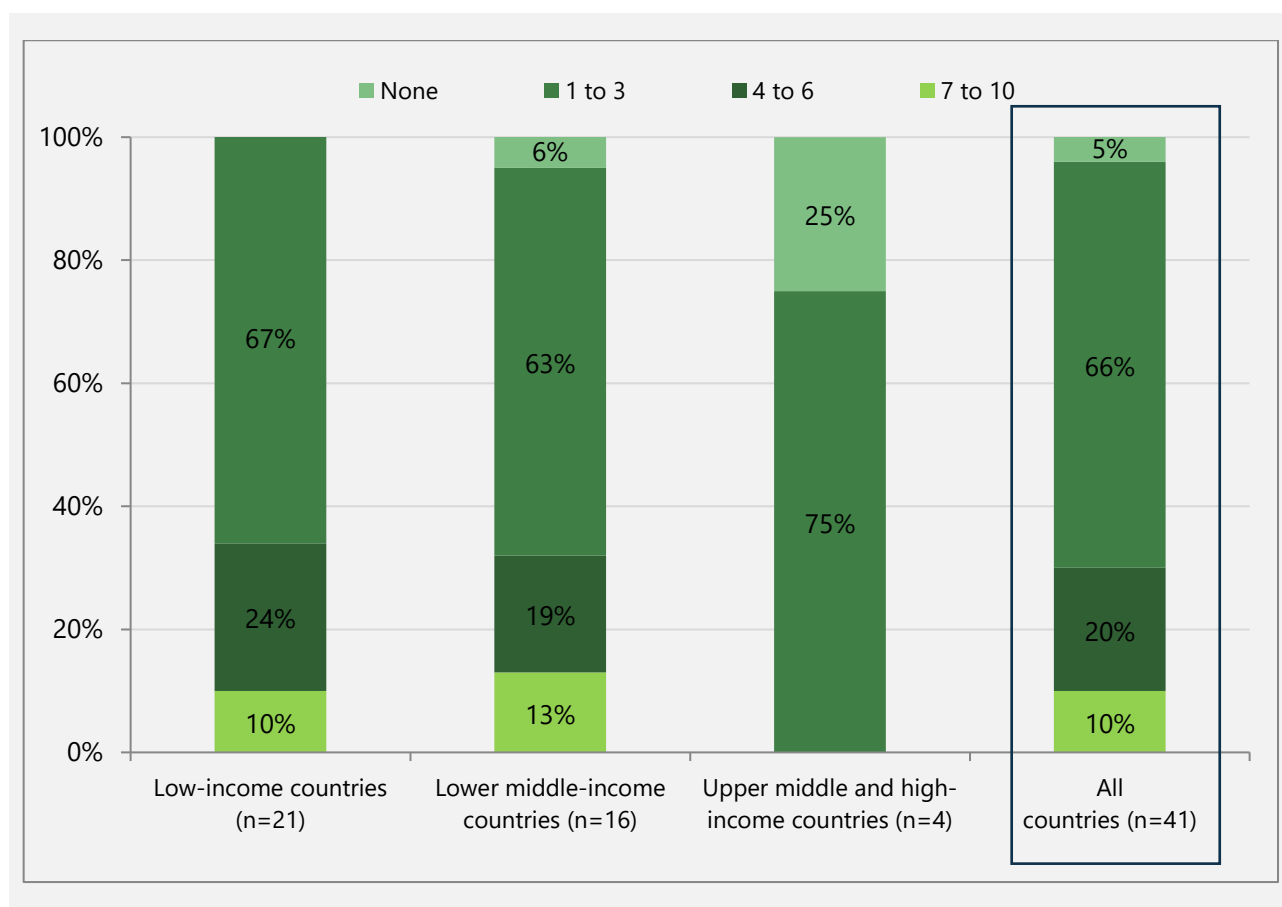
Figure 1.11 État des cadres politiques d'alimentation scolaire en 2020 et 2022 par niveau de revenu



Les politiques en matière d'alimentation scolaire en Afrique visent à mettre en œuvre un ensemble intégré d'interventions en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire, qui, ensemble, cherchent à répondre aux besoins de l'élève dans le contexte local. Le repas scolaire constitue l'un des éléments de cet ensemble ; les autres interventions peuvent comprendre des activités complémentaires telles que le lavage des mains au savon, la mesure de la taille et du poids, le traitement vermifuge, l'éducation sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles, les tests de la vue et les lunettes, les tests et traitements auditifs, le nettoyage et les tests dentaires, la gestion de l'hygiène menstruelle, l'eau potable et l'assainissement, et la purification de l'eau.

De nouvelles données recueillies sur dix activités complémentaires montrent que sur les 41 pays échantillonnés en 2022, seulement 5 % n'ont indiqué aucune activité vers la livraison intégrée de repas scolaires tels que définis par au moins une intervention complémentaire en matière de santé et de nutrition (figure 1.12). Les données indiquent également que 66 % des gouvernements combinent les repas scolaires avec un ensemble de plus de quatre interventions supplémentaires en matière de santé et de nutrition, tandis que 10 % offrent un ensemble d'interventions en matière de santé scolaire comprenant entre sept et dix interventions. Ces observations suggèrent que pratiquement tous les pays africains proposant des programmes d'alimentation scolaire complètent cette alimentation par un ensemble d'interventions de soutien en matière de santé et de nutrition.

Figure 1.12 Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre dans le cadre de l'alimentation scolaire par niveau de revenu



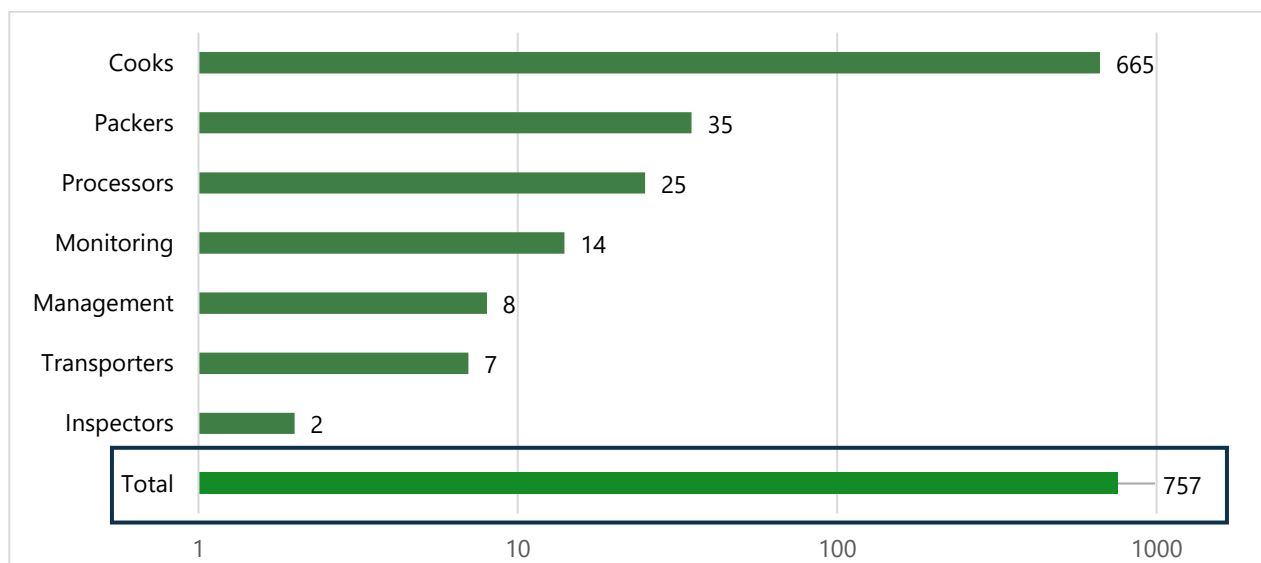


CUA/Eric J. Wagobera

1.6 L'ALIMENTATION SCOLAIRE ISSUE DE LA PRODUCTION LOCALE ET L'EMPLOI

La fourniture de repas scolaires a conduit à la création en moyenne de 757 emplois pour 100 000 enfants bénéficiaires (figure 1.13). La majorité de ces emplois sont des postes de cuisiniers, mais des emplois sont également offerts dans d'autres secteurs. Cet ensemble de données englobe les emplois directs créés par la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire dans 33 pays ; il n'inclut pas les opportunités indirectes d'emploi ou d'activité générées par la fourniture de repas scolaires, par exemple lorsque les agriculteurs locaux bénéficient de programmes mis en œuvre dans le cadre d'un modèle d'alimentation scolaire national. Par conséquent, les résultats présentés ici ne constituent qu'une estimation prudente.

Figure 1.13 Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire



1.7 LA VOIE A SUIVRE

- En 2022, 65,9 millions d'enfants ont bénéficié de l'alimentation scolaire en Afrique ; cela représente une légère augmentation par rapport aux 65,4 millions de 2020 et indique que la plupart des systèmes scolaires se sont rétablis et fournissent des repas scolaires à un taux égal ou supérieur aux niveaux prépandémiques. Actuellement, 31 % des enfants inscrits dans les écoles primaires bénéficient de l'alimentation scolaire, contre 33 % en 2020. Cette diminution pourrait être due à la croissance parallèle de la population d'âge scolaire au cours de la période.
- De grandes disparités de couverture subsistent entre les régions et les catégories de revenus. Les programmes d'alimentation scolaire couvrent 55 % des enfants dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, mais seulement 15 % des enfants dans les pays à faible revenu. Les programmes d'alimentation scolaire couvrent 47 % des enfants en Afrique du Nord et 50 % en Afrique australe, mais seulement 5 % en Afrique centrale. Le financement des donateurs internationaux dans les pays à faible revenu a diminué entre 2020 et 2022 ; cependant, les gouvernements ont continué à réaliser des progrès, en augmentant leurs engagements nationaux de 30 % à 45 % entre 2020 et 2022, ce qui montre l'autonomie de ces pays, mais également la négligence de la part des donateurs internationaux pour soutenir les programmes là où les besoins sont les plus importants.
- Ces résultats ont été obtenus grâce aux importants efforts financiers et politiques déployés par les gouvernements africains. Les budgets nationaux demeurent la principale source de financement des programmes d'alimentation scolaire. La part du financement national par rapport au financement des donateurs internationaux est passée de 82 % à 85 % sur l'ensemble du continent. À l'inverse, dans les pays à faible revenu, 55 % des dépenses liées à l'alimentation scolaire sont encore financées par des donateurs internationaux.
- En 2022, 89 % des pays avaient adopté une politique en matière d'alimentation scolaire, contre 68 % en 2020. En ce qui concerne l'élaboration de cadres de politique en matière d'alimentation scolaire, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont devancé les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

- Le coût de l'alimentation scolaire reste abordable pour les gouvernements, avec un coût d'environ 35 dollars par enfant et par an. Il s'agit d'une baisse de 17 points de pourcentage par rapport à la valeur de 2020.
- On estime que 95 % de tous les gouvernements en Afrique fournissent une alimentation scolaire en conjonction avec au moins une intervention complémentaire de santé et de nutrition en milieu scolaire, tandis que 10 % des pays fournissent un ensemble entièrement intégré de 7 à 10 interventions complémentaires en conjonction avec l'alimentation scolaire.

Chapter 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : engagements et opportunités sur le continent africain

Chapitre 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : engagements et opportunités sur le continent africain

2.1 INTRODUCTION

La pandémie de la COVID-19 a mis un terme soudain à une décennie de progrès mondiaux en matière d'éducation et d'alimentation scolaire. En avril 2020, au plus fort de la crise, presque tous les pays ont fermé leurs écoles, ce qui a empêché 370 millions d'écoliers dans le monde de bénéficier de l'alimentation scolaire. Avant la pandémie, 65,4 millions d'enfants en Afrique recevaient un repas scolaire quotidien – au moins 50 millions de ces enfants n'ont plus reçu de repas scolaire au plus fort de la pandémie en 2020.

Mobilisées en réponse à cette crise massive, la Finlande et la France ont pris la tête d'un groupe de gouvernements pour lancer la Coalition pour l'alimentation scolaire lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021 ; depuis lors, l'élan politique n'a fait que croître. Au moment de la publication du présent rapport, plus de 76 pays, dont 33 pays africains, et plus de 83 partenaires (notamment des agences des Nations Unies, des groupes de réflexion et des partenaires universitaires) avaient déjà rejoint la Coalition.

La Coalition est un réseau d'action novateur dirigé par les gouvernements qui reconnaît que l'alimentation scolaire constitue un filet de sécurité sociale essentiel pour les enfants et les foyers vulnérables. La Coalition réaffirme la valeur du système éducatif et du bon fonctionnement des écoles dans la mise en œuvre des interventions en matière de santé et de nutrition dans les écoles (WFP, 2020b).

L'Union africaine et l'AUDA-NEPAD ont été parmi les principaux initiateurs de la Coalition pour l'alimentation scolaire. En mars 2021, le communiqué de la célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire a appelé tous les gouvernements et partenaires à rejoindre l'émergente Coalition pour l'alimentation scolaire et à plaider en faveur de l'intégration de la question de l'approvisionnement scolaire local aux débats mondiaux. En tant que membre du groupe de travail, la Commission de l'Union africaine a plaidé pour que ses États membres rejoignent la Coalition et a positionné la question dans plusieurs déclarations et communiqués officiels, notamment les communiqués 2021⁶ et 2022⁷ sur la Journée africaine de l'alimentation scolaire et la Déclaration africaine sur la transformation de l'éducation 2022.

Grâce à la Coalition, depuis 2021, le niveau de volonté politique en faveur de l'alimentation scolaire a changé considérablement. En particulier, les pays africains ont figuré à l'avant-garde du changement : le Bénin, le Rwanda, le Sénégal et d'autres pays ont augmenté considérablement le budget alloué à l'alimentation scolaire afin d'atteindre plus d'enfants et de rendre l'éducation plus largement accessible et en constituent de bons exemples.

Ce chapitre explique en quoi consiste la Coalition, ce qu'elle représente pour les pays africains ; comment elle fonctionne ; et les divers rôles de ses membres dans l'avancement des progrès. Il est probable qu'au

⁶ <https://au.int/es/node/40067>

⁷ https://au.int/sites/default/files/newsevents/reports/41538-rp-2022_Communique_ADSF_14.03.2022_final.pdf

moment où cette publication paraîtra, la Coalition aura encore plus évolué en s'adaptant aux défis auxquels ses pays membres sont confrontés. Des mises à jour sont disponibles sur le site Web de la Coalition⁸ et dans le bulletin mensuel, où des informations en temps réel sont partagées avec les partenaires.

2.2 LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE : BUTS ET OBJECTIFS

L'objectif principal de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de veiller à ce que, d'ici 2030, chaque enfant reçoive un repas quotidien sain et nutritif à l'école.

La Coalition a établi les trois objectifs suivants pour atteindre ce but :

- *restaurer ce que nous avons (d'ici 2023)* : aider tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, à rétablir des programmes d'alimentation scolaire efficaces et à réparer ce qui a été perdu pendant la pandémie COVID-19 ;
- *atteindre ceux que nous avons manqués (d'ici 2030)* : atteindre les enfants les plus vulnérables, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, qui n'étaient pas atteints même avant la pandémie COVID-19 ;
- *améliorer notre approche (d'ici 2030)* : améliorer la qualité et l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier. Veiller à ce que les approches sensibles à la nutrition soient liées à l'éducation nutritionnelle et à d'autres interventions sanitaires.



CUA/Eric J. Wagobera

⁸ <https://schoolmealscoalition.org>

2.3 LA COALITION : CE QU'ELLE EST, ET CE QU'ELLE N'EST PAS

La Coalition pour l'alimentation scolaire est un groupe de gouvernements et de partenaires convenant de travailler ensemble afin d'améliorer la qualité, la durabilité et l'échelle des programmes nationaux d'alimentation scolaire et des interventions complémentaires. Il s'agit d'un réseau adaptatif et flexible de réseaux mettant en commun les ressources, telles que les bonnes pratiques, l'expérience, les informations et le soutien technique. Elle s'attaque aux goulets d'étranglement de la mise en œuvre, renforce les preuves pour la prise de décision, offre des possibilités d'améliorer la coordination et génère la volonté politique et l'adhésion nécessaires pour réaliser des progrès par le biais de la sensibilisation.

La Coalition est un partenariat volontaire et collaboratif reposant sur des engagements clairs et orientés vers l'action ; elle évoluera en un réseau multi-acteurs afin d'aider les pays à respecter leurs engagements en matière d'alimentation scolaire.

Malgré son rôle de catalyseur, la Coalition n'est pas et ne deviendra pas un mécanisme de financement. Elle ne décaissera ni ne gèrera de fonds pour les pays ou les partenaires. Cependant, des montants importants de financement seront nécessaires pour améliorer et développer les programmes dans différents pays. Il incombe aux États membres de jouer un rôle moteur à cet égard ; les modalités de financement nationales seront discutées, définies et gérées au niveau national et dirigées par des institutions nationales.

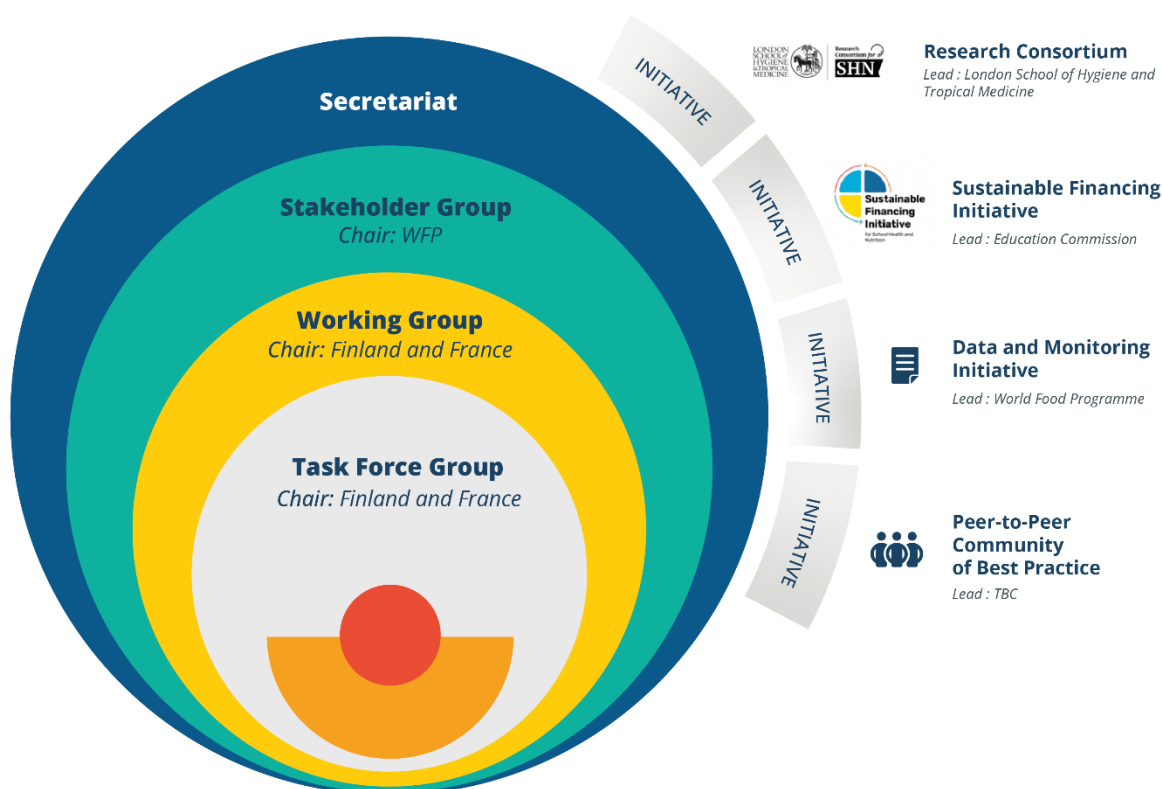
Les membres de la Coalition ont défini les principes suivants, contribuant à expliquer davantage ce qu'est le groupe et comment il fonctionne :

1. *Dirigée par le gouvernement et soutenue par les partenaires* : la Coalition a été formée par les gouvernements, pour les gouvernements, afin de faire avancer une priorité essentielle en matière de politique. Cependant, les progrès exigeront également l'action de toutes les parties prenantes, notamment les organisations internationales, le monde académique, la société civile et le secteur privé.
2. *Focus au niveau des pays* : la Coalition est ancrée dans les actions au niveau des pays. Au niveau national, la Coalition exigera un leadership fort de la part des gouvernements (qui se traduira par une vision claire et une stratégie cohérente et bien articulée) et des engagements forts.
3. *Action et partenariats multisectoriels axés sur l'enfant* : plusieurs secteurs doivent travailler ensemble afin d'aider les enfants à réaliser leur potentiel. Les principaux secteurs comprennent l'éducation, la santé/nutrition, la protection sociale et les systèmes alimentaires.
4. *Actions fondées sur des données probantes* : les actions de la Coalition sont fondées sur des recherches et des études de qualité.

2.4 FONCTIONNEMENT DE LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE : STRUCTURE

Faisant suite aux discussions et aux contributions ayant suivi son lancement, la Coalition privilégie une approche minimaliste et flexible de sa structure. Elle se compose de trois groupes principaux : la Taskforce, le Groupe de travail et le Groupe des partenaires. Elle dispose également d'un secrétariat et de quatre initiatives dirigées par des partenaires.

Figure 0.1 Structure de la Coalition pour l'alimentation scolaire



Source: School Meals Coalition

- La Taskforce constitue l'organe décisionnel de la Coalition. Actuellement codirigée par la Finlande et la France, la Taskforce est composée des correspondants des principaux membres : Union africaine, Finlande, France, Guatemala, Honduras, Japon, Kenya, Islande, Rwanda, Sénégal, Suède et États-Unis. La Taskforce détermine l'orientation stratégique générale de la Coalition, fixe les priorités annuelles, oriente et dirige les travaux du secrétariat et les initiatives, et dirige les activités de plaidoyer et de positionnement politiques.
- Le Groupe de travail comprend les 76 gouvernements, dont 33 pays africains ayant rejoint la Coalition en signant une Déclaration d'engagement. Coprésidé par la Finlande et la France, ce groupe est un vaste forum dédié au partage d'informations ; la diffusion des bonnes pratiques et de l'expérience des pays ; la création et la mobilisation de nouveaux partenariats et alliances entre les pays et avec d'autres partenaires ; le partage de compétences et l'appui institutionnel.
- Le Groupe des partenaires est présidé par le PAM ; il comprend toutes les organisations ayant rejoint la Coalition en signant la Déclaration de soutien de la Coalition. Tout comme le groupe de travail, il s'agit d'un vaste forum de partage d'informations, principalement au niveau technique.

Au niveau mondial, l'organisation et la gestion de la Coalition sont soutenues par le PAM, par le biais de capacités accrues au sein de sa Division des programmes scolaires à Rome, faisant office de secrétariat de la Coalition. Dans ce rôle, le PAM tire parti de sa présence importante par le biais des bureaux nationaux, régionaux et de liaison et travaille avec des partenaires, dont l'Union africaine, afin de soutenir les efforts des pays.

2.5 COMMENT LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE PREND VIE

2.5.1 Les initiatives et le travail au niveau mondial

Les initiatives de la Coalition sont conçues pour relever les défis les plus importants de la mise en œuvre et de l'intensification des programmes au niveau des pays. À cette fin, la Coalition comprend des initiatives thématiques, notamment : (i) le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire ; (ii) l'Initiative pour les données et le suivi ; (iii) l'Initiative pour le financement durable ; et (iv) l'Initiative de la communauté des bonnes pratiques entre pairs. Chaque initiative est dirigée par un partenaire de la Coalition et dispose de sa propre structure, conçue en fonction du travail et des défis qu'elle aborde. Les initiatives sont la manière dont la Coalition est mise en œuvre au niveau mondial ; elles ont émergé en tant que grands réseaux de partenaires désirant soutenir des domaines thématiques spécifiques.

- Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire est dirigé par la London School of Hygiene and Tropical Medicine ; il a été lancé en mai 2021 en tant que première initiative de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il collabore avec plusieurs institutions en Afrique et dans le monde afin de combler les lacunes en matière de recherche et d'information, en produisant des données probantes sur l'efficacité des programmes de santé et de nutrition scolaires, et de fournir des conseils sur l'élaboration de politiques efficaces dans ce domaine, en s'appuyant sur une stratégie de recherche décennale sur la santé et la nutrition scolaires.

Le Consortium fonctionne à travers un réseau mondial de communautés de pratique ; il s'agit d'un réseau volontaire de chercheurs et de praticiens menant des recherches liées à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, fonctionnant comme des entités indépendantes dont les programmes de recherche sont gérés de manière autonome. Grâce à une approche dirigée par les pays, les communautés de pratique documentent les bons exemples des programmes nationaux d'alimentation scolaire et quantifient leur retour sur investissement multisectoriel. La première vague de recherches est en cours au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Niger et en Sierra Leone. En outre, le Consortium de recherche collabore avec l'AUDA-NEPAD, ainsi qu'avec des partenaires techniques du National Institutes of Health, du Département de l'agriculture des États-Unis et de l'Academy of Nutrition and Dietetics afin de parvenir à un consensus sur les indicateurs nutritionnels concernant les enfants d'âge scolaire.

Le Consortium de recherche est conçu pour répondre aux demandes des pays membres de la Coalition, en déterminant les thèmes apparaissant comme des sujets de recherche importants et en affinant sa stratégie de recherche en réponse. Il est également conçu spécifiquement pour soutenir les efforts des cinq agences des Nations Unies concernées par le bien-être des enfants – la FAO, l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS – qui ont approuvé cet effort. *Pour obtenir de plus amples informations concernant le Consortium de recherche, veuillez contacter shnconsortium@lshtm.ac.uk*

- L'Initiative pour les données et le suivi est dirigée par le PAM ; elle a été lancée en mai 2021. Elle a été créée dans le but d'améliorer et d'institutionnaliser la disponibilité de données de qualité sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans le monde entier afin de prendre des décisions fondées sur des données probantes et de suivre les progrès au fil du temps. Elle constitue la principale initiative de suivi et d'établissement de rapports pour les trois objectifs de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Les gouvernements ont besoin de données de base, actualisées et fiables,

pour comprendre et optimiser les programmes, et en particulier pour suivre les progrès au fil du temps. L'Initiative pour les données et le suivi a trois objectifs : établir un ensemble convenu d'indicateurs de base, établir un ensemble convenu de processus d'établissement de rapports et créer une base de données sur l'alimentation scolaire et les programmes de santé et de nutrition scolaires.

L'Initiative pour les données et le suivi est dirigée par un comité directeur déterminant l'orientation stratégique, assurant la surveillance et garantissant la qualité. Le comité directeur comprend des institutions intergouvernementales/gouvernementales (notamment l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD), des fondations, des universités et la société civile, ainsi que des agences des Nations Unies. Il est convoqué et présidé par le PAM, qui héberge également le secrétariat du comité directeur. *Pour obtenir de plus amples informations concernant l'initiative pour les données et le suivi, n'hésitez pas à contacter Edward.lloydevans@wfp.org*

- L'Initiative pour le financement durable est dirigée par la Commission de l'éducation ; elle a été lancée en juin 2021. Son objectif est de travailler avec les gouvernements et les donateurs afin d'augmenter et de mieux coordonner le financement (national et international) des programmes d'alimentation scolaire, en mettant l'accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

L'Initiative pour le financement durable a quatre objectifs globaux :

- entreprendre une analyse du paysage du financement mondial des programmes de santé et de nutrition scolaires, étudier les options utilisées actuellement pour leur financement à long terme dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure ;
- générer des connaissances et des données supplémentaires, en particulier sur les mécanismes de financement ;
- déterminer les possibilités offertes aux bailleurs de coordonner plus efficacement les financements existants et de co-investir dans les programmes, en utilisant la dimension plurisectorielle des programmes de santé et de nutrition scolaires ;
- partager les éléments probants et les données produites sur les défis et les options de financement.

Au moment de la rédaction du présent rapport, un comité directeur était en cours d'organisation ; il fournira des orientations stratégiques pour chacun des objectifs et des résultats escomptés, contribuera au plaidoyer mondial, apportera un appui politique et technique aux stratégies de financement de l'alimentation scolaire et procédera à un examen collégial des documents de recherche. *Pour obtenir de plus amples informations concernant l'Initiative pour le financement durable, veuillez contacter SFI-SMC@educationcommission.org*

- L'Initiative de la communauté des bonnes pratiques entre pairs est une initiative des États membres qui n'a pas encore été lancée : elle aura pour but de partager les enseignements tirés des contextes nationaux et locaux et d'informer et de diffuser des normes et des orientations en matière de politiques et de programmes fondées sur des données probantes afin de renforcer les programmes d'alimentation scolaire. Tirant parti de différentes approches, le réseau émergent rassemblera des partenaires afin d'aider les gouvernements à partager les bonnes pratiques, les données probantes et les enseignements tirés ; ceci améliorera les liens entre l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition et soutiendra les programmes et les politiques intégrés.

Comme première étape vers la mise en place de cette initiative, la FAO et le PAM, soutenus par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, ont mis en place un centre de connaissances mondial sur l'alimentation scolaire en ligne.⁹ Ce centre s'inscrit dans un projet plus vaste visant à élaborer une méthodologie afin d'aider les pays à établir et à mettre en œuvre des normes nutritionnelles pour leurs programmes et politiques en matière d'alimentation scolaire.

2.5.2 Engagement des pays et liens avec les initiatives de la Coalition

L'objectif principal de la Coalition est d'accélérer les progrès en matière d'alimentation scolaire au niveau national. Les pays membres sont donc encouragés à travailler sur des objectifs et des engagements nationaux audacieux, à élargir et renforcer leurs programmes ou à aider les autres à faire de même. Au moment de la publication du présent rapport, 18 pays au total avaient présenté officiellement des engagements à la Coalition, dont six pays africains. Cette section met en évidence certaines de ces réussites, voir les études de cas 2.1 et 2.2.

Étude de cas 0.1 Bénin

En 2021, le Bénin a rejoint la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire avec un fort engagement du Président de la République, Patrice Talon, qui a fait de l'alimentation scolaire une initiative phare pour le pays.

Ces dernières années, le Bénin a déployé des efforts et des engagements considérables en faveur de l'alimentation scolaire. En 2016, le programme d'alimentation scolaire touchait à peine 20 % des élèves avec un budget national d'un peu moins de 1,5 million de dollars par an. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'augmenter la couverture universelle et de fournir un repas chaud à l'école d'ici la fin de 2023. En 2018, les progrès ont encouragé le Bénin à augmenter son objectif d'atteindre un enfant sur deux.

En 2021, en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Bénin a annoncé son plan visant à progresser vers une couverture universelle de l'alimentation scolaire. Cet objectif ambitieux doit être atteint grâce à une augmentation du budget de 79 millions de dollars à 240 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Le gouvernement évalue également la qualité et la durabilité du programme d'alimentation scolaire : il collabore avec des partenaires dans le but de fournir une meilleure alimentation scolaire et d'introduire une loi nationale sur l'alimentation scolaire qui aiderait à ancrer le programme comme un filet de sécurité clé du gouvernement.

⁹ <https://www.fao.org/platforms/school-food/en>

Étude de cas 0.2 Rwanda

Le gouvernement rwandais a fait preuve d'un leadership impressionnant en élargissant son programme d'alimentation scolaire et en s'efforçant d'en améliorer la qualité. En 2019, lors de la retraite nationale des dirigeants, le président Paul Kagame et son Premier ministre ont appelé à une refonte complète du programme national d'alimentation scolaire et à une expansion nationale ambitieuse et complète. L'alimentation scolaire est ainsi devenue une priorité nationale.

C'est donc tout naturellement que le Rwanda a été l'un des premiers pays à rejoindre la Coalition pour l'alimentation scolaire et à présenter un engagement national. En 2021, dans le cadre de ses engagements envers la Coalition, le ministre rwandais de l'Éducation a annoncé que le gouvernement atteindrait la couverture universelle de l'alimentation scolaire pour l'éducation de base ; il a ainsi augmenté son budget, qui est passé de 8 millions de dollars en 2020 à 33 millions de dollars en 2021. En 2022, le Rwanda a annoncé avoir réalisé des progrès impressionnants, en augmentant la couverture nationale de l'alimentation scolaire de 660 000 à 3,8 millions d'élèves et en procédant à une nouvelle augmentation du budget, de 33 millions de dollars à 74 millions de dollars.

Le Rwanda s'emploie également à renforcer les liens du programme avec les chaînes d'approvisionnement locales, en étroite collaboration avec les parties prenantes du secteur agricole, afin d'étendre les avantages du programme à l'ensemble de la communauté.

Le gouvernement travaille également en étroite collaboration avec l'Initiative pour le financement durable et le Consortium de recherche afin de documenter ses réalisations et de tirer profit de l'expérience des autres gouvernements sur la façon de maintenir et de développer son succès. Bien que l'expansion du programme d'alimentation scolaire ait été impressionnante, le gouvernement reconnaît qu'il doit encore renforcer ses capacités et mettre en place des structures pour veiller à ce que ces progrès perdurent et puissent être encore étendus.

2.5.3 Comment les partenaires s'engagent et soutiennent les pays et les initiatives de la Coalition

La Coalition englobe un réseau de partenaires et d'experts travaillant dans différents domaines des programmes d'alimentation scolaire et des services de santé et de nutrition plus larges dans les écoles. Au moment de la rédaction du présent rapport, 83 parties prenantes du monde universitaire, des groupes de réflexion, des organisations non gouvernementales (ONG), des fondations, des agences des Nations Unies et de la société civile se sont engagées à travailler ensemble fin d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs. Les partenaires se réunissent dans le cadre d'initiatives au niveau mondial, mais aident également les gouvernements à réaliser leurs plans aux niveaux national et local. Voici quelques exemples de soutien aux gouvernements :

Dubai Cares

En 2021, Dubai Cares est devenu le premier partenaire majeur et promoteur de la Coalition pour l'alimentation scolaire en accordant une subvention stratégique au PAM pour la mise en place de plusieurs initiatives majeures de la coalition, en se concentrant spécifiquement sur l'avancement de l'agenda de l'alimentation scolaire en Afrique. Cette subvention habilitante de Dubai Cares visait à aider

l'Union africaine à atteindre plusieurs objectifs et à établir l'approche robuste de la Coalition fondée sur les données probantes, à savoir la création du Consortium de recherche.

Dubai Cares combine ces deux efforts en soutenant la recherche stratégique et la génération de données probantes pour l'alimentation scolaire, la santé et la nutrition scolaires en Afrique, notamment la première base de données sur la santé et la nutrition scolaires en tant que bien public à l'échelle du continent. Grâce à ces efforts, Dubai Cares vise à éclairer l'investissement et la programmation sur le continent.

Dubai Cares a également soutenu le travail de plaidoyer et de renforcement des capacités de l'Union africaine, notamment à travers la célébration annuelle de la Journée africaine de l'alimentation scolaire et la validation technique des lignes directrices de l'AUDA-NEPAD sur l'alimentation scolaire dans certains États membres de l'Union africaine tels que le Botswana, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Dubai Cares a été un partenaire solide de l'Union africaine et de la Coalition pour l'alimentation scolaire ; il a défini l'espace mondial de l'éducation, par exemple en accueillant le Sommet RewirEd à la fin de 2021 et en créant le Cadre pour la transformation mondiale de l'éducation.¹⁰ Au sein de la Coalition, outre ses contributions significatives à différents projets du consortium de recherche, Dubai Cares a joué un rôle important dans le lancement en douceur de l'Initiative pour le financement durable et a contribué à l'élaboration des plans futurs.



Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement (BID) s'est engagée à investir dans les systèmes d'éducation depuis 2018, avec l'approbation de sa première politique du secteur de l'éducation en décembre 2018 qui visait à construire des « systèmes d'éducation transformant le savoir et l'apprentissage pour le développement humain » en tant qu'élément clé du développement du capital humain.

Au fil des ans, la BID a adopté une approche de plus en plus holistique de l'investissement dans l'éducation de base et secondaire dans laquelle la santé scolaire, la nutrition et l'EAH sont inclus comme éléments fondamentaux.

¹⁰

<https://knowledgehub.sdg4education2030.org/system/files/202205/Framework%20for%20Global%20Education%20Transformation%20DubaiCares.pdf>

La BID développe actuellement l'une des premières approches plurisectorielles visant à financer les programmes d'alimentation scolaire en mettant en commun des fonds dédiés à différents secteurs au sein de la banque. Un nouveau guichet de financement intitulé « Investir dans l'avenir de l'apprenant – Initiative pour le développement du capital humain » est mis en place actuellement en partenariat avec le PAM. Cette approche novatrice fait de la BID un partenaire essentiel de la Coalition, développant et pilotant de nouvelles approches de financement innovant par des banques multilatérales de développement. La BID a participé au lancement de l'Initiative pour le financement durable de la Coalition et a été invitée à faire partie de son comité directeur.

Avec plusieurs pays membres de la BID en Afrique subsaharienne engagés dans la Coalition pour l'alimentation scolaire, la BID étudie les possibilités de partenariat avec le PAM pour optimiser son financement afin de soutenir les programmes d'alimentation scolaire en réponse aux crises alimentaires et éducatives.

Partenariat mondial pour l'éducation

Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) est le plus grand fonds mondial dédié uniquement à la transformation de l'éducation dans les pays à faible revenu ; il représente un partenariat unique et multipartite. Le GPE soutient les pays qui en ont le plus besoin et compte de nombreux pays africains parmi ses partenaires. Il vise à atteindre les enfants les plus marginalisés et les plus vulnérables, notamment les filles, les enfants handicapés et ceux qui vivent dans des pays caractérisés par une extrême pauvreté ou des conflits. Les gouvernements des pays partenaires sont encouragés à mettre en place des groupes multipartites afin de soutenir la planification de l'éducation et à inclure les ministères de la Santé et d'autres partenaires tels que le FNUAP, le PAM, l'OMS, les ONG et les organisations de la société civile, afin de garantir une approche multisectorielle coordonnée permettant d'intégrer les programmes de santé et de nutrition scolaires dans les systèmes éducatifs.

De nombreux pays partenaires du GPE accordent la priorité à la santé et à la nutrition scolaires ; en 2016-2020, le GPE a alloué 48 millions de dollars américains à la santé et à la nutrition dans les écoles (GPE, 2021b). Pendant la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences, le GPE a fourni plus de 8 millions de dollars américains en financement accéléré afin de soutenir des programmes liés à la nutrition dans 22 pays (GPE, 2021a). Cela comprenait des distributions de nourriture pendant la fermeture des écoles en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Guyana et au Malawi ; et l'élaboration de nouveaux programmes d'alimentation scolaire ou de rations à emporter afin d'encourager les enfants à retourner à l'école après la réouverture des établissements scolaires au Bénin, au Burundi, au Congo, à Djibouti, en Guinée, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Niger, au Rwanda, au Sénégal et au Zimbabwe. Le GPE a investi dans des programmes d'alimentation scolaire dans plus de 30 pays, notamment grâce à un financement accéléré afin de soutenir plus de 220 000 enfants défavorisés en Éthiopie et 130 000 enfants en Somalie pendant la sécheresse dans les pays.

Le GPE est un partenaire de la Coalition pour l'alimentation scolaire et fait partie de « Renforcer la santé et la nutrition scolaire », ¹¹ un partenariat des Nations Unies et des agences multilatérales visant à promouvoir la santé et la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire. Garantir que les écoles soient sûres, saines et inclusives constitue une priorité de la stratégie du GPE 2025 : ¹² le GPE s'engage à

¹¹ <https://www.unesco.org/en/articles/agencies-call-global-push-school-health-and-nutrition>

¹² <https://www.globalpartnership.org/content/gpe-2025-strategic-plan>

soutenir les pays accordant la priorité à l'alimentation scolaire comme moyen de transformer les systèmes éducatifs.

Agences des Nations Unies

Les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont signé une déclaration commune exprimant leur ferme appui à la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Ces cinq agences se sont engagées à travailler ensemble afin d'aider les gouvernements à déterminer leurs priorités et leurs engagements et à les mettre en œuvre.

Au cours du Sommet sur la transformation de l'éducation, l'UNESCO, l'UNICEF et le PAM ont joué un rôle de soutien dans l'événement parallèle organisé par l'Union africaine et l'Union européenne intitulé « Transformer l'éducation en Afrique », qui a abouti à une déclaration énonçant des engagements clairs pour le continent en matière d'éducation. L'un des engagements était de « renforcer la mise en œuvre de programmes complets d'alimentation scolaire afin d'améliorer le capital humain et de permettre un meilleur accès à l'éducation, d'augmenter les taux de persévérance scolaire, d'améliorer la santé et la nutrition des enfants et de renforcer les économies locales et rurales ».

La plupart des agences des Nations Unies susmentionnées sont membres du Groupe sectoriel de l'alimentation scolaire issue de la production locale de la Commission de l'Union africaine, présidé par le Département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Union africaine (AUC-ESTI) et coprésidé par le PAM. Le groupe sectoriel sert de plateforme pour rassembler les parties prenantes afin d'aider la Commission de l'Union africaine à élaborer des cadres continentaux pour le développement de l'éducation, à fournir des conseils techniques aux États membres, à documenter et à partager les bonnes pratiques et à mobiliser des ressources techniques et financières pour la mise en œuvre – tout cela concernant spécifiquement l'alimentation scolaire issue de la production locale.

Dans ce contexte, l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique a pré-lancé le livre *School Feeding: A Guide for Teachers in Africa* lors de la Journée africaine de l'alimentation scolaire 2021 ; il est conçu pour faire progresser le programme africain d'alimentation scolaire en dotant les enseignants des connaissances nécessaires pour développer et promouvoir efficacement des programmes d'alimentation scolaire dans leurs écoles.

2.6 LA VOIE A SUIVRE

Pour célébrer l'année inaugurale de la Coalition, les membres et partenaires de la Coalition ont organisé en octobre 2022 une semaine virtuelle de la Coalition pour l'alimentation scolaire et la première réunion ministérielle de la Coalition à Helsinki, en Finlande. Ces deux événements marquants se sont terminés par un Appel à l'action¹³, approuvé par tous les partenaires, et une déclaration des dirigeants,¹⁴

¹³ <https://schoolmealscoalition.org/wp-content/uploads/2023/03/Call-to-Action-School-Meals.pdf>

¹⁴ https://um.fi/statements/-/asset_publisher/6zHpMjnlHgl/content/kansainvalisen-kouluruokakoalition-johtajien-julkilausuma/35732

approuvée par les 12 membres de l'équipe spéciale de la Coalition, notamment l'Union africaine, le Kenya, le Rwanda et le Sénégal.

Ensemble, les membres du groupe de travail ont établi une feuille de route solide pour 2023 et au-delà. Lors de la réunion d'Helsinki en octobre 2022, la France s'est engagée à accueillir la prochaine réunion ministérielle de la Coalition à Paris en octobre 2023. Pour les pays africains, ce sera l'occasion d'évaluer et de célébrer les progrès accomplis et d'annoncer les engagements nationaux en vue d'intensifier les programmes en Afrique et de faire en sorte que, d'ici à 2030, chaque enfant reçoive un repas quotidien sain et nutritif à l'école.

Lors d'un événement parallèle de haut niveau au Sommet mondial sur la transformation de l'éducation à la 77^e Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2022, l'Union africaine a publié une Déclaration sur la transformation de l'éducation en Afrique. Cette déclaration aligne davantage les efforts de l'Union africaine et les objectifs de la Coalition visant à renforcer la mise en œuvre de programmes complets d'alimentation scolaire et à établir et renforcer des partenariats multisectoriels et multipartites pour l'éducation aux niveaux national, régional et continental.



CUA/Eric J. Wagobera

D'un point de vue africain, les prochaines étapes importantes pour faire progresser le programme d'alimentation scolaire sur le continent seront les suivantes :

- La Journée africaine de l'alimentation scolaire est un point de ralliement annuel pour renforcer et renforcer la volonté politique et promouvoir l'alimentation scolaire sur le continent. L'événement a servi d'espace de rassemblement réunissant les parties prenantes des secteurs public, privé, de la société civile et multilatéral pour sensibiliser et faire connaître l'alimentation scolaire et galvaniser le soutien politique en faveur de l'adoption, de la mise en œuvre ou du maintien de politiques, de programmes et de ressources en faveur de l'alimentation scolaire.

L'événement de 2023 sera l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis au niveau national, régional et continental et servira de plateforme pour encourager les engagements spécifiques des pays, qui sont urgemment nécessaires pour renforcer l'alimentation scolaire au niveau régional.

- Dans un effort visant à contextualiser ces discussions continentales, le Rwanda a accepté d'accueillir une réunion sous-régionale de la Coalition pour l'alimentation scolaire au début de 2023 ; elle permettra de consolider une vision régionale pour l'alimentation scolaire et de créer un réseau d'appui supplémentaire entre les pays. Cette décision a incité d'autres régions à envisager la tenue de réunions sous-régionales dans la perspective de la réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris en octobre 2023.
- Lors de la réunion ministérielle d'Helsinki, le Kenya s'est engagé, en coopération avec ses partenaires, à créer une Coalition nationale pour l'alimentation scolaire. La Coalition comprendra des acteurs et des partenaires kenyans qui travailleront ensemble pour intensifier le programme national d'alimentation scolaire, afin que tous les enfants du Kenya reçoivent un repas quotidien et sain à l'école.
- Le Consortium de recherche de la Coalition, en collaboration avec l'AUDA-NEPAD et les Communautés économiques régionales, mènera des études d'optimisation des ressources dans huit pays africains : la Côte d'Ivoire, le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Niger et la Sierra Leone ; ces études aideront à générer des données probantes concernant l'impact des programmes d'alimentation scolaire et à éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.
- Les prochaines années seront marquées par des moments mondiaux, notamment la réunion mondiale de la Coalition à Paris, la COP28 et le Sommet de l'avenir. Les pays africains pourront montrer leur leadership sur la scène mondiale et positionner l'alimentation scolaire comme une solution pouvant contribuer à construire des générations futures éduquées et en bonne santé et à garantir que la planète est vivable.

Chapter 3

Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

Chapitre 3

Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

3.1 INTRODUCTION

En 2016, lors de la 26^e session de l'Assemblée de l'Union africaine, les chefs d'État africains ont déclaré que l'alimentation scolaire issue de la production locale constituait une stratégie continentale qui visait à améliorer l'éducation et à renforcer l'agriculture paysanne et les économies locales. Le *Cadre de ressources pour l'alimentation scolaire issue de la production locale*, élaboré en collaboration entre l'AUDA-NEPAD et les agences des Nations Unies basées à Rome, le FIDA, la FAO et le PAM, fournit des conseils aux gouvernements sur la mise en œuvre de cette stratégie et facilite la création d'une communauté de pratique, afin d'avoir un impact grâce à l'alimentation scolaire issue de la production locale (WFP et al., 2018). Le Cadre de ressources vise à fournir aux écoliers des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs, répondant à au moins un tiers de l'apport quotidien recommandé en nutriments. Le Cadre de ressources peut contribuer à réaliser les ODD liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'éducation, à la santé et à l'agriculture (WFP et al., 2018).

Ce chapitre souligne que, malgré le travail considérable effectué en matière d'alimentation scolaire locale en Afrique et dans le monde, les données probantes réelles de ses impacts sont limitées. Cette lacune au niveau des données probantes demeure un obstacle à la prise de décision, à la réglementation et à la conception et à la mise en œuvre efficaces de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale. Ce chapitre présente des informations concernant le thème de l'Union africaine pour l'année 2022, « *Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain : renforcer les systèmes agroalimentaires, les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement du capital humain, social et économique* ». Ce thème fait écho à l'engagement politique de haut niveau à travers l'Afrique pour faire progresser la nutrition grâce à l'alimentation scolaire locale. Il fournit également des informations concernant les facteurs et les problèmes fondamentaux affectant la relation entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires locaux et donne une vue d'ensemble de l'impact des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale sur l'agriculture locale, la nutrition, la santé, le bien-être et les résultats scolaires.

Les informations présentées dans ce chapitre proviennent de sources publiques, accessibles et officielles, notamment l'Union africaine, l'AUDA, le PAM, la FAO, le Centre régional d'excellence du PAM contre la faim et la malnutrition (CERFAM), la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement.

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

3.2 THEME DE L'ANNEE 2022 ET REALISATIONS DE L'UNION AFRICAINE : RENFORCER LA RESILIENCE EN MATIERE DE NUTRITION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE SUR LE CONTINENT AFRICAIN¹⁵



La première aspiration de l'Agenda 2063 vise à obtenir une prospérité économique fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ; l'objectif 3 de l'Agenda reconnaît qu'il est important que la population soit en bonne santé et bien nourrie. Dans ce contexte, l'Union africaine reconnaît que le développement du capital humain joue un rôle important dans la construction d'un continent intégré, prospère et pacifique. Investir dans le capital humain permet d'améliorer le bien-être et la santé, et de réduire la pauvreté. L'Union africaine a déclaré que 2022 était l'Année de la nutrition, sur le thème « Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain : renforcer les systèmes agroalimentaires, les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement du capital humain, social et économique ». Ce thème, introduit lors de la 35^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine en février 2022, vise à reconnaître les progrès réalisés dans le domaine de la nutrition et à maintenir un fort élan politique dans la lutte contre la malnutrition sur le continent. Le bilan croissant de la malnutrition en ce qui concerne les décès et les maladies, ainsi que ses conséquences socioéconomiques, font de 2022 un moment opportun pour renforcer les engagements continentaux, régionaux et nationaux afin d'éliminer la malnutrition sous toutes ses

¹⁵ <https://au.int/en/theme/2022/year-nutrition>

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

formes. Le thème s'appuie sur des cadres régionaux tels que la Stratégie régionale africaine de la nutrition, appelant les pays africains à adopter des plans d'action multisectoriels en matière de nutrition, des budgets et des mécanismes de suivi des dépenses afin que la nutrition soit efficace.

En approuvant le thème de l'année, les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'importance de la nutrition, en particulier de la nutrition de l'enfant, en tant qu'élément essentiel du développement du capital humain et de la transformation sociale et économique de l'Afrique. Ils ont encouragé tous les États Membres à continuer de donner la priorité à la nutrition en mettant en œuvre les priorités énoncées dans le plan d'action pour l'année.

L'attention et les investissements accrus dans la nutrition aux niveaux continental et national ont entraîné une diminution de la part de l'Afrique dans la population mondiale sous-alimentée, qui est passée de 35,5 % en 1990 à 22 % en 2019, selon le Rapport continental sur le coût de la faim en Afrique (COHA).¹⁶ Malgré ces améliorations, les efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition sur le continent doivent être intensifiés afin que les États membres de l'Union africaine atteignent l'objectif fixé par la Déclaration de Malabo de réduire le retard de croissance à 10 % et l'insuffisance pondérale à 5 % d'ici 2025. Le rapport mondial sur les crises alimentaires *du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire* (FSIN, 2021) indique que la malnutrition reste un défi en Afrique, le continent ayant certains des cas de malnutrition les plus élevés au monde : il compte plus de 90 % de tous les enfants souffrant de retard de croissance, plus de 90 % des enfants souffrant d'émaciation et plus de 70 % des enfants en surpoids dans le monde entier.

Le thème de l'Union africaine pour 2022 reconnaît qu'il est nécessaire d'adopter une approche multisectorielle pour lutter contre la malnutrition ; en effet, ses causes sous-jacentes sont multiples et le continent est confronté à de nombreux défis environnementaux tels que le changement climatique, les sécheresses et inondations récurrentes, les épidémies de ravageurs et de maladies, les conflits, les catastrophes naturelles, la production alimentaire insuffisante, les restrictions commerciales et la participation insuffisante des femmes et des jeunes à l'agriculture.

Afin d'atteindre les objectifs du thème 2022 sur la nutrition, l'Union africaine s'est engagée à renforcer la gestion des données et les systèmes d'information, ainsi qu'à générer et à diffuser des connaissances afin d'éclairer la prise de décision. Cela sera réalisé grâce à des efforts de plaidoyer accrus visant à accroître l'engagement et l'investissement dans la nutrition. L'Union africaine s'emploiera également à renforcer les capacités institutionnelles et à organiser des forums et des ateliers afin de promouvoir une action harmonisée et cohérente et de faciliter des partenariats et des discussions transparents sur la responsabilité mutuelle avec les parties prenantes. En intensifiant ses efforts et en obtenant des engagements de la part des États membres, l'Union africaine vise à garantir que les objectifs en matière de nutrition et de sécurité alimentaire énoncés dans la Déclaration de Malabo seront atteints d'ici 2025.¹⁷

Le thème pour 2022 était dirigé par le Département de la santé, des affaires humanitaires et du développement social de la Commission de l'Union africaine, en étroite collaboration avec le

¹⁶ https://au.int/sites/default/files/documents/41660-doc-COHA_CONTINENTAL_REPORTEnglish20211.pdf

¹⁷ <https://au.int/en/articles/2022-declared-year-nutrition>

Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable, le Département de l'éducation, de la science, de la technologie et l'AUDA.

Pour atteindre son objectif sur le thème de l'année, l'Union africaine s'est engagée à :

- évaluer et faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements de l'Union africaine en matière de nutrition aux niveaux continental, régional et national ;
- faciliter un dialogue global et inclusif entre toutes les parties prenantes et les décideurs politiques concernés, y compris les parlementaires, les organisations de la société civile (telles que les groupes de femmes, les groupes de jeunes, les organisations d'agriculteurs, les institutions et associations professionnelles et universitaires), le secteur privé et les organisations internationales, afin de mettre en place une plateforme multisectorielle. Cette plateforme visera à déterminer des solutions pratiques et des pistes afin d'accélérer l'obtention de résultats ;
- faciliter le partage des connaissances et des expériences entre les États membres de l'Union africaine et par le biais du cadre de coopération Sud-Sud, afin de favoriser la responsabilité collective et de renforcer l'appropriation du programme alimentaire et nutritionnel de l'Afrique (tel qu'il est décrit dans la stratégie régionale africaine pour la nutrition et le Cadre du programme global de développement de l'agriculture africaine) ;
- faciliter le dialogue avec les partenaires stratégiques de l'Afrique afin d'obtenir un engagement manifeste en faveur de la nutrition et veiller à ce que les programmes soient alignés sur un plan d'action cohérent et mutuellement responsable.

Thème de l'année – activités à ce jour

Un certain nombre d'initiatives ont été mises en œuvre avant et après le lancement du thème annuel de 2022, guidées par une feuille de route convenue et soutenue par les États membres de l'Union africaine et la Commission de l'Union africaine. Voici quelques-uns des points saillants de ces activités, tant au niveau continental que national :

- En septembre 2022, la 13^e Taskforce africaine sur le développement de l'alimentation et de la nutrition a lancé l'Année de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'Union africaine, parrainée par le gouvernement du Botswana et le ministre de la Santé en partenariat avec le Groupe de l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD. Après le lancement, des visites de terrain ont été organisées afin d'évaluer les heures de repas des élèves des écoles primaires et secondaires et de recueillir des informations concernant les meilleures pratiques en matière d'approvisionnement et de gestion des denrées alimentaires dans les écoles.
- Le gouvernement fédéral du Nigeria a organisé une conférence nationale de trois jours sur les données, afin de faire progresser la chaîne de valeur des données nutritionnelles du pays. Les séances plénières se sont concentrées sur les questions de données intersectorielles ; en outre, le directeur général de l'AUDA-NEPAD a lancé un appel à l'action pour l'Année de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'Union africaine.

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

- Le 24 août 2022, le Parlement panafricain a organisé un atelier en Afrique du Sud. Cet atelier a réuni la Commission de l'Union africaine, l'AUDA et la FAO dans le but de sensibiliser et d'informer les parlementaires africains. L'atelier visait à sensibiliser au niveau national, à partager l'expérience et les bonnes pratiques et à progresser vers l'élaboration d'une loi type sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a accueilli une réunion technique de deux jours en décembre 2022 ; elle a rassemblé plus de 40 États membres de l'Union africaine qui ont également partagé les progrès et les défis dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda Afrique2063. Cet événement a abouti à la Déclaration d'Abidjan visant à accélérer les investissements et à améliorer la coordination des efforts multisectoriels, multiniveaux et multipartites afin de faire progresser les résultats en matière de nutrition et de sécurité alimentaire en Afrique.
- Des événements de lancement de haut niveau ont été organisés dans plusieurs pays membres afin de renforcer l'engagement en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire. La République du Botswana, la République de Côte d'Ivoire, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République fédérale du Nigeria et la République unie de Tanzanie figurent parmi les pays membres ayant organisé des événements de haut niveau.

3.3 IMPACT DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE LOCALE SUR L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION, DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE ET DES RESULTATS D'APPRENTISSAGE CHEZ LES ÉCOLIERS

Des données probantes récentes montrent que les gouvernements du monde entier investissent de plus en plus dans des programmes scolaires visant à améliorer la santé et la nutrition des enfants et des adolescents. 418 millions d'écoliers dans le monde bénéficient maintenant de ces programmes, essentiellement grâce à des fonds nationaux. La même tendance s'observe en Afrique : 65 millions d'écoliers bénéficient de tels programmes, financés principalement au niveau national, malgré l'émergence d'une crise alimentaire et le resserrement de l'espace budgétaire résultant de la crise de la COVID-19. L'augmentation de la faim, due à des facteurs tels que la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le changement climatique et son impact sur l'agriculture, ainsi que le conflit en Ukraine, met en évidence la nécessité de disposer de systèmes alimentaires organisés. Les quelque 50 milliards de dollars de dépenses mondiales consacrées aux programmes d'alimentation scolaire représentent une occasion précieuse d'assurer l'avenir des enfants du monde entier. Pour exploiter pleinement ce potentiel, il est essentiel de mieux comprendre les liens entre la production agricole et les régimes alimentaires de qualité dont les enfants et les adolescents ont besoin pour s'épanouir. Pour cela, il est nécessaire d'adopter une nouvelle vision de l'agriculture et de l'alimentation scolaire donnant la priorité à la souveraineté alimentaire, à la biodiversité et à la sensibilité au climat. Alors que les pays cherchent à reconstruire leurs programmes scolaires de santé et de nutrition, ils se concentrent de plus en plus sur des systèmes agricoles plus respectueux du climat et de la biodiversité et plus appropriés au

niveau culturel. La plateforme d'alimentation scolaire permet de promouvoir des systèmes alimentaires durables et intelligents sur le plan climatique, favorisant une meilleure nutrition et des régimes alimentaires diversifiés.

Cette section examine les données probantes disponibles et les lacunes au niveau des connaissances concernant l'impact de l'alimentation scolaire locale sur les résultats scolaires, l'état nutritionnel, la santé et le développement de l'enfant.

Comme le souligne le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*,¹⁸ la communauté mondiale reconnaît le rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire dans le soutien de la santé et du développement des enfants et des adolescents âgés de 5 à 19 ans. Un changement de paradigme s'est produit en faveur de l'investissement consacré aux enfants tout au long des 8 000 premiers jours de vie (environ jusqu'à 21 ans). La période s'étendant de la conception à l'âge de 2 ans, appelée les 1 000 premiers jours, est essentielle à la santé et au développement de l'enfant. De nombreux pays mettent l'accent sur cette période ; cependant, il est également important de soutenir la santé et la nutrition pendant les 7 000 jours suivants, afin de maintenir les premiers bénéfices, de rattraper les déficits et de traiter les phases de vulnérabilité, en particulier la puberté, la poussée de croissance et le développement du cerveau durant l'adolescence. Les programmes de santé et de nutrition scolaires offrent aux gouvernements d'importantes possibilités d'intervenir de manière rentable au cours de la période de 7 000 jours qui suit.

L'investissement dans le capital humain, c'est-à-dire la somme de la santé, des compétences, des connaissances et de l'expérience d'une population, est essentiel pour que les individus réalisent pleinement leur potentiel et contribue à la croissance nationale et au développement économique.

Au cours de la dernière décennie, l'alimentation scolaire est devenue la principale composante d'un ensemble essentiel d'interventions en milieu scolaire, ainsi que d'autres activités importantes telles que le déparasitage ou la supplémentation en micronutriments. Cela est dû à la généralisation de l'alimentation scolaire : presque tous les pays fournissent de la nourriture à leurs écoliers et 418 millions d'enfants en bénéficient dans le monde. En outre, les communautés accordent souvent une plus grande priorité à l'alimentation scolaire qu'à d'autres interventions en milieu scolaire.

La santé et l'apprentissage des enfants jouent un rôle essentiel dans le développement du capital humain. Une population bien nourrie, en bonne santé et éduquée constitue le fondement de la croissance et du développement économique (Gatti et al., 2018). En outre, 25 des 30 pays ayant l'indice de capital humain le plus bas sont des pays à faible revenu d'Afrique. Pour un grand nombre de ces pays, le sous-investissement dans le capital humain entraîne une perte de potentiel économique considérable à long terme. L'Indice du capital humain pour l'Afrique place la région à 40 % de son potentiel (World Bank, 2019). Les estimations montrent que le PIB africain pourrait être 2,5 fois plus élevé si les points de référence en matière de capital humain pour la santé et l'éducation étaient atteints.

Le développement du capital humain exige non seulement une éducation de haute qualité, mais également une bonne santé et une bonne nutrition afin que les enfants et les adolescents puissent grandir et participer efficacement et apprendre à l'école. L'amélioration de la santé et de la nutrition des

¹⁸ À paraître en mars 2023.

écoliers peut avoir un effet transformateur sur le reste de leur vie. Les enfants bénéficiant d'une alimentation adéquate ont de meilleurs résultats scolaires, ce qui se traduit par des revenus et des performances plus élevés à l'âge adulte. Cette transformation se perpétue à la génération suivante grâce à l'amélioration de la santé et de la nutrition, brisant ainsi le cycle intergénérationnel de la malnutrition et favorisant un cycle à long terme de croissance économique et de progrès.

L'alimentation scolaire issue de la production locale vise à élargir les avantages de l'alimentation scolaire en générant des résultats positifs pour l'agriculture et le développement communautaire, notamment en incorporant davantage d'aliments locaux et en renforçant la souveraineté alimentaire dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.



PAM/Arete/Fredrik Lerneryd

Environ trois milliards de personnes ont une alimentation de mauvaise qualité contenant une quantité insuffisante de calories, de vitamines et de minéraux nécessaires ou une quantité excessive d'énergie, de graisses saturées, de sel et de sucre (Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition, 2016). Dans de nombreux pays, la majorité de la population ne peut tout simplement pas se permettre d'avoir une alimentation nutritive : dans certaines régions du Ghana, de Madagascar et du Mozambique, plus de 70 % des ménages n'ont pas accès à une alimentation nutritive (Development Initiatives, 2018). Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus de la moitié des jeunes femmes et des adolescentes ne peuvent pas satisfaire leurs besoins en micronutriments (Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition, 2016). Parallèlement, les taux de surcharge pondérale et d'obésité augmentent

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

dans le monde entier, et plus rapidement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. De 2000 à 2016, la proportion d'enfants en surpoids âgés de 5 à 19 ans dans le monde est passée de 1 sur 10 à près de 1 sur 5 (WHO, 2020). Les recherches suggèrent que la dénutrition, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation sont étroitement liées à la nutrition précoce, à la diversité alimentaire, aux environnements alimentaires et aux facteurs socioéconomiques (Hawkes et al., 2020).

Les programmes de santé et de nutrition scolaires comprenant des programmes d'alimentation scolaire bien conçus peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le double fardeau de la malnutrition grâce à des programmes sensibles à la nutrition, des liens avec l'agriculture, l'éducation nutritionnelle et la fourniture de régimes alimentaires sains. Les écoles offrent une plateforme exceptionnellement rentable pour améliorer la nutrition des enfants. Cette approche globale de l'école, intégrant la santé et la nutrition scolaires, doit inclure toutes les composantes du système éducatif : les politiques scolaires, l'environnement physique et social, les programmes formels et informels, les parents et les communautés scolaires, ainsi que les services de santé scolaire. Les programmes d'alimentation scolaire constituent un élément essentiel de l'ensemble des interventions en matière de santé et de nutrition scolaires ; celles-ci comprennent également la supplémentation en micronutriments, le dépistage de la malnutrition, la vaccination, les services de santé sexuelle et génésique, le soutien à la santé mentale et les dispositions relatives à la santé menstruelle, notamment (UNESCO et al., 2020). Plusieurs études ont démontré la rentabilité potentielle de telles interventions (Aurino et al., 2018; WHO, 2020).

Les programmes d'alimentation scolaire doivent aller au-delà de la fourniture d'une alimentation acceptable au niveau culturel, adéquate sur le plan nutritionnel, diversifiée, équilibrée et saine. Il est également essentiel de s'assurer que les aliments sont servis dans un environnement sain et que les élèves disposent d'eau potable. Le personnel doit aider les élèves à pratiquer une hygiène adéquate des mains (WHO, 2018). En outre, les programmes d'alimentation scolaire doivent être intégrés à l'éducation sanitaire en mettant l'accent sur la promotion d'habitudes alimentaires saines et nutritives, la réduction de la consommation de sucre et de sel (WHO, 2021) ; la promotion de l'activité physique ; et la fourniture d'un dépistage, de conseils et d'un soutien aux élèves souffrant de problèmes tels que l'anémie, l'insuffisance pondérale ou le surpoids.

Afin que les générations futures puissent atteindre leur plein potentiel, les programmes de santé et de nutrition à l'école doivent constituer une priorité (Bundy et al., 2018). Le système éducatif est particulièrement bien placé pour promouvoir la santé des enfants et des adolescents dans les communautés défavorisées ne disposant pas de systèmes de santé adéquats. Les écoles sont plus nombreuses que les établissements de santé dans tous les contextes de revenus, en particulier dans les zones rurales et pauvres (Bundy, 2017) ; c'est pourquoi l'école est une plateforme idéale pour atteindre un grand nombre d'enfants et d'adolescents et joue un rôle essentiel dans les efforts de développement en améliorant la santé et la nutrition des enfants et des adolescents, ainsi qu'en leur apportant une éducation. Les écoles constituent une opportunité unique pour intégrer la santé et la nutrition de manière durable et évolutive (Bundy, 2017).

3.4 IMPACT DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE LOCALE SUR L'AGRICULTURE ET LES SYSTEMES ALIMENTAIRES

Au niveau mondial, la transformation des systèmes alimentaires est apparue comme une approche durable pour atteindre les cibles des ODD concernant la faim. En Afrique, les gouvernements établissent des systèmes alimentaires durables et résilients pour nourrir plus de 140 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sur le continent.¹⁹ Des données probantes indiquent que l'alimentation scolaire issue de la production locale peut renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux grâce à ses liens avec l'économie locale, en particulier pour les petits exploitants agricoles.

Cette section met en évidence l'impact de l'alimentation scolaire issue de la production locale sur les petits exploitants agricoles et le rôle qu'elle peut jouer dans le renforcement des systèmes alimentaires locaux. Elle examine également les voies et processus théoriques par lesquels ces programmes pourraient contribuer à transformer les systèmes alimentaires plus largement.

3.4.1 L'alimentation scolaire issue de la production locale et les petits exploitants agricoles

Bien que des données probantes significatives montrent l'impact de l'alimentation scolaire issue de la production locale sur l'éducation, la santé et la nutrition (Bundy et al., 2009; Drake et al., 2016), les données probantes disponibles concernant les résultats agricoles sont plus limitées. Cependant, il existe un nombre croissant de recherches sur l'impact de la modalité sur le développement agricole local (Bundy et al., 2017; Sumberg & Sabates-Wheeler, 2011).

Depuis l'adoption de l'alimentation scolaire locale en 2003 (African Union Commission and African Union Development Agency-NEPAD, 2022), les gouvernements ont réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de ces programmes. À l'heure actuelle, plus de 20 pays mettent en œuvre des programmes nationaux d'alimentation scolaire²⁰, le Botswana, le Ghana et le Nigéria étant parmi les pays les plus avancés (AUDA-NEPAD, 2020). Cet intérêt croissant est lié au fait que ces programmes peuvent renforcer la productivité agricole locale ; accroître les moyens de subsistance ; et réduire l'insécurité alimentaire, car la demande d'aliments scolaires est satisfaite par les communautés locales et les petits exploitants agricoles, représentant plus de 50 % de la main-d'œuvre agricole sur le continent.²¹

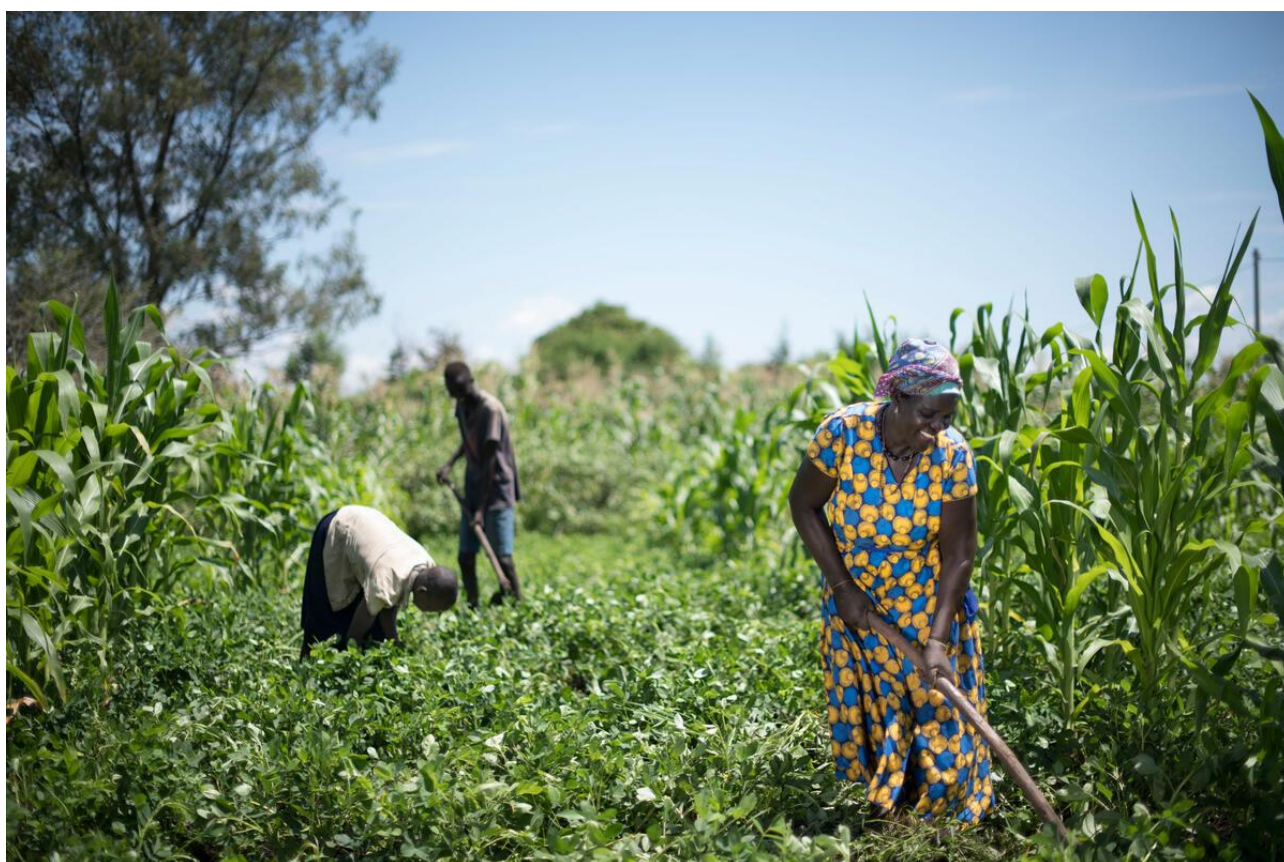
L'adoption généralisée de programmes d'alimentation scolaire permet aux gouvernements africains d'investir dans les chaînes de valeur agricoles ; en effet, les écoles constituent un marché tout trouvé pour les petits exploitants agricoles, notamment les femmes et les jeunes. Actuellement, 65,9 millions d'écoliers bénéficient de l'alimentation scolaire chaque jour en Afrique (voir chapitre 1, figure 1.1), ce qui représente un marché inexploité pour les producteurs locaux. Des données probantes montrent que

¹⁹ <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/worsening-hunger-crisis-could-threaten-africas-stability>

²⁰ <https://au.int/en/pressreleases/20210301/homegrown-school-feeding-game-changer-africas-school-children>

²¹ <https://www.ifad.org/thefieldreport/>

l'alimentation scolaire locale peut générer des multiplicateurs de revenus pour les petits exploitants agricoles et l'économie locale. En outre, ces programmes contribuent à stabiliser les moyens de subsistance, ce qui entraîne la création d'actifs et des investissements et la réduction de l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives (Masset & Gelli, 2013). Cependant, le niveau et la répartition des avantages soulignés à la figure 3.1 pour les petits exploitants agricoles dépendent des stratégies, des politiques et des procédures d'approvisionnement, ainsi que du ciblage des petits exploitants agricoles et du volume de la demande d'aliments scolaires (Sumberg & Sabates-Wheeler, 2011). L'élaboration de politiques et de procédures de passation de marchés peut avoir un impact significatif sur l'économie au sens large, en bénéficiant indirectement aux personnes à la recherche d'un emploi, aux fournisseurs de biens et de services non alimentaires tels que le charbon de bois, le bois de chauffage, les articles d'hygiène de base, les activités d'éducation ou de formation, ainsi qu'à d'autres acteurs de la chaîne alimentaire. Par exemple, en moyenne, pour 100 000 écoliers nourris, 757 emplois ont été créés (chapitre 1, figure 1.8).



PAM/Ouganda/Hugh Rutherford

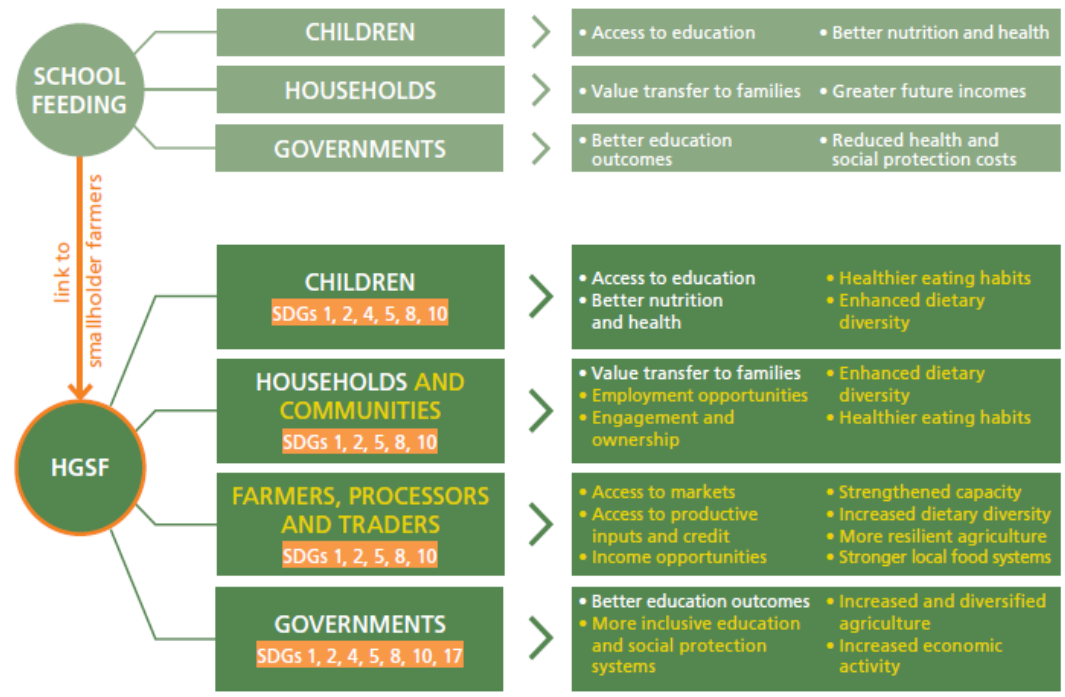
La conception et la portée de l'alimentation scolaire issue de la production locale continuent de varier dans chaque pays, en fonction de la manière dont les contextes spécifiques des programmes influencent les liens entre la production locale et les écoles. Dans des pays tels que la Zambie (étude de cas 3.1) où des jardins scolaires sont intégrés au programme, les programmes sont utilisés comme plateformes d'apprentissage pour les enfants et les communautés afin de mieux comprendre les risques et l'impact

du changement climatique et les stratégies d'adaptation. Ils sont également utilisés pour transmettre aux élèves des compétences et des connaissances concernant la diversité alimentaire, l'agriculture et les questions environnementales (Hunter et al., 2020). Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale pourraient également contribuer à lutter contre le changement climatique grâce à leurs chaînes d'approvisionnement courtes et durables, les aliments étant achetés localement, et à promouvoir la consommation d'aliments frais.

Malgré les avantages évidents offerts par l'alimentation scolaire issue de la production locale, les petits exploitants agricoles en Afrique sont toujours confrontés à de nombreux défis tout au long de la chaîne de valeur. Ils manquent de connaissances sur les pratiques de production, souffrent de l'insuffisance des installations de stockage, sont confrontés à des procédures d'approvisionnement inéquitables et disposent d'un pouvoir de négociation limité, en particulier concernant les produits périssables.

Bien qu'il soit souvent reconnu que l'alimentation scolaire issue de la production locale est un modèle mutuellement bénéfique pour l'ensemble de la chaîne de valeur de l'alimentation scolaire (étude de cas 3.2), offrant aux agriculteurs familiaux des possibilités accrues de participation et améliorant l'accès aux marchés et aux opportunités génératrices de revenus, les preuves empiriques montrant les avantages économiques pour les petits exploitants et les organisations locales d'agriculteurs restent rares.

Figure 0.2 Bénéficiaires et avantages potentiels de l'alimentation scolaire et de l'alimentation scolaire issue de la production locale



Source : FAO et PAM (2018)

Afin de tirer pleinement parti des avantages de l'alimentation scolaire issue de la production locale, les petits exploitants agricoles doivent pouvoir fournir de la nourriture en quantité et en qualité suffisantes.

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

Deux facteurs peuvent faciliter un approvisionnement stable en nourriture au niveau communautaire : premièrement, la participation des organisations communautaires à la gestion du programme peut aider à déterminer les agriculteurs pouvant fournir de la nourriture en temps voulu et de manière adéquate ; deuxièmement, selon un modèle adopté par le PAM, l'approvisionnement peut être organisé par le biais de contrats avec des associations/coopératives d'agriculteurs plutôt qu'avec des agriculteurs individuels, ce qui augmente la probabilité de fournir de la nourriture en quantité nécessaire et d'obtenir un approvisionnement stable (Masset & Gelli, 2013).

Étude de cas 0.3 Accroître l'accès à des aliments nutritifs pour les élèves grâce à la technique agricole innovante de la culture hydroponique utilisée par les petits exploitants agricoles en Zambie^{22 23}

À propos de l'innovation

L'hydroponie est un sous-ensemble de l'horticulture appelé hydroculture ; elle se caractérise par la culture de plantes dans l'eau, sans terre, à une température et une humidité régulée. L'eau est enrichie en nutriments et les racines de la plante sont soutenues par un support fixe afin qu'elles restent en place. L'innovation consiste à répondre aux besoins physiologiques de la plante sans utiliser de terre ni la lumière naturelle du soleil. Cette technique suscite un intérêt croissant en raison de la pénurie de terres et d'eau dans l'agriculture conventionnelle. Dans un système conventionnel, les graines commencent à germer lorsque les conditions d'humidité, d'air, de température et de lumière sont réunies. La majeure partie de l'énergie des nutriments stockés dans la graine est utilisée pour le développement des racines, tandis qu'une quantité limitée est utilisée pour la croissance de la pousse. En hydroponie, les conditions favorables sont réunies pour que les nutriments stockés dans la graine soient utilisés pour le développement de la pousse, ce qui rend la technique plus efficace. L'avantage de cette méthode par rapport à l'agriculture conventionnelle est qu'elle permet de contrôler les conditions climatiques et la nutrition des plantes, d'augmenter la production et la prévisibilité des récoltes de produits de haute qualité ne dépendant pas des saisons des cultures ou des pluies et pouvant être mises à l'échelle.

En Zambie, un système de culture en eau profonde comportant des réservoirs en briques et mortier dans une serre a été mis en place. Les lits flottants ont été recouverts de feuilles de plastique et les plantes ont été ancrées dans des pots en filet à l'intérieur de plaques de polystyrène.

Contexte

La Zambie est un grand pays riche en ressources, comptant un peu moins de 19 millions d'habitants (2021). Cependant, la pauvreté demeure un problème important : 47,9 % des habitants

²² <https://wfpinnovation.medium.com/south-south-cooperation-two-countries-four-teams-and-a-shared-journey-towards-zero-hunger-94f7c184ee3e>

²³ <https://www.wfp.org/stories/african-school-feeding-day-hydroponics-school-meals-zambia-nutrition>

souffrent de pauvreté multidimensionnelle, tandis que 23,9 % supplémentaires sont classés comme vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle.²⁴

Les prix et les disponibilités alimentaires de la Zambie dépendent fortement de la saisonnalité, ce qui entraîne des périodes d'insécurité alimentaire. Pendant ces périodes de sécheresse, les prix élevés des aliments entraînent une augmentation des coûts de fonctionnement des programmes d'alimentation scolaire, ce qui conduit à une réduction des quantités de nourriture ou une diminution de la qualité de la nourriture consommée par les élèves.

Le programme national d'alimentation scolaire de la Zambie vise à encourager la fréquentation scolaire, à améliorer l'accès à l'éducation et à contribuer à l'état nutritionnel des enfants scolarisés ; environ 1,9 million d'enfants en bénéficient dans le pays.

L'expérience zambienne

Le ministère de l'Éducation et le PAM ont établi un partenariat et mis en place des jardins hydroponiques dans les écoles zambiennes afin d'améliorer la valeur nutritionnelle des repas scolaires grâce à une plus grande diversité de l'alimentation. Le programme a inclus les écoliers ayant appris les techniques hydroponiques pratiquées dans les serres de l'école, afin qu'ils partagent leurs nouvelles connaissances avec leurs communautés. Ces programmes ont permis d'économiser de l'eau par rapport aux quantités utilisées dans les systèmes agricoles conventionnels ; de réduire l'utilisation des terres, car la culture hydroponique nécessite moins d'un quinzième de l'espace nécessaire aux systèmes conventionnels ; et de diminuer le temps de croissance des différentes cultures. Le projet de jardins hydroponiques dans les écoles vise à : (1) améliorer la production d'aliments nutritifs dans les écoles grâce à des méthodes agricoles innovantes et durables et contribuer ainsi à améliorer la nutrition des enfants ; (2) améliorer l'accès des élèves à des aliments frais et contribuer à l'éducation alimentaire et nutritionnelle ; (3) transmettre des connaissances et des compétences sur les technologies hydroponiques ; et (4) diversifier les sources de revenus des écoles en vendant les produits excédentaires récoltés dans les jardins.

Le projet de jardins hydroponiques a été étendu à environ 71 écoles dans 16 districts sujets aux catastrophes et a bénéficié à plus de 45 000 élèves (2022). Différents légumes ont été produits dans les jardins scolaires et ont été utilisés dans les programmes d'alimentation scolaire afin d'améliorer les repas. Le surplus a été vendu aux communautés voisines afin de générer des revenus pour couvrir les coûts opérationnels des jardins hydroponiques et pour acheter des éléments supplémentaires tels que du sel et de l'huile végétale pour les activités relatives à l'alimentation scolaire. Cela s'est avéré particulièrement important pendant les saisons sèches, lorsque les prix des denrées alimentaires étaient élevés et a permis aux écoles d'obtenir des revenus très nécessaires. Par exemple, dans l'une des écoles primaires de Gwembe, une ville de la province méridionale de Zambie comptant environ 1 288 élèves, la communauté a aidé l'école à

²⁴ <https://hdr.undp.org/content/2022-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>

construire une serre. Un comité de gestion de l'opération, composé d'enseignants, de membres de la communauté et d'élèves, a été mis en place. L'école a ensuite produit 787 kg de légumes, dont 474 kg ont été utilisés pour les repas ; les 313 kg restants (environ) ont été vendus à la communauté locale et ont généré 231 dollars. Cet argent a été utilisé pour soutenir les activités relatives à l'alimentation scolaire dans l'école. L'engagement de la communauté locale contribue à la durabilité de l'initiative grâce à la transmission des connaissances aux membres de la communauté, qui mettent ensuite en place des serres à petite échelle dans leurs foyers. Leur participation permet également de mobiliser les coûts initiaux de mise en place de l'innovation afin d'éclairer la planification et de gérer les attentes. Le succès de cette initiative a été partagé avec d'autres pays africains en tant que méthode testée pour améliorer les avantages nutritionnels des programmes d'alimentation scolaire, en particulier dans les régions où l'eau est rare et où les périodes de sécheresse sont fréquentes.

Étude de cas 0.4 Adapter l'alimentation scolaire issue de la production locale aux défis et aux opportunités locaux tout en conservant ses éléments constitutifs essentiels : enseignements tirés du Nigéria

Supervision du programme d'alimentation scolaire au Nigéria

Le suivi de la supervision du programme national d'alimentation scolaire issue de la production locale du Nigéria comprend soit des visites dans les écoles, soit des discussions virtuelles avec des groupes cibles ou des entretiens avec les acteurs de la chaîne de valeur du programme d'alimentation scolaire. Ce suivi est effectué par les ministères compétents et souvent complété par des partenaires et des parties prenantes. Récemment, les plans de suivi ont été approuvés par les responsables de l'éducation et de la santé des gouvernements locaux et mis en œuvre par la Fondation pour la promotion de la protection et du développement de l'enfance au Nigéria. Les acteurs du programme interrogés dans le cadre du suivi sont des directeurs d'école, des enseignants du primaire (du CP au CE2), des vendeurs de produits alimentaires, des responsables de la santé, des élèves du primaire (du CP au CE2), des agrégateurs du gouvernement local, des membres du Comité de gestion du conseil d'État et des parents.

Objectifs

En consultation avec les responsables de l'éducation et de la santé du gouvernement local, l'équipe de suivi effectue une visite de contrôle afin d'évaluer les objectifs suivants :

- qualité et quantité des aliments et évaluation du menu et de son adéquation ;
- évaluer les fournisseurs de denrées alimentaires en matière de gestion, de santé et de sécurité alimentaire ;
- impact du programme d'alimentation scolaire sur l'assiduité et l'état nutritionnel.

Résultats

Les directeurs ont participé au suivi de la portée du programme d'alimentation scolaire en enregistrant la participation des élèves au programme. Ils n'ont pas participé à la sélection des fournisseurs et devaient participer davantage à la détermination et à l'évaluation de la qualité des aliments fournis. Les gouvernements locaux ont conçu et fourni le menu alimentaire et ont déterminé les fournisseurs après vérification. Ces vendeurs de produits alimentaires collectent certaines denrées alimentaires auprès des autorités locales et achètent des produits que les autorités locales ne peuvent pas fournir. Les menus alimentaires semblaient bien équilibrés et suffisants pour les élèves : haricots et bananes plantains, riz blanc et ragoût de légumes, riz Jollof et viande, potée d'igname et poisson, pain et ragoût de poisson. Le poisson et la viande étaient servis deux fois par semaine et les œufs une fois par semaine. De l'eau potable était fournie avec la nourriture. Ces produits alimentaires variaient en fonction de la saisonnalité et du prix des produits de substitution tout au long de l'année. Les autorités locales ont également fourni des gamelles, mais les parents ont dû les compléter car le nombre d'élèves participant au programme était plus élevé que prévu. Le programme d'alimentation scolaire était inspecté régulièrement par des agents de santé qui avaient également formé les vendeurs de produits alimentaires en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire.

Observations

- Les écoles étaient disposées à suivre l'état nutritionnel des enfants participant au programme d'alimentation scolaire
- Le programme d'alimentation scolaire a permis aux élèves de fréquenter l'école régulièrement et d'être à l'heure
- La qualité et la quantité des aliments variaient en fonction des changements au niveau des prix des aliments
- Le programme d'alimentation scolaire proposait un menu adéquat et équilibré
- La demande pour le programme d'alimentation scolaire était plus importante que prévu
- La santé et la sécurité alimentaires étaient incluses dans le programme
- Certains parents se méfiaient de la nourriture servie dans le cadre du programme
- Le programme d'alimentation scolaire a exclu les élèves de l'enseignement primaire inclusif, situé dans la même enceinte que les écoles primaires ordinaires
- Le comité de gestion du conseil d'État/les parents n'ont pas participé à la gestion du programme d'alimentation scolaire.

Enseignements tirés

- Afin de contrôler efficacement l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur la nutrition, les écoles doivent être formées et dotées d'équipements de suivi de la croissance
- Les directeurs, les enseignants, le Comité de gestion du Conseil d'État et les parents doivent être inclus dans la supervision des programmes d'alimentation scolaire

- Les programmes d'alimentation scolaire doivent comporter un volet de sensibilisation, visant à informer les parents des avantages du programme pour les élèves, leur éducation et leur santé
- Le programme doit inclure des jardins scolaires, de l'agriculture et de l'élevage afin d'atténuer l'impact des prix des denrées alimentaires sur la quantité et la qualité des aliments
- Inclure les enfants dans l'élaboration des menus afin de ne pas exclure les enfants allergiques à certains aliments.

3.4.2 L'alimentation scolaire issue de la production locale en tant que catalyseur des systèmes alimentaires locaux

La section précédente a mis l'accent sur les différentes approches par lesquelles l'alimentation scolaire issue de la production locale peut bénéficier aux petits exploitants agricoles. Cette section se concentre sur la manière dont ces avantages peuvent s'étendre au-delà des petits exploitants agricoles afin de construire de meilleurs systèmes alimentaires locaux (voir la figure 3.2 pour connaître les voies potentielles permettant de bénéficier aux systèmes alimentaires locaux). Les recherches suggèrent que cette approche peut avoir des impacts positifs en aval sur la diversité alimentaire et les résultats économiques et sociaux pour les producteurs participants (Borelli et al., 2021).

Les agriculteurs sont plus enclins à diversifier leur production lorsqu'ils ont l'assurance que leurs récoltes seront achetées à un prix équitable par les écoles (Gina et al., 2022). L'approvisionnement local des programmes d'alimentation scolaire favorise l'agrobiodiversité et permet de relancer ou de promouvoir l'utilisation d'espèces négligées et sous-utilisées. Par exemple, au Kenya, dans le cadre du projet « Biodiversité pour l'alimentation et la nutrition », une approche de type « École d'entrepreneuriat agricole » a été adoptée afin de responsabiliser les agriculteurs locaux, tout en expérimentant un modèle d'approvisionnement direct de denrées alimentaires²⁵ pour fournir des légumes feuilles indigènes africains tels que l'amarante, la crotalaire, la plante-araignée, la feuille de niébé et la morelle africaine, pour les repas scolaires. Cela a donné des résultats positifs au niveau des moyens de subsistance des communautés, de la résilience des écosystèmes et de la santé des élèves (Borelli et al., 2021).

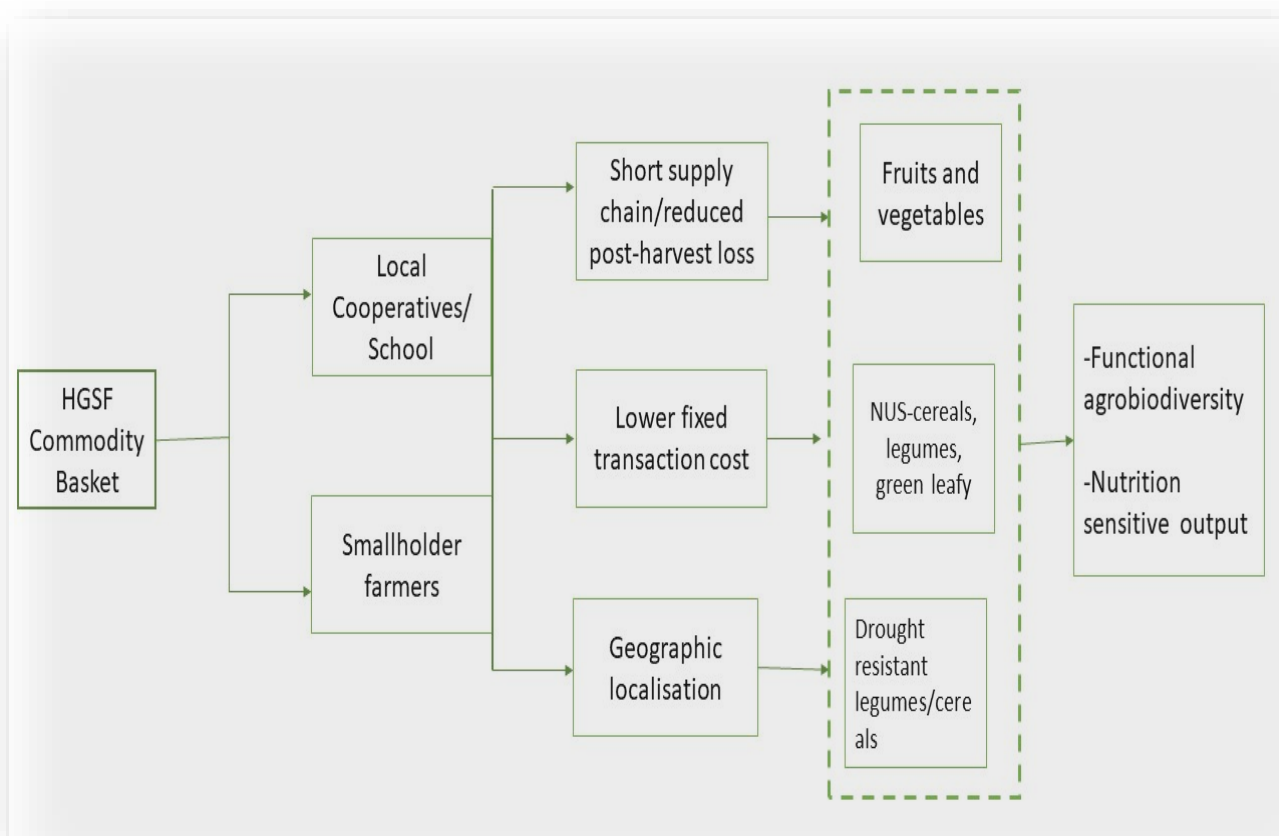
En outre, le gaspillage alimentaire et les coûts de transaction élevés constituent des obstacles au renforcement des systèmes alimentaires. Les pertes après récolte demeurent un défi important pour les agriculteurs du continent : les pertes annuelles sont de l'ordre de 30 % pour les céréales, de 50 % pour les racines et les tubercules et jusqu'à 70 % pour les fruits et légumes (East African Community, 2022). Les installations de stockage agricole restent limitées et la transformation commerciale est rare. L'alimentation scolaire issue de la production locale peut réduire les pertes et le gaspillage après récolte, en raison de la brièveté des chaînes d'approvisionnement (Gelli & Aurino, 2021). Par exemple, au Kenya,

²⁵ Le concept de modèle d'approvisionnement alimentaire direct relie les groupes d'agriculteurs locaux aux écoles/cantines fournissant des repas aux élèves et au personnel. Plusieurs groupes d'agriculteurs se sont rendus dans les écoles locales et ont présenté leurs produits à l'administration et au personnel chargé de la restauration. La plupart des produits alimentaires achetés dans le cadre de ce modèle étaient des denrées périssables.

les agriculteurs ayant participé au projet « Biodiversité pour l'alimentation et la nutrition » ont réduit leurs coûts de transport et ont signalé moins de pertes ; en effet, les groupes d'agriculteurs ont pu cultiver des légumes sur des terres scolaires ou à proximité des écoles. Cela a également fourni aux écoles un approvisionnement frais, fiable et constant en produits de haute qualité, tandis que les agriculteurs ont réduit leurs coûts (Borelli et al., 2021).

De plus en plus de voix s'élèvent pour demander que les menus des repas scolaires basés sur la production locale intègrent des aliments acceptables pour les communautés locales aux niveaux écologique et culturel, d'autant plus que le secteur agricole en Afrique demeure segmenté pour les aliments non céréaliers. Cela souligne l'importance de l'amélioration de l'agrobiodiversité, qui est étroitement liée aux contextes socioécologiques et politiques locaux. Une étude de cas d'un projet pilote dans le comté de Busia, au Kenya, illustre le rôle crucial que joue un environnement politique favorable dans la réussite des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale (Borelli et al., 2021).

Figure 0.3 Voies reliant l'alimentation scolaire issue de la production locale et l'agrobiodiversité



Source : adapté de Singh (2021)

L'une des approches permettant d'accroître la diversité des aliments locaux dans les repas scolaires basés sur la production locale, tout en renforçant la souveraineté alimentaire, consiste à concevoir et à mettre en œuvre des programmes favorisant une participation plus efficace des femmes rurales et

urbaines, ainsi que des producteurs autochtones (Singh, 2021; Singh & Conway, 2021). Les femmes jouent un rôle important dans la conservation et l'utilisation de l'agrobiodiversité et exercent une forte influence sur les aliments traditionnels locaux. Les communautés autochtones jouent également un rôle essentiel dans la préservation de la majorité de la biodiversité mondiale, y compris celle utilisée pour l'alimentation (FAO, 2021).

3.4.3 Goulets d'étranglement potentiels de l'impact de l'alimentation scolaire issue de la production locale sur l'agriculture locale

- Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale sont souvent mis en œuvre dans des zones où il existe un déficit alimentaire et une production insuffisante pour satisfaire le programme. Les programmes ciblent les écoles des régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire, caractérisées par de faibles niveaux de productivité agricole. Dans ces contextes de productivité communs, les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale ne peuvent pas reposer uniquement sur l'initiative des agriculteurs sans investir dans des interventions complémentaires en matière de capacités agricoles. En effet, les agriculteurs vivant dans ces contextes ne peuvent souvent pas augmenter la production pour répondre à la demande de l'alimentation scolaire issue de la production locale.
- Lorsque les agriculteurs sont prêts à augmenter leur production pour accéder à ces nouveaux marchés, les petits exploitants ne disposent pas des capacités nécessaires pour accroître leur production. Cette situation est principalement due au manque d'accès à des crédits abordables et à des intrants et services de qualité en temps voulu, tels que les engrais, les semences, les données pluviométriques, les installations de stockage, etc. Par exemple, le manque d'installations de stockage entraîne d'importantes pertes après récolte, ce qui a un impact sur l'approvisionnement, la production et la rentabilité des denrées alimentaires. Les estimations officielles et agricoles des pertes après récolte variaient, mais allaient de 10 à 30 % pour les légumineuses et les céréales au Kenya à 50 % pour les fruits et légumes frais au Ghana. De plus, à chaque étape de la chaîne de valeur, des aliments étaient perdus en raison de la détérioration ou de l'infestation. Dans les zones d'insécurité alimentaire, ces pertes ont un impact encore plus important sur l'approvisionnement alimentaire.
- La diversification limitée des cultures menace l'alimentation scolaire issue de la production locale. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les petits exploitants agricoles passent des cultures traditionnelles à la monoculture. Par exemple, les agriculteurs kenyans se sont tournés vers la production de maïs ; au Ghana, de nombreux agriculteurs sont passés du millet et du sorgho à la production de riz. Cette tendance à ne planter qu'une seule culture peut exacerber les problèmes de fertilité des sols, en particulier à long terme, et accroître le risque d'insécurité alimentaire dans les régions sujettes à la sécheresse.
- Les services d'extension ne parviennent pas à répondre aux besoins des petits exploitants agricoles. Les ministères de l'Agriculture ont mis en œuvre de nombreuses initiatives de production agricole dans de nombreux pays africains. Toutefois, les gouvernements ne disposent pas du personnel ou

des ressources nécessaires pour fournir à la plupart des petits exploitants agricoles les informations précises et opportunes dont ils ont besoin. Dans certains cas, les systèmes de vulgarisation se concentrent sur les agriculteurs commerciaux au détriment de la collaboration avec les petits exploitants agricoles. Dans certains pays, le rapport entre le personnel de vulgarisation et les agriculteurs est défavorable aux petits exploitants.



PAM/Mohammad Gamal

3.5 LA VOIE A SUIVRE

Pour réussir la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire locale en Afrique, les recommandations suivantes sont proposées :

- sensibiliser les petits exploitants agricoles et les communautés au potentiel du marché alimentaire scolaire et renforcer les relations entre les écoles ou les institutions et communautés concernées ;
- renforcer les capacités des organisations paysannes par la fourniture de connaissances, l'amélioration des capacités de stockage, le crédit, la gestion après récolte, l'accès aux intrants agricoles et la formation aux méthodes agricoles intelligentes face au climat ;

Chapitre 3 | Tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour accélérer l'amélioration de la nutrition, du capital humain, des systèmes alimentaires et du développement social et économique en Afrique

- rationaliser les procédures de passation de marchés afin de mieux répondre aux besoins des petits exploitants agricoles et des organisations agricoles, notamment en simplifiant les exigences en matière d'enregistrement et de documentation ;
- l'accès au financement demeure un obstacle à l'augmentation de la production pour les petits exploitants agricoles du continent. Les États membres doivent donc soutenir l'inclusion financière des petits exploitants et l'accès aux services financiers tels que le crédit et l'assurance. Cela permettra aux petits exploitants d'investir dans l'expansion et la protection de leurs entreprises et d'accroître leur contribution au panier alimentaire des écoles au niveau de la quantité et de la diversité. Les gouvernements doivent également créer un environnement propice à l'investissement du secteur privé et des institutions dans l'alimentation scolaire issue de la production locale.
- les États membres doivent élaborer, mettre en œuvre ou transposer à plus grande échelle des programmes nationaux intégrés d'alimentation scolaire favorisant la santé des enfants (y compris l'EAH), les besoins nutritionnels et les interventions de protection de l'enfance, en ciblant non seulement les 1 000 premiers jours, mais également les 7 000 premiers jours de la vie, afin que les écoliers deviennent des adultes en bonne santé ;
- l'éducation est un pilier clé des indices de développement humain et de capital humain ; le présent rapport recommande la pleine mise en œuvre des engagements en matière d'éducation, y compris l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant ; l'article 11 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ; et l'aspiration 6 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine envisageant « le plein accès à l'éducation, à la formation, aux compétences et à la technologie garanti à la jeunesse africaine », comme indiqué plus en détail dans la CESA 2016-2025. Par conséquent, il est primordial de renforcer la mise en œuvre de programmes complets d'alimentation scolaire dans le cadre de la CESA 16-25 afin d'améliorer le capital humain et de permettre un meilleur accès à l'éducation, d'augmenter les taux de persévérance scolaire et d'améliorer la santé et la nutrition des enfants.
- Les États membres de l'Union africaine sont vivement encouragés à étudier leurs stratégies d'investissement dans l'alimentation scolaire et dans la santé et la nutrition scolaires, y compris leur soutien à l'Initiative pour les données et le suivi de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en convenant d'un ensemble d'indicateurs de base sur l'état nutritionnel des enfants et des adolescents d'âge scolaire et, plus largement, sur l'alimentation scolaire et la santé scolaire. Grâce à ces indicateurs et à des processus, systèmes et capacités de données améliorés, nous pourrions améliorer la qualité des données dans ce domaine afin de mieux suivre les progrès et d'éclairer la prise de décision pour promouvoir le développement du capital humain et une croissance économique à long terme plus durable et inclusive, au sein et par le biais de l'école.

Chapter 4

**L'alimentation scolaire en temps de crise :
l'impact et la réponse à la COVID-19 et aux
crises alimentaires et énergétiques sur la
santé et la nutrition scolaires en Afrique**

Chapitre 4

L'alimentation scolaire en temps de crise : l'impact et la réponse à la COVID-19 et aux crises alimentaires et énergétiques sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique

4.1 INTRODUCTION

Le lien multidimensionnel entre l'éducation, la nutrition, la santé et le développement d'un pays nécessite une approche plus intégrée et systématique de la santé et de la nutrition scolaires, ainsi qu'une action coordonnée pour mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces et multi-composants à grande échelle (UNESCO et al., 2020). Les résultats de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire indiquent des effets positifs significatifs tels qu'une meilleure santé et un meilleur apprentissage, un meilleur potentiel de revenus tout au long de la vie et une productivité économique accrue. Il a été constaté que les interventions en matière d'alimentation scolaire jouaient un rôle déterminant dans l'amélioration de l'accès des écoliers à l'éducation et à de meilleurs résultats d'apprentissage, la réduction de la malnutrition et la lutte contre les carences en micronutriments grâce à un apport accru de régimes alimentaires diversifiés, nutritifs, sains et durables (UNESCO et al., 2022).

Cependant, depuis 2020, le monde connaît des défis sans précédent affectant le bon fonctionnement des programmes d'alimentation scolaire et leurs progrès en raison des crises imbriquées et se renforçant mutuellement, résultant des conflits, du changement climatique, du COVID-19, d'un ralentissement économique mondial et de l'affaiblissement de l'économie mondiale alimenté par des tensions géopolitiques croissantes. Les effets cumulatifs de ces incertitudes et d'autres incertitudes croissantes ont exacerbé la crise du coût de la vie dans de nombreux pays.

Le continent africain était déjà confronté à d'énormes défis en termes de résultats d'apprentissage et de développement des compétences avant 2020. Cependant, cette situation a été aggravée par la COVID-19. Les fermetures d'écoles liées à la pandémie et d'autres chocs tels que le changement climatique, les conflits et l'instabilité ont entraîné des pertes d'apprentissage pouvant avoir de graves effets négatifs sur les perspectives de développement à long terme en réduisant les revenus futurs, en diminuant la productivité, en creusant les inégalités et en augmentant le risque de troubles sociaux (World Bank, 2022). L'impact de la COVID-19 s'étant prolongé, en partie à cause de nouveaux variants et de la résurgence du virus dans de nombreux pays, la réouverture des écoles en Afrique a été retardée et s'est déroulée de manière irrégulière. Ces réalités sapent la capacité des gouvernements à garantir la mise en place et le plein fonctionnement de politiques et de programmes sociaux efficaces visant à prévenir et atténuer les effets négatifs des chocs sur les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Les programmes d'alimentation scolaire constituent des interventions essentielles du filet de sécurité sociale pour contrer ces menaces pesant sur la sécurité alimentaire et la nutrition des

enfants, mais également pour soutenir l'investissement du continent dans le capital humain et les aspirations de développement à long terme (WFP, 2020d).

Ce chapitre présente une analyse complète des conséquences de nombreuses crises sur l'alimentation scolaire en Afrique ; il se concentre sur les problèmes récents et actuels tels que la pandémie COVID-19, le changement climatique, les conflits intérieurs, le conflit russo-ukrainien et l'augmentation globale du coût de la vie sur le continent. Le chapitre présente des études de cas de trois pays sélectionnés en Afrique (Côte d'Ivoire, Gambie et Malawi) afin de mettre en évidence non seulement les effets de ces crises multiples sur la santé et la nutrition scolaires, mais également les réponses des gouvernements et des partenaires pour atténuer l'impact des crises sur les programmes d'alimentation scolaire. Le chapitre aborde également les enseignements tirés concernant les méthodes d'atténuation potentielles et les prochaines étapes afin de rendre les programmes africains d'alimentation scolaire plus durables et plus résilients.

4.2 EFFET DE LA COVID-19 ET DES CRISES ALIMENTAIRES ET ENERGETIQUES SUR LES ENFANTS

Le monde est confronté à de multiples crises causées par des facteurs tels que la pandémie COVID-19, les conditions météorologiques extrêmes induites par le changement climatique et les conflits. Des chocs tels que les conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine ont également aggravé la situation déjà désastreuse et entraîné une hausse générale du coût de la vie, risquant ainsi d'annuler certains des gains de développement durement acquis au cours des décennies précédentes. En raison de la combinaison de ces défis et d'autres difficultés, il est plus difficile pour de nombreux pays africains d'accéder à des denrées alimentaires, des engrais, des combustibles et des moyens financiers adéquats, pour lesquels ils dépendent fortement de sources extérieures. Le PAM estime que la crise alimentaire mondiale a plongé 23 millions de personnes de moins de 18 ans supplémentaires dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë depuis le début de l'année, ce qui porte à 153 millions le nombre total d'enfants touchés. Cela représente près de la moitié des 345 millions de personnes confrontées à la faim aiguë, selon les données du PAM provenant de 82 pays.²⁶ En conséquence, les capacités des gouvernements à intervenir, à assurer la continuité et le renforcement des programmes sociaux, tels que l'alimentation scolaire, pouvant constituer un outil essentiel pour maintenir les enfants à l'école et pour soutenir l'amélioration des indicateurs nutritionnels et éducatifs, sont affaiblies. Les sections suivantes expliquent l'impact des crises récentes sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique, en particulier les programmes d'alimentation scolaire.

4.2.1 La pandémie COVID-19

La pandémie COVID-19, qui a provoqué diverses catastrophes, a été désignée urgence sanitaire mondiale en 2020. L'Afrique a connu une augmentation substantielle du nombre de cas de COVID-19 en 2021 ; en conséquence, les gouvernements ont intensifié leurs efforts pour lutter contre le virus, notamment par

²⁶ <https://www.wfp.org/news/generation-risk-nearly-half-global-food-crisis-hungry-are-children-say-wfp-african-union>

des fermetures d'écoles, des confinements liés à la COVID-19 et des restrictions de mouvement ayant entraîné la perte de moyens de subsistance et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, tout en affectant l'accès aux denrées alimentaires ainsi que leur disponibilité et leur accessibilité financière. Les conséquences de la pandémie, associées aux effets des chocs induits par le changement climatique, ont exacerbé l'insécurité alimentaire en Afrique. Le continent est confronté à des défis socioéconomiques aggravés par des crises interdépendantes se renforçant mutuellement. La Banque mondiale estime que les fermetures mondiales d'écoles pourraient entraîner la perte d'au moins 10 000 milliards de dollars de revenus au cours de la vie pour cette génération (World Bank, 2020).

Les mesures de confinement liées à la COVID-19, les retards dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et la flambée des prix des denrées alimentaires ont gravement perturbé les services d'alimentation scolaire dans le monde entier ; ceci a réduit à néant les bénéfices obtenus grâce à l'alimentation scolaire, tels que la diminution des taux d'abandon scolaire, la réduction du travail des enfants, l'amélioration de l'éducation et des résultats nutritionnels, notamment. La période de l'après COVID-19 a connu une augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages (Mohamed et al., 2021; Nwosu et al., 2022; Zhang et al., 2022) ; et couplée à d'autres crises en cours, la pandémie a limité l'accès aux repas abordables et équilibrés que les écoles fournissent, ce qui a exacerbé davantage l'insécurité alimentaire croissante et la malnutrition en Afrique.

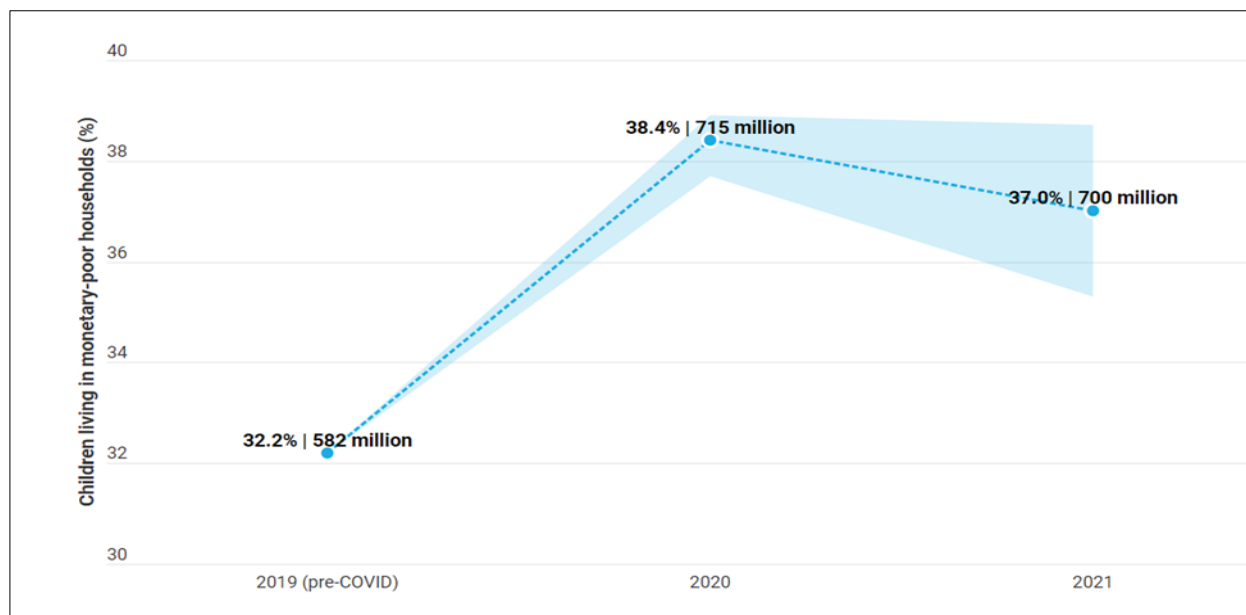


CUA/Eric J. Wagobera

En 2020, l'UNICEF prévoyait que la crise socioéconomique mondiale provoquée par la pandémie pourrait pousser 142 millions d'enfants supplémentaires dans des foyers pauvres monétairement dans les pays en développement. Par conséquent, en l'absence de toute politique d'atténuation, le nombre total

d'enfants vivant dans des ménages pauvres monétairement dans les pays en développement pourrait atteindre un peu plus de 725 millions (figure 4.1). Près des deux tiers de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Alors que les familles perdent leurs sources de revenus en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la COVID-19, des restrictions de circulation et d'autres problèmes connexes, l'économie mondiale est affaiblie, ce qui aggrave la pauvreté monétaire des ménages. Pour les familles les plus pauvres, y compris celles n'ayant pas accès à la protection sociale, la situation est désastreuse. 60 millions d'enfants supplémentaires pourraient vivre dans des ménages pauvres monétairement d'ici la fin de 2021 (UNICEF and Save the Children, 2020).

Figure 0.1 Prévalence et nombre d'enfants vivant dans des ménages pauvres monétairement, 2019-2021



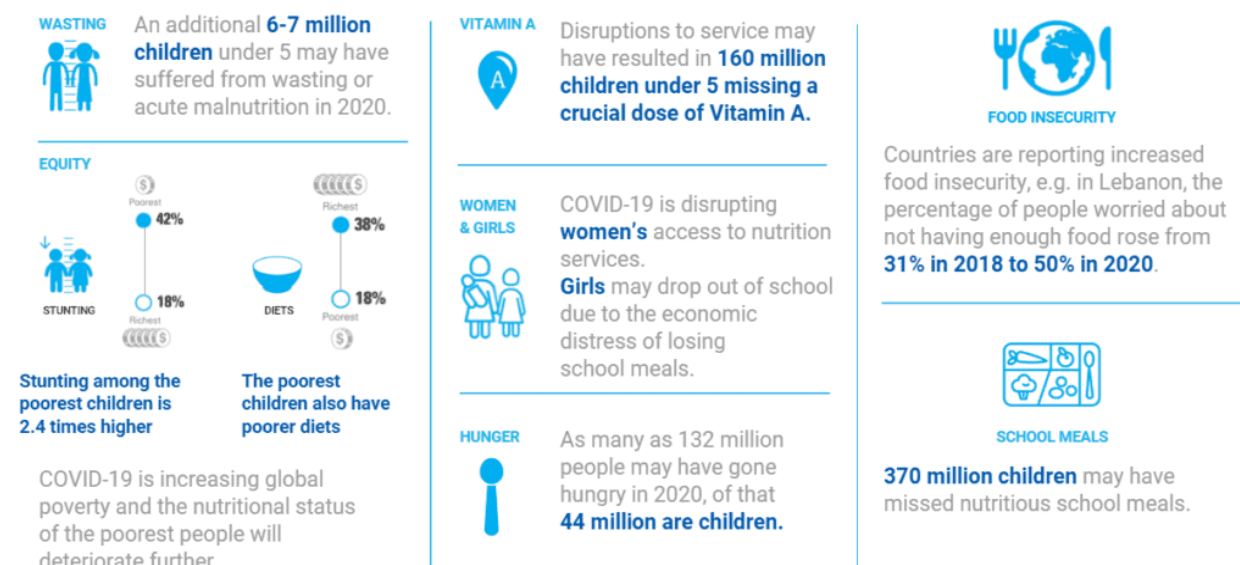
Source : UNICEF et Save the Children (2020)

Aujourd'hui, un plus grand nombre d'enfants vulnérables souffrent de malnutrition en raison de la détérioration de la qualité de leur alimentation due aux multiples chocs créés par la pandémie et ses mesures d'endiguement. Les efforts déployés pour limiter la transmission de la COVID-19 perturbent les systèmes alimentaires, bouleversent les services de santé et de nutrition, détruisent les moyens de subsistance et menacent la sécurité alimentaire. Les impacts de la pandémie sur la nutrition sont multiples, comme l'illustre la figure 4.2.

En plus de causer directement la mort d'environ 175 105 personnes en Afrique,²⁷ la COVID-19 a également perturbé les services de santé essentiels et sapé des années de progrès dans la lutte contre d'autres maladies mortelles, telles que le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), la tuberculose et le paludisme ; en effet, les établissements de santé urbains et ruraux étaient surchargés et les services de base pour d'autres maladies étaient réduits. En outre, la COVID-19 a incité les gens à ne pas se faire soigner par crainte d'être infectés par le virus. La peur et l'incertitude entourant la COVID-19 ont également augmenté la stigmatisation et la discrimination (The Global Fund, 2020).

²⁷ <https://covid19.who.int/>

Figure 0.2 Les perturbations liées à la COVID-19 et le paysage de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition



Source : UNICEF et Save the Children (2020)

Les effets directs de la pandémie COVID-19 sur la santé en Afrique ont été relativement faibles par rapport à d'autres régions en ce qui concerne le nombre de cas et de décès enregistrés.²⁸ Cependant, la pandémie a entraîné d'importants coûts socioéconomiques indirects tels que des pertes de revenus et des perturbations de la vie quotidienne. Les effets directs sur la santé étaient évidents et plus visibles, mais les effets indirects se manifestant sous la forme de défis socioéconomiques et d'autres effets d'entraînement résultant des perturbations de la production locale et mondiale et des chaînes d'approvisionnement étaient plus prononcés.

La perturbation de la production et de l'approvisionnement alimentaires mondiaux a entraîné une réduction significative de l'accès aux denrées alimentaires et de leur accessibilité financière ; ceci a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays africains importateurs de denrées alimentaires. La réaffectation d'une grande partie des fonds vers les soins de santé et les situations d'urgence a limité le financement des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, y compris les programmes d'alimentation scolaire. Les enfants font partie des groupes les plus vulnérables aux effets indirects de la pandémie sur l'éducation, la nutrition, la santé et les services de protection sociale.

Au début de l'année 2020, les programmes nationaux d'alimentation scolaire fournissaient des repas à plus d'enfants que dans toute l'histoire de l'humanité ; l'alimentation scolaire était ainsi le plus vaste filet de sécurité sociale et le plus grand programme multidisciplinaire et intersectoriel au monde (WFP, 2020d). Plus de 65 millions d'enfants ont bénéficié de l'alimentation scolaire en Afrique en 2019, contre 38,4 millions en 2013 (African Union, 2021). La COVID-19 a mis fin à cette décennie de croissance mondiale des programmes d'alimentation scolaire et a renforcé les efforts mondiaux visant à rétablir

²⁸ <https://covid19.who.int/>

l'accès à ces filets de sécurité vitaux en priorité. Au plus fort de la pandémie en avril 2020, 199 pays avaient fermé leurs écoles et 370 millions d'enfants ont été soudainement privés de ce qui était pour beaucoup leur seul repas de la journée. Cette perte a mis en évidence l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale protégeant le bien-être des enfants les plus vulnérables et contribuant à leur avenir. Elle a également souligné la nécessité d'élargir le concept d'éducation afin de traiter la question de la santé et du bien-être des enfants et de reconstruire des services de santé et de nutrition scolaires équitables et de qualité dans chaque école et pour chaque écolier (WFP, 2020d).



PAM/Martin Karimi

La COVID-19 a posé un défi sans précédent aux gouvernements et aux communautés, qui, en l'absence de systèmes de protection sociale plus larges établis, nécessitent de nouvelles approches, des solutions innovantes, l'apprentissage et l'échange d'expériences entre les pays pour tirer parti des leçons réussies. La pandémie a forcé les gouvernements de tout le continent à fermer les écoles et à retarder la réouverture afin de contenir la propagation du virus. Les dépenses d'urgence massives pour lutter contre la COVID-19 et la baisse du financement étranger (WFP, 2020d) ont également réduit les finances publiques en Afrique ; ceci a fortement limité la capacité des pays à couvrir le coût de l'alimentation scolaire et d'autres programmes de protection sociale.

Les fermetures d'écoles ont interrompu les activités d'alimentation scolaire, ce qui a eu des répercussions négatives sur la santé et la nutrition des enfants. Après la COVID-19, les programmes d'alimentation scolaire sont devenus un investissement prioritaire pour les gouvernements, car ils aident les pays à mieux se reconstruire : ils créent du capital humain, soutiennent la croissance nationale et favorisent le

Chapitre 4 | L'alimentation scolaire en temps de crise : l'impact de la COVID-19 et des crises alimentaires et énergétiques sur la santé et la nutrition scolaires en Afrique et la réponse apportée

développement économique. Les programmes efficaces aident les pays à soutenir les enfants non seulement pendant les 1 000 premiers jours de la vie, mais également pendant les 7 000 jours suivants, menant à l'âge adulte. Ces 7 000 jours sont essentiels pour maintenir les premiers bénéfices, pour permettre de rattraper les déficits et pour traiter les phases critiques de vulnérabilité tout au long de l'enfance et de l'adolescence. Les programmes d'alimentation scolaire soutiennent l'élève ainsi que l'apprentissage, en aidant à bâtir une population en bonne santé et éduquée, tout en jetant les bases de la croissance et du développement nationaux (WFP, 2020d).

4.2.2 Changement climatique

Outre les effets sanitaires et socioéconomiques prolongés de la pandémie COVID-19, une grande partie du continent a également dû faire face à des difficultés dues à la sécheresse induite par le changement climatique et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, qui sont devenus plus persistants, plus fréquents et plus intenses. L'aggravation des sécheresses et de la désertification a eu des conséquences néfastes, en particulier dans la corne de l'Afrique²⁹ et au Sahel³⁰ ; ceci a entraîné une perte importante de moyens de subsistance, notamment la dégradation des terres, l'échec de la production agricole et la mort du bétail. L'Afrique australe a également été confrontée récemment aux effets des catastrophes liées au changement climatique, qui ont eu des répercussions sur la sécurité et la stabilité alimentaires.³¹

La sécheresse et les mauvaises récoltes consécutives en Afrique de l'Est ont créé une situation dangereuse pour les vies et les moyens de subsistance en provoquant de manière répétée de mauvaises récoltes et la mort du bétail. En 2021 et 2022, de vastes régions de la Somalie, de Djibouti, du sud et de l'est de l'Éthiopie, ainsi que du nord et de l'est du Kenya ont connu la plus longue sécheresse de leur histoire récente. La sécheresse sévissant dans la Corne de l'Afrique est la plus grave de la région depuis 40 ans ; elle entre dans sa cinquième saison consécutive avec des précipitations sporadiques. Les dégâts causés par les inondations récurrentes au Soudan et au Sud-Soudan constituent un autre effet du changement climatique dans la région. De telles conditions ont contribué aux crises alimentaires et sanitaires. La sécurité alimentaire s'est également détériorée dans certaines parties de l'Afrique australe en raison de l'arrivée précoce de la saison de soudure. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont devenus plus fréquents et plus intenses : des inondations, des tempêtes et des cyclones meurtriers se sont produits de manière répétée dans des pays tels que le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Malawi et Madagascar et ont entraîné des conséquences catastrophiques pour les moyens de subsistance et les infrastructures. Les pays de la région du Sahel sont parmi les plus touchés par le changement climatique : des conditions météorologiques plus sèches et plus chaudes que la normale entraînent une désertification accrue et des pénuries chroniques de nourriture et d'eau ; tandis que la Gambie et le Tchad ont connu récemment des inondations massives similaires à celles de l'Afrique australe.

Les sécheresses et autres chocs climatiques ont posé des problèmes importants en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur le continent. La situation continue de faire peser la menace d'une famine, de déplacements à grande échelle et de migrations. La sécheresse et d'autres conditions météorologiques défavorables ont contribué aux crises alimentaires de ces deux dernières années en

²⁹ <https://www.unicef.org/stories/climate-drought-horn-of-africa>

³⁰ <https://www.icrc.org/en/document/sahel-food-crisis-fueled-conflict-set-worsen-during-lean-period>

³¹ <https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounders/2022/climate-related-security-risks-sadc-region>

détériorant la production alimentaire et les moyens de subsistance en raison des mauvaises récoltes et de la mort du bétail. Ces conditions ont rendu difficile la fourniture d'aliments adéquats, de qualité et en temps voulu pour l'alimentation scolaire dans les pays touchés par le changement climatique, encore compliquée par les déplacements de population et les fermetures d'écoles.

4.2.3 Conflits et instabilité politique

Les conflits constituent un autre défi majeur en Afrique ; ils menacent les vies et les moyens de subsistance, en particulier pour les groupes les plus vulnérables. La multiplication des conflits internes et des changements inconstitutionnels de pouvoir a également été observée, en particulier en Afrique de l'Ouest ; ceci alimente l'instabilité et la polarisation politique affectant la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population. Les conflits et l'instabilité, notamment les guerres civiles, les insurrections, les coups d'État et les crises liées aux élections, ont tous eu un impact sur l'Afrique. Le continent a connu sept coups d'État réussis et trois tentatives depuis 2020. Entre 2020 et 2022, les coups d'État militaires sont réapparus dans la politique du continent et ont entraîné des transferts de pouvoir. Le Mali (en 2020 et 2021) a été suivi par la Guinée, le Tchad et le Soudan, tandis qu'en 2021, une tentative de coup d'État au Niger a échoué. Un coup d'État réussi a eu lieu en 2022 au Burkina Faso (deux fois en huit mois), tandis que des tentatives similaires ont échoué en Guinée-Bissau et en Gambie. De nouveaux conflits et insurrections se sont également intensifiés dans de nombreuses régions d'Afrique, notamment en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Somalie, au Sud-Soudan, en Éthiopie, au Cameroun, en Libye, au Soudan, au Nigéria, au Burundi et au Mozambique. L'accent étant mis sur la gestion des conflits, les ressources allouées aux programmes économiques et sociaux tels que les programmes d'alimentation scolaire ont été réaffectées.

Les conflits armés ont également entraîné un déficit d'apprentissage et des fermetures d'écoles dans certains pays d'Afrique. Le Groupe de travail régional des Nations Unies pour l'Afrique sur l'éducation dans les situations d'urgence a indiqué qu'une recrudescence des conflits armés, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Mali, République démocratique du Congo, Niger et Nigéria) avait entraîné la fermeture de plus de 12 400 écoles (UNHCR, 2021). Les écoles sont obligées de fermer en raison des attaques des groupes armés, du manque d'enseignants et/ou du refus des parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Les conflits internes et l'instabilité ont donc lourdement pesé sur la santé et l'état nutritionnel des écoliers en Afrique. Cependant, ces conflits affectent non seulement la santé et la nutrition à l'école, mais empêchent également les enfants d'aller à l'école ; ils sont ainsi recrutés comme enfants soldats plutôt que d'aller à l'école (WFP, 2020d).

4.2.4 La guerre en Ukraine et la crise cumulative du coût de la vie

Le conflit en Ukraine a exacerbé la situation précaire de l'Afrique en matière d'insécurité alimentaire et de malnutrition, augmenté les prix du carburant et des denrées alimentaires et influencé les dépenses logistiques, en particulier pour le transport. Cela a entraîné la plus grande crise du coût de la vie en une génération et a compromis la vie, les moyens de subsistance et l'aspiration à un monde meilleur d'ici 2030. En raison de la diminution des quantités de denrées alimentaires importées et de l'augmentation des prix des importations et du carburant, la guerre a eu un impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique ; ceci a entraîné une réduction de la quantité et de la qualité nutritionnelle des

denrées alimentaires destinées à l'alimentation scolaire. En outre, l'accès aux financements étrangers a diminué à la suite des sanctions et des embargos économiques imposés à la Russie. Le chef de l'Union africaine a averti les dirigeants de l'Union européenne en mai 2022 qu'en raison des sanctions occidentales imposées aux banques russes après l'invasion de l'Ukraine, il était difficile, voire impossible, pour les pays africains d'acheter des céréales à la Russie. Le ralentissement de l'activité économique, y compris du commerce, a entraîné une perte de revenus intérieurs et immobilisé ainsi la capacité par le biais de taxes et de droits de douane ; ceci a entraîné une baisse des revenus, une réduction de l'accès à la nourriture et une augmentation du coût des denrées alimentaires en Afrique. Les taux d'inflation des prix à la consommation sont relativement élevés dans de nombreux pays africains depuis 2021 (avant la période récente où l'inflation des prix est devenue un problème mondial). Au niveau mondial, la moitié des dix pays ayant le taux d'inflation le plus élevé en 2021 se trouvent en Afrique. Vingt-deux pays africains affichaient un taux d'inflation des prix à la consommation à deux chiffres à la mi-2022. Seuls dix pays africains ont un taux d'inflation inférieur à 5 %. Cela suggère que l'Afrique supporte une charge disproportionnée en ce qui concerne l'augmentation du coût de la vie. L'impact sur l'alimentation scolaire et, par conséquent, sur la santé et la nutrition des enfants est important ; en effet, il réduit le revenu réel des ménages et le continent ne dispose pas de la capacité adéquate pour absorber ces chocs ou se protéger pendant ces périodes difficiles.

La réduction de la production agricole et des importations alimentaires, ainsi que l'augmentation des coûts de transport, ont entraîné une diminution de l'accès aux denrées alimentaires et une augmentation des prix des denrées alimentaires en Afrique. Les hausses des prix des denrées alimentaires sont souvent plus importantes dans les zones touchées par la sécheresse et d'autres chocs climatiques ; en outre, une combinaison d'autres variables supplémentaires telles que les préoccupations macroéconomiques et l'augmentation des dépenses mondiales ajoutent à la pression. Les chocs liés au changement climatique et les conflits internes entravent maintenant la production alimentaire sur le continent, alors même que la demande augmente.

Les contraintes budgétaires internationales dues à la guerre et à la crise cumulative du coût de la vie ont une incidence sur les niveaux de financement des initiatives humanitaires et de développement telles que l'alimentation scolaire et d'autres programmes de protection sociale. Alors que la plupart des écoles des pays africains avaient déjà rouvert à la fin de l'année 2021, la guerre en Ukraine a perturbé les réseaux d'approvisionnement mondiaux et augmenté les dépenses logistiques ; ceci a eu un impact considérable sur l'accès aux denrées alimentaires et sur leur accessibilité financière. L'insécurité alimentaire et la hausse des prix des denrées alimentaires nuisent aux programmes de santé et de nutrition scolaires. Face à ces obstacles, les familles préfèrent souvent envoyer leurs enfants dans des entreprises génératrices de revenus plutôt qu'à l'école ; ceci a pour effet d'aggraver les pertes d'apprentissage des écoliers et des adolescents et de compromettre la santé et la nutrition des écoliers. La baisse du revenu réel des ménages et la perte du filet de sécurité que constituent les repas scolaires et les rations à emporter fournis aux familles peuvent avoir d'autres conséquences, telles que les mariages et les grossesses précoces, et d'autres effets néfastes sur le capital humain des nations africaines. En période de crise alimentaire, énergétique et financière, comme ce fut le cas en 2008/2009, les gouvernements doivent augmenter leurs investissements dans les mécanismes de protection sociale tels que l'alimentation scolaire en raison des avantages multisectoriels au niveau des secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale. La Coalition pour l'alimentation scolaire est un mécanisme dont les principaux gouvernements s'emparent, alors qu'ils s'efforcent de relever les défis auxquels les générations futures sont confrontées.

4.3 REPONSES DES PAYS A LA CRISE DE LA COVID-19

Trois études de cas ont été réalisées en Gambie, au Malawi et en Côte d'Ivoire pour mettre en évidence la manière dont les pays ont réagi à la pandémie COVID-19 dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire. En s'appuyant sur ces études de cas, cette sous-section examine les politiques et les programmes d'alimentation scolaire en réponse à la pandémie ; les effets de la COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance des enfants et de leurs familles ; les mesures d'atténuation pour faire face aux effets de la pandémie ; l'adaptation à la nouvelle normalité ; et les enseignements tirés.



FAO/Kaba Kankou³²

³² Actions intégrées pour des systèmes alimentaires innovants à travers le projet de communauté urbaine rurale au Kenya.

Étude de cas 0.1 La réponse de la Gambie à la crise de la COVID-19³³

À la suite du premier cas positif dans le pays en mars 2020, la Gambie a pris plusieurs mesures d'endiguement, notamment le confinement, la fermeture des écoles, des marchés hebdomadaires locaux (Lumos) et des entreprises, ainsi que des restrictions de circulation ayant entraîné une baisse des revenus des ménages et une perte d'emploi pour de nombreuses personnes. La production agricole et l'accès aux services et aux marchés ont également été perturbés. Les organisations de producteurs de riz et de légumes ont rencontré des difficultés pour acheter et vendre leurs produits en raison de la fermeture de Lumos. L'alimentation scolaire et la production locale des petits exploitants agricoles ont été gravement perturbées. De même, le confinement a eu des répercussions sur la circulation des biens et des services, ce qui a encore aggravé la situation.

Après une croissance robuste de 7,2 et 6,1 % en 2018 et 2019, respectivement, l'économie a été affectée par la pandémie COVID-19 et devrait stagner en 2020, ce qui réduit la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement pour financer l'alimentation scolaire et d'autres programmes humanitaires. L'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée par le PAM indique que l'insécurité alimentaire est passée de 8 % en 2016 à 13,4 % en 2021. La population à risque est passée de 29 % en 2016 à 60 % en 2021. Plus de la moitié de la population était à la limite de l'insécurité alimentaire et risquait de tomber dans la catégorie de l'insécurité à la suite de chocs (The Gambia Bureau of Statistics et al., 2021).

Politiques et programmes d'alimentation scolaire en réponse à la crise de la COVID-19

Depuis 2012, en collaboration avec le PAM et les parties prenantes locales, la Gambie a élaboré une politique et un programme national en matière d'alimentation scolaire et a mis en place un programme national d'alimentation scolaire issue de la production locale. En 2017, la Gambie, avec le soutien du PAM, a approuvé une politique nationale en matière d'alimentation scolaire et a piloté une initiative de transferts monétaires par le biais de deux modèles : le modèle d'approvisionnement local décentralisé et le modèle de traiteur, respectivement. Dans le contexte, le premier modèle est une méthode efficiente et efficace établie.

La pandémie a touché plus de 674 300 étudiants à travers le pays, car les étudiants ont eu moins d'heures de contact au cours de l'année académique 2019/2020. Cette situation a incité le ministère de l'Éducation à trouver des moyens innovants, tels que l'utilisation des médias, pour dispenser des cours aux étudiants lorsqu'ils étaient à la maison. L'université de Gambie a utilisé la salle de classe en ligne de Google pour donner des cours, et le ministère de l'Éducation de base et secondaire a dispensé des leçons essentielles aux élèves des écoles primaires et secondaires sur des sujets de base à l'aide de la radio et de la télévision. Toutefois, le manque d'accès aux médias et aux équipements en ligne nécessaires, en particulier dans les zones rurales ; l'absence d'interaction entre l'élève et l'enseignant dans l'apprentissage numérique ; et la difficulté de prendre en charge les enfants ayant des besoins particuliers sont restés des défis majeurs.

Pendant la pandémie, un comité consultatif multisectoriel et multipartite sur l'approvisionnement local, créé en 2014, a été réactivé afin de fournir des conseils et un soutien aux processus

d'approvisionnement et de fourniture locaux. La capacité des petits producteurs a été renforcée en facilitant l'enregistrement des organisations d'agriculteurs ; en offrant une formation au processus d'approvisionnement scolaire ; au conditionnement ; et à de meilleures pratiques de gestion du stockage, notamment la sensibilisation à l'importance du stockage, de la fumigation et de l'analyse et de l'inspection de la qualité.

Effets de la COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance des enfants/familles³⁴

Au 30 décembre 2022, le pays avait enregistré 12 586 infections et 372 décès liés à la COVID-19.³⁵ L'impact de la pandémie sur les écoles et l'apprentissage a été considérable. Le taux brut de scolarisation est passé de 4 à 5 % en 2010-2019 à 0,3 % en 2021 (Ministry of Basic and Secondary Education, 2021).

Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour contenir la COVID-19, notamment un confinement total de six mois qui a entraîné la fermeture de tous les marchés hebdomadaires locaux, des restrictions de voyage, des limites aux rassemblements publics et la fermeture des écoles de mars à décembre 2020. Ces mesures ont perturbé le calendrier scolaire ; la circulation des biens et des services ; et ont affecté le secteur agricole et les petits exploitants, y compris les coopératives, qui ne pouvaient pas vendre leurs produits ni établir de liens avec le programme d'alimentation scolaire, ce qui a entraîné des pertes importantes au niveau de la production agricole.

Mesures d'atténuation pour faire face aux effets de la pandémie COVID-19

Pour limiter la propagation du virus au cours de la phase initiale, la Gambie a mis en œuvre des mesures de confinement en fermant les établissements publics (y compris les écoles) et les frontières internationales. Malgré le déploiement du vaccin et la fin du confinement, la COVID-19 demeure une menace pour la mise en œuvre du soutien au marché des petits exploitants agricoles et du programme d'alimentation scolaire à moyen terme. Pour faire face à l'impact de la COVID-19, la Gambie a réactivé, le 17 mars 2020, un grand nombre de ses structures de prévention de la maladie, notamment le port obligatoire de masques, la limitation des rassemblements, le dépistage de la COVID-19 à l'aéroport international de Banjul et une auto-quarantaine de 14 jours pour les voyageurs internationaux ; elle a ensuite fermé les frontières aériennes, maritimes et terrestres ainsi que les écoles et interdit les rassemblements publics afin de limiter les infections.

Le gouvernement a collaboré avec ses partenaires pour atténuer les effets de la pandémie. Le PAM a soutenu une activité de travail contre rémunération pour la récolte du riz afin de prévenir les pertes après récolte, ainsi qu'une aide à la transformation pour les femmes poissonnières. Le PAM a également soutenu la distribution de semences de légumes et d'outils de jardinage aux écoliers et aux communautés afin de stimuler la production et la consommation de légumes nutritifs. Lors de la fermeture des écoles, les enfants ont perdu l'accès à leur repas quotidien sur place ; pour y

³³ <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000125387/download/>

³⁴ Tobiloba Oyejide Alex Omotosho, Oluwatomilayo Felicity Omotosho, Paul Bass, & Yahya Njie. (2020). COVID-19 challenges: The Gambia situation and probable solutions. <https://wjarr.com/sites/default/files/WJARR-2020-0329.pdf>

³⁵ <https://covid19.who.int/region/afro/country/ci>

remédier, le PAM et le gouvernement ont mis en place des rations à emporter qui ont contribué à atténuer l'insécurité alimentaire des ménages tout en continuant à fournir la valeur nutritionnelle des repas scolaires. La vaccination a également servi de mesure d'atténuation ; elle a permis de mettre fin aux blocages et de rouvrir les écoles. Le programme d'alimentation scolaire a été reconnu comme un filet de sécurité sociale essentiel tandis que les enfants continuaient à rester à la maison. Le PAM a étendu le programme d'alimentation complémentaire ciblant les enfants âgés de 6 à 59 mois à deux autres régions ; et a déterminé des interventions à impact rapide telles que le soutien à la production, à la récolte et à la gestion après récolte pour les femmes horticultrices et rizicultrices, y compris les femmes poissonnières, afin d'aider à atténuer les impacts de la pandémie COVID-19 liés au genre.

S'adapter à la nouvelle normalité

Un groupe de travail interministériel au niveau central a été créé pour servir de comité consultatif afin de guider la reprise et la mise en œuvre de l'alimentation scolaire en Gambie. Le bureau de pays du PAM et le gouvernement ont entrepris ensemble un voyage d'étude et une visite d'échange en Côte d'Ivoire afin de tirer des enseignements concernant l'alimentation scolaire issue de la production locale et l'amélioration de la chaîne de valeur pendant la COVID-19. Cela a permis d'améliorer l'apprentissage des bonnes pratiques ayant assuré la continuité de l'accès des petits exploitants agricoles aux programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale pendant et au-delà de la période d'impact du projet COVID-19. Le PAM a continué d'apporter son soutien au rétablissement de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire issue de la production locale en relançant le programme de transfert de fonds et l'approvisionnement local auprès des petits exploitants agricoles afin de garantir que l'initiative soit durable et gérable grâce à l'appropriation par la communauté et au partenariat. En conséquence, (i) 22 000 petits exploitants agricoles ont reçu une aide sous forme de semences et d'outils agricoles ; (ii) 990 poissonniers ont participé à des activités liées à la chaîne de valeur du poisson, tandis que 41 000 bénéficiaires ont été atteints par des activités de transferts monétaires ; et (iii) 156 000 élèves ont bénéficié de repas scolaires (environ 934 tonnes métriques), y compris des rations à emporter à la maison.

Étude de cas 0.2 La réponse de la Côte d'Ivoire à la crise de COVID-19

La République de Côte d'Ivoire a ciblé une alimentation scolaire à 100 % afin de soutenir son développement économique et social. Depuis 1989, le gouvernement ivoirien, avec l'aide du PAM, a entrepris un vaste programme de développement des cantines scolaires afin d'atteindre les objectifs éducatifs et le développement du capital humain. En 1996, le gouvernement a créé le Programme intégré de pérennisation des cantines scolaires (PIP/CS) ; le ministère de l'Éducation et le PAM ont coopéré afin de mettre en œuvre et de développer ce modèle, en travaillant ensemble pour lutter contre la faim, la malnutrition et la pauvreté.

Tout comme dans de nombreux autres pays africains, la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire a été perturbée par la pandémie COVID-19. Dès que les premiers cas du virus ont été diagnostiqués, le gouvernement ivoirien a pris des mesures allant du port obligatoire du masque à la fermeture des écoles, en passant par l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes et la fermeture des frontières. Ces mesures ont touché les plus vulnérables, en particulier les petits exploitants agricoles et les personnes dépendant d'emplois quotidiens informels, les petits commerces et les producteurs agricoles en raison de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et des difficultés d'accès aux marchés. De même, la fermeture des frontières a affecté la circulation des biens et des services entre les États de la sous-région, ce qui a encore aggravé la situation.

Politiques et programmes d'alimentation scolaire en réponse à la crise de la COVID-19

La Côte d'Ivoire a mis en place un programme national d'alimentation scolaire, pris en charge par le ministère de l'Éducation. Le programme couvre 4 719 écoles en leur fournissant des repas chauds deux fois par semaine. Depuis 2016, le projet McGovern Dole, un soutien des États-Unis d'Amérique, à travers le modèle ivoirien du « Programme intégré de pérennisation des cantines scolaires » (PIP/CS), fournit des fonds au PAM afin d'aider la Côte d'Ivoire à augmenter sa couverture de 613 écoles à l'aide d'un modèle fournissant des repas chauds quotidiens à 125 000 enfants pendant 120 jours au cours de l'année scolaire et des rations à emporter à 10 000 filles dans le but d'encourager les filles à rester à l'école. Ce programme vise à relever le niveau de l'alimentation scolaire à l'échelle nationale ; il est mis en œuvre dans sept régions déterminées comme prioritaires en raison de l'insécurité alimentaire et de divers obstacles à la scolarisation régulière et efficace des enfants. En collaboration avec le gouvernement et les partenaires, le PAM a aidé 29 758 personnes déplacées par l'élection présidentielle de 2020, des victimes des inondations de 2020, des personnes vivant avec le VIH et des personnes touchées par la COVID-19. La hiérarchisation des catégories vulnérables a permis de soutenir les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées, conformément au pilier de réponse aux crises des programmes nationaux (WFP, 2021).

Le programme national d'alimentation scolaire est mis en œuvre à travers plusieurs composantes : i) distribution de repas chauds aux élèves ; ii) rations à emporter pour les filles de CM1 et CM2 ;³⁶ iii) distribution de comprimés vermifuges et de micronutriments ; iv) amélioration de la lecture ; v) renforcement des capacités des gestionnaires et des travailleurs de cantines ; vi) fourniture d'ustensiles et d'équipements de cuisine ; vii) renforcement des capacités des organisations de petits exploitants agricoles et principalement des groupes de femmes, à prendre en charge les cantines scolaires. Dans ce contexte et à l'appui du programme d'alimentation scolaire locale, le PAM a aidé les communautés et les organisations de petits exploitants agricoles en fournissant des intrants, du matériel, des infrastructures hydro-agricoles, des outils, des bœufs pour le labourage et des tricycles pour le transport après

³⁶ Les mentions CM1 et CM2 désignent les niveaux de l'école primaire (cours moyen 1 et 2), comprenant respectivement les élèves de 8/9 ans (CM1) et de 10/11 ans (CM2).

récolte. Les communautés sont également soutenues pour assurer des installations d'alimentation scolaire adéquates, y compris des cuisines hygiéniques, des salles à manger et des poêles améliorés. Cependant, la mise en œuvre de ce programme a été perturbée par l'épidémie de coronavirus.

Les effets de la COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance des enfants/familles

Lorsque la COVID-19 a été déclarée pour la première fois en mars 2020, la Côte d'Ivoire a pris plusieurs mesures restrictives, notamment la fermeture des écoles et de vastes zones telles que les marchés, les boîtes de nuit et les restaurants, ainsi que le confinement de l'agglomération d'Abidjan. Ces restrictions ont perturbé le calendrier scolaire et affecté la circulation des biens et des services ; en outre, elles ont eu un impact négatif sur le développement rural, en particulier sur le secteur agricole et les petits exploitants, y compris les coopératives, ainsi que les communautés rurales qui ne pouvaient pas vendre leurs produits ni établir des liens avec le programme d'alimentation scolaire, ce qui a entraîné des pertes significatives dans la production agricole. Cette situation a également eu un impact important sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; en effet, la disponibilité et l'accès à la qualité et à la quantité de nourriture ont été remis en question. D'autre part, les restrictions imposées en raison de la COVID-19 ont réduit considérablement le pouvoir d'achat, en particulier pour les ménages dépendant de petits emplois, du commerce et de la production locale, car elles ont entraîné une inflation des prix des denrées alimentaires de base.

Mesures d'atténuation pour faire face aux effets de la COVID-19

Pour faire face aux défis posés par la pandémie COVID-19, la Côte d'Ivoire, avec le soutien du PAM dans le cadre du projet McGovern-Dole financé par les États-Unis, a renforcé les stratégies et les mécanismes de réaction afin de faciliter la reprise des écoles après plus d'un mois d'interruption. Le PAM a notamment soutenu la distribution de rations à emporter pour les filles et les élèves des classes de CM1 et CM2, le renforcement des capacités des organisations de petits producteurs soutenant le programme d'alimentation scolaire en leur fournissant du matériel et des outils agricoles, et l'approvisionnement des écoles en denrées alimentaires par le biais des achats locaux du PAM. Les achats locaux ont contribué à atténuer les difficultés d'accès aux marchés ; ils ont également soutenu l'économie locale et les moyens de subsistance de certains ménages ruraux. En collaboration avec le « Bureau de vente de produit », une ONG locale dont les activités portent sur l'accès aux marchés, le PAM a réussi à faciliter les liens avec le marché et les fournisseurs locaux et à éviter les pertes après récolte, notamment la distribution d'intrants aux écoles et aux communautés afin de stimuler la production et la consommation de produits locaux nutritifs. La composante « ration à emporter » a été élargie avec la réorientation de la nourriture prévue pour les repas chauds lors de la fermeture des écoles.

À la suite de la demande de l'Organisation mondiale de la santé d'activer les centres d'opérations d'urgence en santé publique, la Côte d'Ivoire a mis en place un comité de crise afin de mieux gérer le risque de contraction et de propagation du virus COVID-19. Ce comité a élaboré et mis en œuvre un plan d'urgence. Il comprenait notamment : (i) la sensibilisation et la

diffusion des mesures préventives, (ii) la détection systématique des cas suspects de voyageurs en provenance de pays touchés par la pandémie, (iii) le confinement et (iv) la gestion des cas confirmés. De même, face à la situation préoccupante et à l'augmentation du nombre de cas, le Conseil national de sécurité a adopté plusieurs mesures visant à contenir la propagation de la pandémie, notamment le renforcement de la sécurité sanitaire des personnels de santé, des personnels de recherche, des forces de défense et de sécurité et la réactivation des comités départementaux de lutte contre les épidémies. Pendant la fermeture des écoles, le PAM et l'Association des volontaires pour le service international, une fondation internationale, ont travaillé en étroite collaboration pour élaborer un contenu éducatif qui serait diffusé par le biais de la radio communautaire, afin d'assurer la continuité de l'éducation des enfants et de réduire l'impact négatif sur les programmes scolaires. En conséquence, les enfants ont réussi à étudier de chez eux.

S'adapter à la nouvelle normalité

Afin que l'école continue de fonctionner malgré la COVID-19 et après la réouverture des classes, le ministère de l'Éducation et le PAM ont mis en œuvre des mesures telles que l'introduction de kits sanitaires, le lavage des mains, le port obligatoire de masques et la distanciation sociale au niveau des élèves, des enseignants et de toutes les personnes participant à la préparation et à la distribution des repas à l'école. En collaboration avec les structures sanitaires locales et les services gouvernementaux décentralisés, notamment l'Agence nationale de soutien au développement rural, les ONG locales, nationales et internationales ont repris leur soutien aux petits exploitants agricoles situés à proximité des écoles. Le PAM et l'agence de développement rural du gouvernement³⁷ ont soutenu conjointement la sensibilisation des groupes d'agricultrices aux mesures préventives contre la COVID-19 afin qu'elles puissent reprendre le travail en toute sécurité et rapidement.

Étude de cas 0.3 La réponse du Malawi à la crise de la COVID-19

Le Malawi dispose d'un cadre institutionnel et politique solide régissant l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que le programme national d'alimentation scolaire. Néanmoins, la pandémie a affecté les systèmes agricoles et éducatifs, le gouvernement ayant fermé les écoles, les marchés institutionnels et interdit les grands rassemblements. Les organisations de petits exploitants agricoles ont rencontré des difficultés pour acheter et vendre leurs produits en raison de la fermeture de certains marchés institutionnels dans le pays, provoquée par la COVID-19. La fermeture des frontières a également perturbé fortement

³⁷ National Agency for Rural Development / Agence Nationale d'Appui African Union Développement Rural (ANADER).

la circulation des biens et des services, ce qui a encore aggravé la situation. Face aux conséquences multiples de la pandémie COVID-19, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement du Malawi afin d'assurer l'alimentation et la nutrition des plus vulnérables.

Politiques et programmes d'alimentation scolaire en réponse à la crise de la COVID-19

Le Malawi a été l'un des derniers pays d'Afrique à être touché par la pandémie ; en effet, il n'a enregistré ses trois premiers cas que le 2 avril 2020. La détection de ces cas est postérieure à l'état de catastrophe déclaré par le gouvernement le 20 mars, qui a fermé toutes les écoles et universités, interdit les réunions de plus de 100 personnes et institué des mesures de distanciation sociale pour les rassemblements religieux. Plus tard en mars, des mesures de distanciation sociale dans les marchés et les transports publics ont été annoncées, l'ouverture des ventes aux enchères de tabac a été retardée et tous les vols commerciaux ont été suspendus à partir du 1^{er} avril à minuit. Un plan national de préparation et de réponse à la COVID-19 a été lancé le 8 avril et le pays est entré dans un confinement de 21 jours.

Les écoliers ont été confrontés à plusieurs défis en raison de la COVID-19, notamment la régression scolaire, la mauvaise santé et la nutrition. Les restrictions ont perturbé le calendrier scolaire, affecté la circulation des marchandises et eu un impact négatif sur le développement rural. L'agriculture a été touchée par les pertes subies par les petits exploitants agricoles et les coopératives, qui ne pouvaient pas soutenir les cantines scolaires ni vendre leurs produits. En collaboration avec le gouvernement et les partenaires techniques, le PAM a fourni une aide pour renforcer les capacités afin que le système de protection sociale puisse être utilisé efficacement, notamment la transition de 166 écoles supplémentaires (qui recevaient auparavant des produits alimentaires en nature du PAM) vers des repas scolaires produits sur place et fournis par des agriculteurs locaux. Actuellement, 485 écoles au total utilisent le modèle basé sur la production locale (89 % des écoles soutenues au Malawi) (WFP, 2020c).

Les effets de la COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance des enfants/familles

Le Malawi, en réponse à la COVID-19, a pris des mesures telles que la fermeture des installations publiques, notamment des écoles, des lieux de travail, des marchés et des frontières internationales, afin de limiter la propagation du virus. En ce qui concerne les données statistiques, le Malawi avait enregistré 88 123 cas d'infection confirmés, dont 2 685 décès liés au coronavirus, au 30 décembre 2022.³⁸ Cette situation a créé des difficultés au niveau de la production alimentaire, ce qui a entraîné une pénurie sur les marchés, provoqué une inflation des prix et perturbé davantage le fonctionnement des cantines scolaires. Elle a détérioré le

³⁸ <https://covid19.who.int/region/afro/country/mw>

pouvoir d'achat des petits exploitants agricoles et menacé la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Malawi était déjà l'un des pays les plus pauvres du monde lorsque la pandémie a frappé le continent et affaiblit encore davantage son économie et son système éducatif. 1,1 million de Malawiens sont tombés sous le seuil de pauvreté depuis l'arrivée de la COVID-19, selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.³⁹ La plupart d'entre eux dépendent du commerce informel et de petits emplois nécessitant des déplacements. Le coronavirus a donc entravé « la marche normale des affaires » ; en outre, près de 3 millions de Malawiens ont perdu une partie de leurs revenus.

Lors de la fermeture des écoles, seulement 28 % des enfants étudiaient chez eux (Matita & Chimombo, 2020). La moitié des enfants effectuaient davantage de tâches ménagères, les filles plus que les garçons. Un tiers des enfants, garçons et filles confondus, ont participé davantage aux travaux agricoles. Dans un rapport de l'Agricultural Policy Research in Africa, 69 % des personnes interrogées ont reçu de l'aide dans le cadre de projets antérieurs à la COVID-19, dont 46 % ont été soutenus par le gouvernement.

Mesures d'atténuation pour faire face aux effets du COVID-19

Avant même que les premiers cas d'infection par la COVID-19 ne soient signalés dans le pays, le Malawi avait mis en place un plan national de préparation et de réaction à la COVID-19 qui prévoyait plusieurs mesures visant à atténuer la propagation et les effets de la COVID-19. Le gouvernement du Malawi, les agences des Nations Unies et les principales ONG internationales ont lancé un appel d'urgence qui a permis de coordonner la réponse d'urgence à la COVID-19 et de soutenir les efforts de préparation et de réponse du gouvernement en ciblant 6,7 millions de personnes vulnérables. Des mesures d'atténuation ont été prises pour réduire la propagation du virus, notamment l'interdiction des rassemblements, la fermeture des écoles, des marchés et des principaux lieux publics, ainsi que la restriction de la circulation des biens et des personnes par la fermeture des frontières internationales.

Afin que les écoles puissent continuer à fonctionner pendant la pandémie, le gouvernement a mis du matériel pédagogique à la disposition des enfants pour l'enseignement à domicile et l'apprentissage en ligne/à distance. Cependant, la mise en œuvre a été difficile ; en effet, la plupart des enfants n'avaient pas accès à l'internet et il n'était pas possible de les observer lorsqu'ils écoutaient le programme d'enseignement primaire à la radio. Afin de soutenir les efforts du gouvernement malawien visant à atténuer les effets de la COVID-19 et à assurer le fonctionnement des écoles, le PAM a renforcé son programme d'alimentation scolaire par un programme de rations à emporter selon deux modalités, à savoir les « rations sèches à emporter » et les « transferts d'argent ». Le Malawi a été le premier pays de la région à fournir des rations à emporter combinant nourriture et transferts d'argent, en suivant le mécanisme de distribution du modèle de programme d'alimentation scolaire mis en place dans le pays. Les

³⁹ <https://www.ifpri.org/news-release/coronavirus-debts-aggravate-misery-malawi-and-skyrocket-suicides-infobaecom> : consulté le 20 septembre 2022.

rations à emporter en espèces ont permis de poursuivre les achats locaux auprès des petits exploitants agricoles et de stimuler l'économie locale. La majeure partie de l'argent distribué a été consacrée à l'achat de nourriture (88 %) et le reste à l'achat d'autres produits de première nécessité. Cette modalité a permis de stimuler les marchés et les économies locales tout en répondant aux besoins alimentaires des enfants.⁴⁰

S'adapter à la nouvelle normalité

Un groupe de travail multisectoriel, sous la coordination du ministère de l'Éducation, met en œuvre des actions complémentaires afin de faciliter la reprise des activités éducatives et du programme d'alimentation scolaire au Malawi. À cet égard, le PAM Malawi joue un double rôle de mise en œuvre et d'assistance technique, avec le soutien de plusieurs parties prenantes, notamment d'autres agences des Nations Unies, des ONG internationales et les ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Égalité des sexes et du Secteur privé, qui ont également contribué à la réussite du programme d'alimentation scolaire mis en place dans le pays. Lors de la reprise des cours, le PAM a renforcé le programme d'alimentation scolaire par des transferts d'argent et des achats locaux auprès de petits exploitants agricoles afin de garantir la viabilité de l'initiative grâce à l'appropriation par la communauté et au partenariat avec le secteur privé.

4.4 LA VOIE A SUIVRE

Ce chapitre comprend une synthèse des informations disponibles et des études de cas concernant l'alimentation scolaire dans le contexte de chocs imbriqués multiples. Les enseignements suivants peuvent servir de guide supplémentaire afin d'améliorer la résilience et la durabilité de l'alimentation scolaire en Afrique.

- L'élaboration d'un programme solide d'alimentation scolaire issue de la production locale, avec une forte participation et appropriation par la communauté, les agriculteurs et les partenaires, peut constituer une stratégie d'intervention efficace pour réduire les vulnérabilités en cas de chocs.
- Le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales doit constituer l'épine dorsale de l'alimentation scolaire durable. Pour cela, il convient de renforcer les fournisseurs locaux et les autres acteurs tout au long de la chaîne, depuis l'approvisionnement en produits de base et en intrants jusqu'à la transformation et à la distribution de produits finaux répondant aux normes requises (nutrition, qualité et sécurité).
- Le renforcement des capacités des acteurs locaux (petits producteurs) et le soutien en matière d'intrants et de petit matériel agricole demeurent des facteurs clés de réussite du programme d'alimentation scolaire locale.

⁴⁰ <https://www.wfp.org/publications/2021-covid-19-response-malawi-work-did-not-stop-may-2021>

- Il est essentiel d'élaborer des politiques solides, des structures de gouvernance institutionnelle efficaces et des stratégies de financement innovantes et durables afin d'améliorer la réponse en temps de crise.
- Une solide appropriation par le gouvernement, associée à des fondements politiques et stratégiques solides, contribue à une plus grande réactivité, ce qui se traduit par une mise en œuvre plus souple des activités, telles que les rations à emporter et les mesures de préparation aux situations d'urgence.
- Le renforcement des capacités institutionnelles et de la participation et l'appropriation des communautés peut contribuer à améliorer la capacité d'atténuation. Le renforcement des capacités de préparation et le développement d'activités complémentaires, telles que les jardins communautaires et l'agriculture, peuvent contribuer à rendre l'économie locale plus résiliente.
- Des approches globales, multisectorielles et innovantes sont essentielles pour garantir le respect des délais et la planification et la mise en œuvre de mesures efficaces.
- Tirer les enseignements des bonnes pratiques et adopter des approches innovantes peuvent contribuer à améliorer l'adaptation et à atténuer la vulnérabilité aux chocs.

D'une manière générale, les deux dernières années ont montré la vulnérabilité des programmes d'alimentation scolaire aux chocs et confirmé la nécessité de prendre des mesures afin d'améliorer la résilience et la durabilité. Par conséquent, il convient de mettre l'accent sur l'élaboration de programmes nationaux d'alimentation scolaire basés sur des aliments d'origine locale et intégrés aux systèmes agricoles locaux afin d'atténuer l'impact des chocs sur la santé et la nutrition scolaires. Il est nécessaire de transformer les systèmes agricoles et alimentaires nationaux et d'améliorer les marchés en Afrique afin de garantir un accès adéquat et rapide à des aliments sains et nutritifs produits localement et compatibles avec les habitudes alimentaires de la société. Les générations futures d'Africains peuvent découvrir la culture et les habitudes alimentaires indigènes grâce à des aliments tels que le pain préparé à partir de manioc, de sorgho et de millet plutôt que de blé, en adoptant ces aliments dans le cadre du programme d'alimentation scolaire. Ces mesures de localisation amélioreront la durabilité des programmes d'alimentation scolaire et favoriseront le développement des chaînes de valeur locales, notamment l'agriculture, l'agro-industrie et les services connexes.

Les programmes d'alimentation scolaire doivent continuer à être financés principalement par des sources nationales publiques et privées. Ils doivent également être pleinement intégrés dans les plans, politiques, stratégies et budgets nationaux de développement afin de renforcer l'appropriation et la réactivité. Cela permettra de mieux protéger l'alimentation scolaire en cas de crise et de réponse après crise. Pendant les fermetures d'écoles dues à des crises empêchant de fournir l'alimentation scolaire sur place, il est possible d'envisager d'offrir des rations à emporter comme alternative, afin de garantir la santé et la nutrition des écoliers.

L'Afrique doit également s'attaquer à certains des problèmes internes affectant l'alimentation scolaire et d'autres questions socioéconomiques, et renforcer sa capacité de résistance aux chocs extérieurs. Ces mesures doivent commencer par la résolution durable des conflits internes et transfrontaliers sur le continent. Il est également nécessaire de s'engager fermement à stimuler les capacités de production locales et le développement de la chaîne de valeur sur le continent et à favoriser le commerce interrégional et les opportunités d'investissement. Il convient donc d'améliorer non seulement la

production de denrées alimentaires sur le continent, mais également l'approvisionnement local en produits alimentaires.

Il est important de renforcer les cadres de collaboration et de coopération régionaux et mondiaux afin d'unir les efforts pour rendre les programmes d'alimentation scolaire plus résistants aux chocs et plus durables. Par exemple, la Coalition pour l'alimentation scolaire a été formée afin de mieux répondre aux crises de l'éducation causées par la COVID-19 et d'autres chocs ; la Finlande et la France ont dirigé un groupe de plus de 76 pays, dont 34 africains, avec plus de 83 partenaires pour lancer la Coalition lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021.



CUA/Eric J. Wagobera

Conclusions

Conclusions

Le présent rapport met en lumière les réalisations et les défis liés à la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire en Afrique au cours de la période 2021-2022, en utilisant des données officielles au niveau des pays, des données provenant d'autres publications et rapports, ainsi qu'une sélection d'études de cas et de bonnes pratiques collectées par l'Union africaine et ses partenaires. Dans ses quatre chapitres, le rapport offre une vue d'ensemble des progrès réalisés dans le développement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique et de l'impact des principaux défis locaux et mondiaux rencontrés au cours des deux dernières années, notamment la pandémie COVID-19 ainsi que d'autres urgences imbriquées multiples. Elle montre également les liens étroits entre l'alimentation scolaire, la nutrition et le développement agricole. Le rapport souligne la création et l'intégration de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire et le rôle de l'Union africaine dans la Coalition et révèle ainsi un effort mondial croissant et les engagements croissants de l'Union africaine et des États membres afin de relever les défis croissants auxquels sont confrontés les programmes d'alimentation scolaire.

Cette section détermine les opportunités, les défis et les recommandations à venir qu'il est possible d'abord pour faire avancer l'agenda de l'alimentation scolaire sur le continent africain, tout en reconnaissant les succès, les efforts pour surmonter les difficultés et l'engagement continu de l'Union africaine à l'égard des objectifs fixés dans la Déclaration de Malabo, la Stratégie régionale africaine pour la nutrition, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les ODD.

OPPORTUNITES ET DEFIS

Les pays africains ont réalisé des progrès importants au niveau de l'extension des programmes d'alimentation scolaire au cours des deux dernières années, malgré de nombreux défis imbriqués à la fois au niveau mondial et sur le continent. Toutefois, de grandes disparités de couverture subsistent entre les régions et les groupes de revenus, la couverture de l'alimentation scolaire demeurant la plus faible dans les pays où les besoins sont les plus importants. La couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est plus de trois fois supérieure à celle des pays à faible revenu. Les programmes d'alimentation scolaire couvrent environ 50 % de la population en Afrique du Nord et en Afrique australe, mais seulement 5 % en Afrique centrale.

Les réalisations de ces dernières années et la résilience croissante des programmes d'alimentation scolaire ont été possibles grâce aux importants engagements financiers et politiques pris par les gouvernements africains. En 2022, 89 % des pays africains avaient approuvé une politique d'alimentation scolaire, ce qui représente une hausse de 21 points de pourcentage par rapport à 2020. L'une des évolutions très notables est que les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont devancé les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en ce qui concerne l'adoption de cadres de politique en matière d'alimentation scolaire.

Alors que le financement des donateurs internationaux demeure prédominant dans les pays africains à faible revenu, il a diminué et est passé à seulement 55 % contre 65 % en 2020. Dans le même temps, les gouvernements ont continué à réaliser des progrès significatifs au niveau du financement des

programmes nationaux dans un contexte de resserrement de l'espace budgétaire, en augmentant le financement national de 11 points de pourcentage entre 2020 et 2022, qui est passé de 34 % en 2020 à 45 % en 2022. Les budgets nationaux demeurent la principale source de financement des programmes d'alimentation scolaire. La part du financement national par rapport au financement des donateurs internationaux est passée de 81 % à 84 % sur l'ensemble du continent.

Pratiquement tous les pays africains proposent une alimentation scolaire associée à au moins une intervention complémentaire en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire, tandis que 10 % des pays proposent un ensemble totalement intégré de 7 à 10 interventions complémentaires associées à l'alimentation scolaire.

L'Union africaine a joué un rôle important dans la création de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire en encourageant l'inclusion de l'alimentation scolaire nationale dans le programme de développement mondial et en convainquant les États membres de l'Union africaine de rejoindre la Coalition par le biais de ses nombreuses déclarations et communiqués officiels. La création de la Coalition a influencé l'opinion et galvanisé la volonté politique au sujet de l'alimentation scolaire. Plusieurs pays africains ont été à l'avant-garde du changement, notamment le Rwanda, le Bénin et le Sénégal. Ces pays ont considérablement augmenté le budget annuel consacré à l'alimentation scolaire afin d'atteindre un plus grand nombre d'élèves et d'élargir l'accès à l'éducation.



PAM/Arete/Therese Di Campo

Les programmes d'alimentation scolaire contribuent au développement du capital humain, permettent de lutter contre les inégalités et la pauvreté, servent de plateforme pour les services communautaires,

les services de santé et de nutrition et constituent un filet de sécurité sociale. En outre, le fait de relier les petits exploitants agricoles aux marchés de l'alimentation scolaire issue de la production locale a contribué à accroître la productivité agricole et les revenus des petits exploitants, ce qui crée une situation gagnant-gagnant pour les agriculteurs et les enfants. Grâce à l'intégration des produits de petits exploitants dans les achats des programmes d'alimentation scolaire, les agriculteurs peuvent briser les cycles intergénérationnels de la faim et de la pauvreté dans leurs familles. Étant donné que l'alimentation scolaire crée une demande supplémentaire de produits alimentaires, elle constitue un marché stable et prévisible pour les agriculteurs.

Les fermetures d'écoles liées à la COVID-19 depuis 2020 et la lenteur de la réouverture des écoles ont entraîné des perturbations au niveau des programmes d'alimentation scolaire et d'autres interventions en matière de santé et de nutrition dans les écoles ; ceci a conduit à une réduction de la fourniture d'aliments sains et nutritifs aux enfants dans les écoles. Même après la réouverture des écoles à la suite des fermetures liées à la COVID-19, l'aggravation de la crise induite par le conflit russo-ukrainien, les conflits internes et le changement climatique menacent une décennie de progrès réalisés par les gouvernements africains en matière d'alimentation scolaire, en raison de l'augmentation des coûts et de la réduction de l'accès à la nourriture.

Ces défis multiples et imbriqués affectent l'alimentation scolaire sur le continent et ont des conséquences significatives pour la santé et la nutrition des écoliers à court terme ; mais ils affectent également le développement du capital humain et la transformation économique du continent à long terme. Toutefois, la situation défavorable créée par cette série de crises multiples offre également aux pays africains l'occasion de mieux repenser la vulnérabilité de leur situation actuelle et de concevoir de meilleures politiques et stratégies qui contribueront à bâtir des économies plus durables et plus résistantes aux chocs.

RECOMMANDATIONS ET VOIE A SUIVRE

- ❶ Les deux dernières années ont montré la vulnérabilité des programmes d'alimentation scolaire aux chocs et confirmé la nécessité de prendre des mesures afin d'améliorer la résilience et la durabilité des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale par le biais de la Coalition pour l'alimentation scolaire et d'autres collaborations multilatérales similaires.
- ❶ Les programmes d'alimentation scolaire bénéficient d'une intégration dans les objectifs de développement nationaux ; d'un soutien institutionnel et juridique ; et d'un financement innovant, notamment de la part du secteur privé national. En outre, il convient de s'engager fermement à renforcer le développement de la chaîne de valeur régionale, le commerce interrégional et les perspectives d'investissement à l'intérieur du continent. Il est nécessaire d'améliorer non seulement la production alimentaire du continent, mais également l'approvisionnement local et de créer de chaînes de valeur régionales pour les produits agricoles.
- ❶ Afin d'améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires locales et indigènes dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que le développement des économies et des communautés locales, notamment en plaçant les jeunes au centre de ces efforts, il est nécessaire de réviser et de rationaliser les politiques et les cadres législatifs nationaux.
- ❶ Afin de réaliser le potentiel de transformation des programmes nationaux d'alimentation scolaire, il convient d'augmenter le financement par le biais d'approches innovantes combinant

des ressources provenant à la fois de sources publiques et privées, y compris l'allocation de fonds dans les lignes budgétaires nationales obligatoires.

- ❶ Les gouvernements doivent collaborer afin d'améliorer le paysage des données sur l'ensemble du continent africain, notamment en renforçant les capacités institutionnelles. En s'appuyant sur l'Initiative pour les données et le suivi de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les gouvernements peuvent améliorer directement la qualité et l'accessibilité de données et d'informations pertinentes et actualisées, tout en renforçant leur capacité institutionnelle à fournir des politiques fondées sur des données probantes, des interventions nutritionnelles ciblées à grande échelle, ainsi qu'à suivre les progrès accomplis au fil du temps et à rendre compte.
- ❷ Il est nécessaire d'adopter des lignes directrices concernant les normes de qualité minimales, telles que la mise en pratique des lignes directrices continentales relatives à la conception et à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, la déclaration sur l'enrichissement et d'autres interventions agricoles sensibles à la nutrition, afin de garantir que les élèves bénéficient de régimes alimentaires sains et riches en nutriments, tout en tenant compte des contextes et des besoins locaux.
- ❸ Le Cadre du programme global de développement de l'agriculture en Afrique, la Stratégie régionale de nutrition pour l'Afrique, les positions communes africaines formulées lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 et le Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation de 2022 ne sont que quelques-uns des outils qu'il convient d'utiliser pour tirer parti de l'élan actuel, afin d'investir dans les élèves et pas seulement dans l'infrastructure de l'apprentissage.
- ❹ L'Afrique doit s'attaquer à certains des problèmes nationaux ayant une incidence sur l'alimentation scolaire et d'autres questions socioéconomiques ; elle doit également développer sa résistance aux chocs extérieurs. Les repas à emporter doivent être considérés comme une option permettant de garantir la santé et la nutrition des écoliers pendant les fermetures d'écoles dues à une crise.



PAM/Giulio d'Adamo



PAM/Badre Bahaji

Références

- African Union. (2018a). *Sustainable School Feeding*. Addis Ababa, African Union Disponible sur : https://au.int/sites/default/files/documents/36100-doc-sustainable_school_feeding_1.pdf
- African Union. (2018b). *Sustainable School Feeding Across the African Union*. Disponible sur : https://au.int/sites/default/files/documents/36100-doc-sustainable_school_feeding_1.pdf
- African Union. (2021). African Union Biennial Report on Home-Grown School Feeding (2019-2020). Disponible sur : <https://au.int/en/documents/20210301/african-union-biennial-report-home-grown-school-feeding-2019-2020>
- African Union Commission and African Union Development Agency-NEPAD. (2022). *AUDA-NEPAD Guidelines for the Design and Implementation of Home- Grown School Feeding Programmes in Africa*. M. AUDA-NEPAD, South Africa. Disponible sur : <https://www.nepad.org/publication/guidelines-design-and-implementation-of-home-grown-school-feeding-programmes>
- AUDA-NEPAD. (2020). *Home Grown School Feeding Handbook: Lessons from Botswana, Ghana and Nigeria*. Disponible sur : <https://www.nepad.org/publication/home-grown-school-feeding-handbook#:~:text=This%20AUDA%2DNEPAD%20Home%20Grown,led%20by%20their%20national%20government.>
- Aurino, E., Tranchant, J., Diallo, A., & Gelli, A. (2018). School Feeding or General Food Distribution? Quasi-Experimental Evidence on the Educational Impacts of Emergency Food Assistance during Conflict in Mali. *Innocenti Working Papers*(2018-04). Disponible sur : <https://www.unicef-irc.org/publications/956-school-feeding-or-general-food-distribution-quasi-experimental-evidence-on-the-educational.html>
- Borelli, T., Hunter, D., Wasike, V., Wasilwa, L., & Manjella, A. (2021). Linking farmers, African leafy vegetables and schools to improve diets and nutrition in Busia county, Kenya. In L. F. J. Swensson, D. Hunter, S. Schneider, & F. Tartanac (Eds.), *Public Food Procurement for Sustainable Food Systems and Healthy Diets* (Vol. 2). FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS.
- Bundy, D. (2017). *Child and Adolescent Health and Development* (3 ed., Vol. 8). Washington D.C, World Bank. Disponible sur : https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK525240/pdf/Bookshelf_NBK525240.pdf
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., & Drake, L. (2009). *Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Washington D.C, World Bank. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>
- Bundy, D., Schultz, L., Sarr, B., Banham, L., Colenso, P., & Drake, L. (2017). The School as a Platform for Addressing Health in Middle Childhood and Adolescence. In D. A. P. Bundy, N. Silva, S. Horton, D. T. Jamison, & G. C. Patton (Eds.), *Child and Adolescent Health and Development*. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0423-6_ch20
- Bundy, D., Silva, N. d., Horton, S., Jamison, D. T., & Patton, G. C. (2018). *Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies* (Donald A. P. Bundy, Nilanthi de Silva, Susan Horton, Dean T. Jamison, & George C. Patton, Eds. Vol. 8). International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116138/download/>

- Development Initiatives. (2018). *2018 Global Nutrition Report: Shining a light to spur action on nutrition*. Disponible sur : <https://globalnutritionreport.org/reports/globalnutrition-report-2018/>
- Drake, L., Cousin, E., & Kim, J. Y. (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries*. Imperial College Press. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418>
- East African Community. (2022). *EAC records huge post-harvest losses in cereals and root crops*. <https://www.eac.int/press-releases/141-agriculture-food-security/2393-eac-records-huge-post-harvest-losses-in-cereals-and-root-crops>
- FAO, A. o. B. I. a. C. (2021). *Indigenous Peoples' food systems: Insights on sustainability and resilience in the front line of climate change*. <https://doi.org/https://doi.org/10.4060/cb5131en>
- FSIN. (2021). *Global report on food crisis* Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000127343/download/?_ga=2.38603875.1382967918.1678717155-512251003.1668114198
- Gatti, R. V., Kraay, A. C., Avitabile, C., Collin, M. E., Dsouza, R., & Dehnen, N. A. P. (2018). *The Human Capital Project (English)*. Disponible sur : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/363661540826242921/the-human-capital-project>
- Gelli, A., & Aurino, E. (2021). School Food Procurement and making the links between Agriculture, Health and Nutrition. In *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets* (Vol. 1). FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS.
- Gina, K., Zeyuan, W., Patrick, M., & Danny, H. (2022). The role of traditional knowledge and food biodiversity to transform modern food systems. *Trends in Food Science & Technology*, 130, 32-41. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.tifs.2022.09.011>
- Global Child Nutrition Foundation. (2022). *School Meal Programmes Around the World: Results from the 2021 Global Survey of School Meal Programmes* Disponible sur : https://gcnf.org/wp-content/uploads/2022/09/School-Meal-Programs-Around-the-World_-Results-from-the-2021-Global-Survey-of-School-Meal-Programs%C2%A9.pdf
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. (2016). *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. Disponible sur : <https://glopan.org/sites/default/files/ForesightReport.pdf>
- GPE. (2021a). *COVID-19 response: Mitigation and recovery thematic grant allocation*. Disponible sur : <https://www.globalpartnership.org/content/covid-19-response-mitigation-and-recovery-thematic-grant-allocation>
- GPE. (2021b). *Results Report 2021*. Disponible sur : <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/docs/results-report-2021/en/2021-10-GPE-Results-Report-2021-v2.pdf>
- Hawkes, C., Ruel, M. T., Salm, L., Sinclair, B., & Branca, F. (2020). Double-duty actions: seizing programme and policy opportunities to address malnutrition in all its forms. *Lancet*, 395(10218), 142-155. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)32506-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)32506-1)
- Hunter, D., Monville-Oro, E., Burgos, B., Rogel, C. N., Calub, B., Gonsalves, J. F., & Lauridsen, N. O. (2020). *Agrobiodiversity, school gardens and healthy diets: Promoting biodiversity, food and sustainable nutrition*. Issues in Agricultural Biodiversity. London (UK): Routledge. Disponible sur : <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/107465>
- Masset, E., & Gelli, A. (2013). Improving community development by linking agriculture, nutrition and education: design of a randomised trial of "home-grown" school feeding in Mali. *Trials*, 14(1), 55. <https://doi.org/10.1186/1745-6215-14-55>

- Matita, M. a., & Chimombo, M. (2020). *Impact of COVID-19 on Food Systems and Rural Livelihoods in Malawi – Round 1 Report*. Disponible sur : <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/16670>
- Ministry of Basic and Secondary Education. (2021). *Education Statistics* Retrieved from Disponible sur : <https://docplayer.net/215003026-Republic-of-the-gambia-ministry-of-basic-secondary-education-directorate-of-planning-policy-analysis-research-budgeting-education-statistics.html>
- Mohamed, E. M., Alhaj Abdallah, S. M., Ahmadi, A., & Lucero-Priso, D. E. (2021). Food Security and COVID-19 in Africa: Implications and Recommendations. *Am J Trop Med Hyg*, 104(5), 1613-1615. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.20-1590>
- Nwosu, C. O., Kollamparambil, U., & Oyenubi, A. (2022). Food insecurity and health outcomes during the coronavirus pandemic in South Africa: a longitudinal study. *Health Economics Review*, 12(1), 32. <https://doi.org/10.1186/s13561-022-00375-x>
- Republic of Rwanda/Ministry of Education. (2018). *2018 Education Statistics*. [online]
Retrieved from <https://www.statistics.gov.rw/publication/2018-education-statistics-report>
- Singh, S. (2021). Home-grown school feeding: promoting the diversification of local production systems through nutrition-sensitive demand for neglected and underutilized species. In *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets*. FAO.
- Singh, S., & Conway, G. R. (2021). Home-Grown School Feeding: Enabling Healthy and Sustainable Food Systems. *Centre for Environmental Policy*.
- Sumberg, J., & Sabates-Wheeler, R. (2011). Linking agricultural development to school feeding in sub-Saharan Africa: Theoretical perspectives. *Food Policy*, 36(3), 341-349. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2011.03.001>
- The Gambia Bureau of Statistics, National Nutrition Agency, WFP, FAO, UNICEF, & Action Against Hunger. (2021). *State of food security in the Gambia: comprehensive food security and vulnerability analysis*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000137452/download/>
- The Global Fund. (2020). *The impact of COVID-19 on HIV, TB and malaria services and systems for health: a snapshot from 502 health facilities across Africa and Asia*. Disponible sur : https://www.theglobalfund.org/media/10776/covid-19_2020-disruption-impact_report_en.pdf
- Tobiloba Oyejide Alex Omotosho, Oluwatomilayo Felicity Omotosho, Paul Bass, & Yahya Njie. (2020). COVID-19 challenges: The Gambia situation and probable solutions. <https://wjarr.com/sites/default/files/WJARR-2020-0329.pdf>
- UNESCO, FAO, GPE, UNICEF, UNSCN, World Bank Group, & WHO, W. (2020). *Stepping up effective school health and nutrition: A partnership for healthy learners and brighter futures*. Disponible sur : <https://www.unicef.org/media/94001/file/Partnership-for-Stepping-up-effective-SHN.pdf.pdf>
- UNESCO, WFP, & UNCF. (2022). Ready to learn and thrive: school health and nutrition around the world; highlights. In.
- UNESCO Institute of Statistics. (2021). *UIS.Stat In UNESCO Institute for Statistics* [online]. <http://data.uis.unesco.org/>
- UNHCR. (2021). *Education under attack in West and Central Africa: a note by the Regional Education in Emergencies Working Group*. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/document/s/files/wca_educationssdadvocacynotesen_20211111.pdf
- UNICEF and Save the Children. (2020). *Children in monetary poor households and COVID-19*. Disponible sur : <https://data.unicef.org/resources/children-in-monetary-poor-households-and-covid-19/>
- WFP. (2013). *State of School Feeding Worldwide 2013*. Rome (Italy), World Food Programme Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2013>

- WFP. (2020a). *Annual Country Reports 2020*. World Food Programme Retrieved 3rd October 2022 from <https://www.wfp.org/annual-country-reports-2020>
- WFP. (2020b). *The impact of COVID-19 on school feeding around the world*. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- WFP. (2020c). *Malawi Annual Country Report* Disponible sur : https://www.wfp.org/operations/annual-country-report?operation_id=MW01&year=2020#/21226
- WFP. (2020d). *State of School Feeding Worldwide 2020*. Rome (Italy). World Food Programme. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- WFP. (2021). *Côte d'Ivoire Annual Country Report 2021*. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000137855/download/?_ga=2.223822491.1064605970.1678200457-1182159860.1678200457
- WFP, FAO, IFAD, NEPAD, GCNF, & PCD. (2018). *Home-Grown School Feeding. Resource Framework. Technical Document*. <http://www.fao.org/3/ca0957en/CA0957EN.pdf>
- WHO. (2018). *Guideline: implementing effective actions for improving adolescent nutrition*. Geneva: World Health Organization. Disponible sur : <https://apps.who.int/iris/handle/10665/260297>
- WHO. (2020). *Guidelines on mental health promotive and preventive interventions for adolescents: helping adolescents thrive*. Geneva: World Health Organization. Disponible sur : <https://www.who.int/publications/i/item/9789240011854>
- WHO. (2021). *Making every school a health-promoting school-Implementation guidance*. Disponible sur : <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025073>
- World Bank. (2018). *The State of Social Safety Nets* Washington, DC: World Bank. © World Bank. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29115>
- World Bank. (2019). *Africa Human Capital Plan*. Disponible sur : <http://pubdocs.worldbank.org/en/562231555089594602/HCP-Africa-Plan.pdf>
- World Bank. (2020). *The World Bank Annual Report 2020: Supporting Countries in Unprecedented Times*. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/695a4509-25c7-5a14-b232-7ca1369ec22b>
- World Bank. (2022). *Learning Losses: what to do about the heavy cost of covid-19 on children, youth, and future productivity*. Disponible sur : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/e52f55322528903b27f1b7e61238e416-0200022022/related/WBG-LearningLosses-flier-10-09-22-e-version.pdf>
- Zhang, W., Persoz, L., Hakiza, S., Biru, L., & Girmatsion, L. (2022). Impact of COVID-19 on Food Security in Ethiopia. *Epidemiologia (Basel)*, 3(2), 161-178. <https://doi.org/10.3390/epidemiologia3020013>

Glossaire

Adolescence	L'adolescence est la phase de la vie entre l'enfance et l'âge adulte, de 10 à 19 ans. En tant que période de la vie caractérisée par d'importants changements physiques, psychologiques et sociaux – avec des besoins spécifiques en matière de santé et de développement – l'adolescence comporte de nouveaux risques, mais offre également des opportunités uniques. Investir dans les adolescents d'aujourd'hui aura de vastes répercussions non seulement sur leur vie, mais également sur celle des membres de leur famille et des communautés plus larges. Les adolescents d'aujourd'hui seront les parents, les enseignants et les décideurs de demain.
Alimentation scolaire	Fourniture de nourriture aux enfants ou à leurs ménages par le biais de programmes scolaires. Ces programmes peuvent fournir des repas, des collations ou des transferts conditionnels aux ménages sous forme d'espèces, de bons ou de rations en nature à emporter.
Alimentation scolaire issue de la production locale	Modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants scolarisés des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs, provenant de petits exploitants locaux.
Bénéficiaires	Les personnes bénéficiant des avantages d'un programme social spécifique. Dans la présente publication, ce terme désigne les enfants en âge d'aller à l'école primaire et secondaire de 5 à 18 ans, et recevant de la nourriture dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.
Coalition pour l'alimentation scolaire	Initiative émergente des gouvernements et d'un large éventail de partenaires visant à mener des actions susceptibles de rétablir, d'améliorer et d'étendre de toute urgence les systèmes alimentaires et éducatifs, de soutenir le rétablissement des pandémies et de mener des actions visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).
Coût par enfant	Le coût par enfant de l'alimentation scolaire est estimé comme le total des dépenses relatives aux activités d'alimentation scolaire divisé par le nombre de bénéficiaires. Ce chiffre reflète les coûts liés à l'approvisionnement, au transport, au stockage et à la manutention des produits, ainsi qu'au personnel.
Couverture	La proportion d'enfants scolarisés bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire.
Déparasitage	Traitement permettant de contrôler les infections intestinales par les vers tels que les helminthes (ascaris, teigne et ankylostome) et la schistosomiase.
Enrichissement	Pratique consistant à augmenter délibérément la teneur en micronutriments essentiels des aliments, tels que la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc.
Investissement	Budget total alloué à l'alimentation scolaire par le gouvernement ou le PAM, ou estimation de ce budget. Dans la présente publication, ce sont des estimations basées sur des données secondaires et non sur des informations provenant de bilans nationaux.

Partenaires de développement	Terme générique désignant les parties prenantes soutenant les efforts de développement des autorités nationales, infranationales ou locales, en fonction du contexte particulier.
Programme national d'alimentation scolaire	Programme géré par le gouvernement, seul ou avec le soutien du PAM ou d'autres partenaires de développement, conçu pour fournir de la nourriture aux écoliers régulièrement.
Programme tenant compte de la nutrition	Interventions portant sur les déterminants fondamentaux et sous-jacents de la malnutrition : la sécurité alimentaire, la prestation de soins et l'accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique. Les programmes tenant compte de la nutrition traitent également la question de l'environnement favorable par le biais d'une assistance technique aux gouvernements, y compris des conseils sur les politiques dans des secteurs complémentaires.
Protection sociale	Ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir ou à protéger tous les individus contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale tout au long de leur vie, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables.
Santé et nutrition scolaires	Programmes de santé et de nutrition conçus pour les enfants d'âge scolaire et activités de sensibilisation étendant l'effet des programmes au sein des communautés et aux enfants non scolarisés. Les services fournis par le biais de la santé et la nutrition scolaires vont au-delà de l'alimentation ; ils peuvent comprendre d'autres interventions telles que le déparasitage, la vaccination, le dépistage des troubles de la vue, l'éducation nutritionnelle, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).

Acronymes

AUDA	Agence de développement de l'Union africaine
CERFAM	Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (Côte d'Ivoire)
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
EAH	Eau, assainissement et hygiène
ESTI	Département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Union africaine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCNF	Forum mondial sur la nutrition infantile
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PCD	Partenariat pour le développement de l'enfant
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis

Annexe I

Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Pays	Code ISO	Niveau de revenu	Région de l'Union africaine	Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source
Algérie	DZA	Intermédiaire de la tranche supérieure	Nord	39 632	PAM (2020)
Angola	AGO	Intermédiaire de la tranche inférieure	Sud	1 516 133	UA (2017)
Bénin	BEN	Faible	Ouest	835 453	GCNF (2021)
Botswana	BWA	Intermédiaire de la tranche supérieure	Sud	569 514	GCNF (2021)
Burkina Faso	BFA	Faible	Ouest	3 689 774	GCNF (2021)
Burundi	BDI	Faible	Centre	520 613	GCNF (2021)
Cap Vert	CPV	Intermédiaire de la tranche inférieure	Ouest	85 117	GCNF (2021)
Cameroun	CMR	Intermédiaire de la tranche inférieure	Centre	195 042	GCNF (2021)
République centrafricaine	CAF	Faible	Centre	215 411	GCNF (2021)
Tchad	TCO	Faible	Centre	122 251	GCNF (2021)
Comores	COM	Intermédiaire de la tranche inférieure	Est	0	GCNF (2022)
Congo	COG	Intermédiaire de la tranche inférieure	Centre	142 450	GCNF (2021)
Côte d'Ivoire	CIV	Intermédiaire de la tranche inférieure	Ouest	1 024 401	GCNF (2021)
République populaire du Congo	COD	Faible	Centre	165 000	GCNF (2021)
Djibouti	DJI	Intermédiaire de la tranche inférieure	Est	19 590	PAM (2020)
Égypte	EGY	Intermédiaire de la tranche inférieure	Nord	11 200 000	GCNF (2021)
Guinée équatoriale	GNQ	Intermédiaire de la tranche supérieure	Centre	aucune donnée	
Érythrée	ERI	Faible	Est	aucune donnée	
Éthiopie	ETH	Faible	Est	1 676 452	GCNF (2021)

Gabon	GAB	Intermédiaire de la tranche supérieure	Centre	aucune donnée	
Gambie	GMB	Faible	Ouest	261 231	GCNF (2021)
Ghana	GHA	Intermédiaire de la tranche inférieure	Ouest	3 448 065	AU (2017)
Guinée	GIN	Faible	Ouest	218 714	GCNF (2021)
Guinée-Bissau	GNB	Faible	Ouest	224 986	GCNF (2021)
Kenya	KEN	Intermédiaire de la tranche inférieure	Est	1 800 000	GCNF (2021)
Lesotho	LSO	Intermédiaire de la tranche inférieure	Sud	363 461	GCNF (2021)
Libéria	LBR	Faible	Ouest	278 043	GCNF (2021)
Libye	LBY	Intermédiaire de la tranche supérieure	Nord	18 000	GCNF (2021)
Madagascar	MDG	Faible	Est	366 693	GCNF (2021)
Malawi	MWI	Faible	Sud	2 803 891	GCNF (2021)
Mali	MLI	Faible	Ouest	581 014	GCNF (2021)
Mauritanie	MRT	Intermédiaire de la tranche inférieure	Nord	172 905	PAM (2022)
Maurice	MUS	Intermédiaire de la tranche supérieure	Est	75 000	SSSN
Maroc	MAR	Intermédiaire de la tranche inférieure	Nord	1 267 109	SSSN (2021)
Mozambique	MOZ	Faible	Sud	304 819	GCNF (2021)
Namibie	NAM	Intermédiaire de la tranche supérieure	Sud	398 100	GCNF (2021)
Niger	NER	Faible	Ouest	612 713	GCNF (2021)
Nigéria	NGA	Intermédiaire de la tranche inférieure	Ouest	9 887 000	GCNF (2021)
Rwanda	RWA	Faible	Est	724 059	OS (2018)
Sao Tomé-et-Principe	STP	Intermédiaire de la tranche inférieure	Centre	47 550	GCNF (2021)
Sénégal	SEN	Intermédiaire de la tranche inférieure	Ouest	587 810	GCNF (2021)
Seychelles	SYC	Élevé	Est	<i>est. 7 829</i>	<i>estimation</i>
Sierra Leone	SLE	Faible	Ouest	485 674	GCNF (2021)
Somalie	SOM	Faible	Est	170 796	GCNF (2021)
Afrique du Sud	ZAF	Intermédiaire de la tranche supérieure	Sud	9 613 630	GCNF (2021)
Soudan du Sud	SSD	Faible	Est	338 243	GCNF (2021)

Soudan	SDN	Intermédiaire de la tranche inférieure	Est	1 890 277	GCNF (2021)
Swaziland	SWZ	Intermédiaire de la tranche inférieure	Sud	379 336	GCNF (2021)
Togo	TGO	Faible	Ouest	133 008	GCNF (2021)
Tunisie	TUN	Intermédiaire de la tranche inférieure	Nord	350 000	GCNF (2021)
Ouganda	UGA	Faible	Est	1 452 717	GCNF (2021)
République-Unie de Tanzanie	TZA	Faible	Est	28 000	UA (2017)
Zambie	ZMB	Intermédiaire de la tranche inférieure	Sud	2 075 631	GCNF (2021)
Zimbabwe	ZWE	Intermédiaire de la tranche inférieure	Sud	2 489 909	GCNF (2021)

Annexe II

Budgets alloués à l'alimentation scolaire

Pays	Code ISO du pays	Existence d'une ligne budgétaire consacrée à l'alimentation scolaire dans le budget national	Financement du budget national dédié à l'alimentation scolaire	Donateurs nationaux et financement du secteur privé pour l'alimentation scolaire	Financement des donateurs internationaux pour l'alimentation scolaire	Financement total de l'alimentation scolaire	Part des budgets nationaux dans le financement total de l'alimentation scolaire (%)
Algérie	DZA						
Angola	AGO						
Bénin	BEN	Oui	22 127 750	0	7 525 580	29 653 330	75
Botswana	BWA	Oui	119 700 000	0	0	119 700 000	100
Burkina Faso	BFA	Oui	30 042 392	0	3 694 208	33 736 600	89
Burundi	BDI	Oui	2 600 000	0	16 000 000	18 600 000	14,4
Cap Vert	CPV						
Cameroun	CMR	Non	0	0	9 507 835	9 507 835	0
République centrafricaine	CAF	Non					
Tchad	TCD	Oui	456 539	0	19 109 517	3 639 261	2
Comores	COM						
Congo	COG	Oui	40 000	0	5 724 683	5 764 683	1
République populaire du Congo	COD	Oui					
Djibouti	DJI						
Guinée équatoriale	GNQ						
Érythrée	ERI						
Éthiopie	ETH	Non	45 484 039	0	32 400 095	77 884 134	58
Gabon	GAB						
Gambie	GMB	Oui	2 331 798	0	553 495	2 885 293	81
Ghana	GHA						
Guinée	GIN						
Guinée-Bissau	GNB	Non	260 000	0	2 682 533	2 942 533	9
Kenya	KEN	Non	17 325 983	0		17 325 983	100
Lesotho	LSO	Non	11 137 734	0		18 137 734	61

					7 000 000		
Libye	LBY	Non					
Madagascar	MDG	Oui	4 710 375	0	0	4 710 375	100
Malawi	MWI	Oui	111 248	0	13 832 815	13 944 063	1
Mali	MLI	Oui	11 651 674	0	14 655 849	26 307 524	44
Mauritanie	MRT	Oui	5 368 740	0	4 500 000	9 868 740	54
Maurice	MUS						
Maroc	MAR		0	0	0	0	0
Mozambique	MOZ	Non	0	0	9 536 074	9 536 074	0
Namibie	NAM	Oui	5 357 773	0		5 357 773	100
Niger	NER	Oui	4 329 234		25 370 744	29 699 977	15
Nigéria	NGA	Oui	361 200 000	0	0	361 200 000	100
Sao Tomé-et-Principe	STP	Oui	41 123	0	0	41 123	100
Seychelles	SYC						
Sierra Leone	SLE	Oui	12 228 358	0	6 240 784	18 469 142	66
Somalie	SOM						
Afrique du Sud	ZAF	Oui	519 700 000	0	0	519 700 000	100
Soudan du Sud	SSD	Non	0	0	5 897 038	5 897 038	0
Soudan	SDN	Oui	0	0	16 356 593	16 356 593	00
Swaziland	SWZ	Oui	2 426 552	0	1 449 522	3 876 074	63
Togo	TGO	Oui	4 555 475	0	20 200 000	24 761 989	18
Tunisie	TUN	Oui	28 821 000	0	0	28 821 000	100
Ouganda	UGA	Oui	272 456		2 000 000	2 272 456	12
République-Unie de Tanzanie	TZA						
Zambie	ZMB	Oui	2 016 931	0	5 700 000	7 716 931	26
Zimbabwe	ZWE	Oui	2 763 190	0	0	2 763 190	100

Rapport biennal 2021-2022 sur l'alimentation scolaire issue de la production locale

En 2016, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont reconnu la contribution de l'alimentation scolaire au développement des ressources humaines en Afrique, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063 et aux objectifs du CESA 16-25. La 26^e Assemblée a adopté la décision sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (Assembly/AU/Dec.589 (XXVI)).

La première édition du rapport biennal sur l'alimentation scolaire en 2018 a présenté des données collectées dans 17 États membres. Cette édition 2021-2022 poursuit l'engagement de rendre compte de l'état de l'alimentation scolaire locale en Afrique, en fournissant un mécanisme de reddition de comptes à l'Union africaine ; en mettant en évidence les bonnes pratiques et en déterminant les priorités et les actions essentielles en matière d'alimentation scolaire sur le continent. Le présent rapport a été rédigé grâce à un vaste effort de collaboration mené par la Commission de l'Union africaine, avec la participation des agences partenaires de l'Union africaine par le biais du Groupe sectoriel sur l'alimentation scolaire issue de la production locale : AUDA-NEPAD, PAM, PAM-CERFAM, FAO, UNICEF et UNESCO.

Le rapport présente des preuves irréfutables que l'alimentation scolaire contribue de manière déterminante à l'obtention de résultats intersectoriels au niveau de l'éducation, de la nutrition, de l'agriculture, du développement local, des systèmes alimentaires locaux et de l'égalité des sexes, ainsi qu'à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). En outre, il souligne l'importance croissante de l'alimentation scolaire issue de la production locale, les gouvernements investissant de plus en plus dans l'amélioration de la nutrition des écoliers et dans la stimulation des économies locales grâce à l'approvisionnement auprès de sources locales.

Les effets cumulés des crises imbriquées, notamment la pandémie de COVID-19, les crises alimentaires et énergétiques et le changement climatique, ont tous un impact négatif sur la croissance soutenue de l'alimentation scolaire depuis près d'une décennie, tant au niveau mondial qu'en particulier en Afrique. Aujourd'hui plus que jamais, le présent rapport souligne l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale le plus étendu au monde ; en outre, il examine comment les gouvernements peuvent mieux rétablir l'accès à l'éducation par le biais de programmes d'alimentation scolaire et de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il étudie comment les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale combattent la malnutrition, améliorent les résultats scolaires, stimulent les systèmes alimentaires locaux, créent une demande stable d'aliments sûrs et de qualité auprès des petits exploitants agricoles, tout en soutenant la création d'emplois par le développement des compétences.

Commission de l'Union africaine

P.O. Box 3243

Roosevelt Street W21, K19

Addis-Abeba

Éthiopie